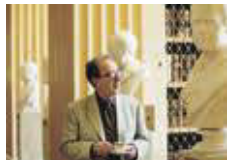


# LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



**ISMAIL KADARÉ**  
LA LITTÉRATURE  
ÉTAIT SON PAYS  
PAGE 38

**EXPOSITION**  
AUTOS, MEUBLES ET SCULPTURES...  
UZÈS CÉLÈBRE LE GÉNIE DES BUGATTI  
PAGE 32



**ÉTATS-UNIS**  
La Cour suprême offre une immunité à Trump  
PAGE 11

**AFGHANISTAN**  
L'ONU renoue avec les talibans aux dépens des femmes  
PAGE 12

**ÉDUCATION**  
Les grandes manœuvres dans les académies avant le résultat des législatives  
PAGE 13

**RECHERCHE**  
Une technique pourrait révolutionner la modification génétique  
PAGE 14

**TOUR DE FRANCE**  
Déjà les Alpes pour les favoris  
PAGE 15

**ALLOCATIONS**  
Assurance-chômage : pourquoi le gouvernement a fait marche arrière  
PAGE 22

**CHAMPS LIBRES**  
• Majorités relatives, coalitions : ce que la IV<sup>e</sup> République peut nous apprendre  
• La chronique de Renaud Girard  
• L'analyse d'Albert Zennou  
• La tribune de Pierre Vermeren  
PAGES 17 À 19

**FIGARO OUI FIGARO NON**  
**Réponses à la question de lundi :**  
Législatives : la campagne vous a-t-elle fait changer d'avis ?  
**OUI 9%** **NON 91%**  
VOTANTS : 254 797

**Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr**  
Êtes-vous favorable à un « front républicain » pour faire barrage au RN ?  
FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO; REUTERS; ILLUSTRATION CLAIREFOND

## Macron et le bloc de gauche cherchent à contrer le RN

Pour empêcher Jordan Bardella d'entrer à Matignon, le chef de l'État et le NFP défendent un front républicain qui s'étend de l'extrême gauche au bloc central.

PAGES 2 À 10, 18, 19 ET L'ÉDITORIAL

**Bruno Le Maire : « On ne combat pas le RN avec les valeurs de LFI »**

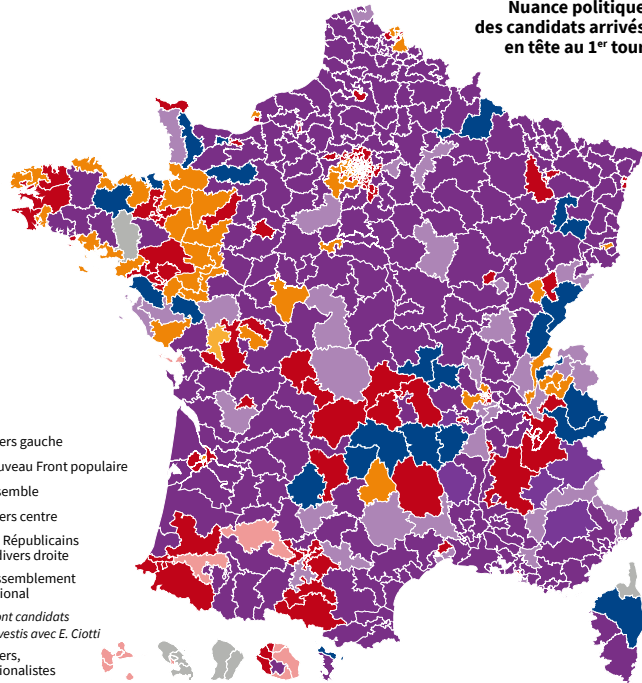
Dans un entretien au *Figaro*, le ministre de l'Économie se distingue de la stratégie d'Emmanuel Macron et Gabriel Attal, qui intègrent les Insoumis dans le grand rassemblement qu'ils souhaitent contre le RN. Bruno Le Maire se dit aussi opposé à une majorité de circonstance faite « de bric et de broc ». PAGES 2 ET 3

**Jordan Bardella croit toujours à la majorité absolue**

Le parti de Marine Le Pen cherche la stratégie qui lui permettra d'obtenir le 7 juillet, jour du second tour, la majorité absolue. Il compte sur la défiance vis-à-vis de Macron et de Mélenchon pour désarmer le front républicain et faire mentir les projections, qui promettent une majorité relative aux députés RN. PAGES 6 ET 7

**Les cartes du scrutin qui redessine la politique française**

La poussée spectaculaire du RN lors du premier tour des élections législatives permet au parti lepéniste de passer de 20 premières places en 2017 à 110 en 2022 et à 297 dimanche, tandis que le bloc macroniste est passé de 451 à 204, puis à 65 « pole positions ». Le NFP a fait élire 32 des siens au premier tour. PAGES 8 À 10



**ÉDITORIAL** par Vincent Trémolet de Villers

### La gauche disqualifiée

L'épreuve du choix. Depuis dimanche, beaucoup de Français vivent dans le carcan d'un dilemme moral : celui du moindre mal. S'abstenir, soutenir un modéré du camp d'en face contre « les extrêmes », voter RN pour éviter LFI ou le contraire : telles sont les questions. Mais, pour les aider à trancher, il faudrait d'abord que le parti de l'indécence commune, la coalition des Tartuffes, cesse de faire la leçon. Chez ces gens-là, en effet, on est loin d'être exemplaire. D'abord, d'abord, il y a Jean-Luc Mélenchon, le directeur de conscience de la République, qui, avec Rima Hassan à ses côtés, dispense ses consignes au président, à la droite, à la France. Et puis il y a Sandrine Rousseau, qui trace la ligne qui sépare le bien du mal. Et puis François Ruffin, celui qui disait : « On a un taré à la tête de l'État » (et qui reçoit le soutien dans sa circonscription du parti du président de la République !). Et puis Raphaël Arnault, candidat fiché S en ballottage à Avignon. Derrière, la cohorte des provocateurs de la République, allure débraillée et insultes à la bouche : Louis Boyard, Aymeric Caron, Sébastien Delogu, Danièle Obo-

no... Une procession qu'accompagnent les nouveaux convertis. Emmanuel Macron en tête, celui-là même qui, le 12 juin, reprochait au NFP de faire la part belle à « une extrême gauche qui s'est rendue coupable d'antisémitisme, de communautarisme, d'antiparlementarisme » et qui décide finalement de faire un bout de chemin avec elle. Gabriel Attal, celui qui a interdit l'abaya à l'école, et qui appelle à voter pour ceux qui veulent l'autoriser. Dans ce cortège, on retrouve aussi les innombrables associations écolos, néo-féministes, « antifascistes » dont le seul point d'unité est l'équivoque vis-à-vis du Hamas, l'antisionisme obsessionnel, la haine de la police. La place de la République couvre dimanche soir de drapeaux palestiniens en témoignage : la lutte « contre l'extrême droite » n'est qu'un prétexte pour faire avancer un agenda militant. Cette gauche prétend « sauver la République », mais elle devrait commencer par faire son examen de conscience. Elle pratique sans vergogne l'intimidation morale comme si elle était dépositaire des vertus démocratiques alors qu'elle est moralement disqualifiée. ■

MINUTY

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

# Après son échec, le camp Macron se tourne vers sa gauche et se déchire sur son attitude face au RN

Louis Hausalter

Le chef de l'État et le premier ministre tentent d'activer le traditionnel « front républicain », qui ne fait pas l'unanimité en interne.

**M**ême au gouvernement, le « dépassement », c'est terminé, c'est terminé. Une réunion des ministres autour d'Emmanuel Macron, lundi à la mi-journée à l'Élysée, a donné lieu à des échanges tendus sur l'attitude à tenir avant le second tour des élections législatives anticipées, prévu dimanche. Et, au lendemain d'un scrutin marqué par l'affaiblissement du camp présidentiel (20,76 % des voix), l'on a vu se reformer au sein de l'exécutif ce clivage gauche-droite dont le chef de l'État avait tenté d'avoir la peau.

Lorsqu'il prend la parole au cours de cette longue réunion, Emmanuel Macron tente pourtant de cadrer la ligne, dans un clin d'œil adressé au Nouveau Front populaire (NFP, 27,99 % des voix). « C'est l'extrême droite qui est en passe d'accéder aux plus hautes fonctions, personne d'autre », lance-t-il, dans la continuité de sa déclaration écrite de dimanche soir, dans laquelle il appelait « à un large rassemblement clairement démocrate et républicain pour le second tour » face au Rassemblement national (RN) et à ses alliés, arrivés largement en tête, avec 33,15 % des suffrages.

Gabriel Attal défend lui aussi une ligne dans la veine du « front républicain », traditionnellement défendu par la gauche. Et plaide, de nouveau, pour

le désistement des candidats dont le maintien favoriserait l'élection d'un député RN. « Le premier ministre veut rester sur la ligne du barrage anti-RN parce qu'il pense que ça aidera aux désistements » de la gauche, raconte un participant.

Il faut dire que les retraits de la gauche sont en passe de sauver nombre de candidats macronistes, à commencer

**« On ne peut pas considérer l'antisémitisme comme un sujet accessoire. Nos compatriotes juifs considèrent qu'on leur marche dessus en appelant à se désister »**

Aurore Bergé

par Élisabeth Borne dans le Calvados. Mais plusieurs ministres issus de la droite, dont Bruno Le Maire (Économie), Catherine Vautrin (Travail), Christophe Béchu (Transition écologique) ou Aurore Bergé (Égalité femmes-hommes) s'élèvent contre cette ligne, en défendant un « ni-ni » entre le RN et La France insoumise (LFI). S'attirant une contre-offensive de plusieurs autres présents, dont Stanislas Guerin (Fonction publique), Franck Riester (Commerce extérieur), Patrice Vergriete (Transports) ou Fadila Khattabi

(Personnes handicapées).

Le secrétaire d'État à la Mer, Hervé Berville, va dans le sens de ces derniers. « Il faut hiérarchiser les périls. Entre le RN et le Nouveau Front populaire, ce ne sera pas la même chose pour un homme ou une femme de couleur », insiste-t-il devant le chef de l'État et ses collègues, en rappelant avoir reçu pendant la campagne nombre de messages racistes ciblant sa couleur de peau noire. « C'est intolérable », le soutient Bruno Le Maire, tout en ajoutant que « les Français de confession juive aussi ont peur ». « On ne peut pas considérer l'antisémitisme comme un sujet accessoire, abonde Aurore Bergé. Nos compatriotes juifs considèrent qu'on leur marche dessus en appelant à se désister. »

Résultat de ces débats animés : « Il n'y a pas de ligne claire », a constaté un participant en sortant de la réunion. D'autant que les alliés François Bayrou (MoDem) et Édouard Philippe (Horizons) sont, eux aussi, très réticents à l'idée d'offrir des voix à LFI. Une « cacophonie », a pointé lundi sur RTL l'insoumis Manuel Bompard, en regrettant que la majorité sortante n'applique pas unanimement une règle largement respectée à gauche. Dans l'entourage d'Emmanuel Macron, on juge seulement infrequente une poignée de candidats insoumis soupçonnés de compromissions avec « l'antisémitisme, le communautarisme et l'antiparlementarisme », sans préciser lesquels.



Sur le terrain, la consigne a tout de même été assez bien suivie lundi, avec une cinquantaine de désistements parmi les quelque 300 macronistes qualifiés pour le second tour. Plusieurs ministres ont donné l'exemple : Marie Guévenoux dans les Yvelines, Fadila Khattabi en Côte-d'Or et Sabrina Agresti-Roubache à Marseille. Mais une poignée de candidats refusent d'obtempérer, comme Hubert de Jenlis (Somme), Anne-Laurence Petel (Bouches-du-Rhône), Anne Luquet (Seine-et-Marne) et Aude-Laure Babault (Charente-Maritime).

Dans une autre situation, la ministre déléguée aux Collectivités territoriales,

Dominique Faure, a décidé de se maintenir en Haute-Garonne, alors qu'elle est arrivée troisième derrière un socialiste, arrivé en tête, et un lèpeniste. « Laisser face à face les deux extrêmes serait trop risqué », a-t-elle fait valoir, à l'image d'autres candidats.

Le suspense durera jusqu'à mardi 18 heures, heure limite pour déposer les candidatures au second tour. Le camp présidentiel pourra ensuite évaluer ses chances de sauver les meubles en fonction des configurations. « Emmanuel Macron et l'équipe de campagne espèrent 150 élus », glisse un cadre de Renaissance, qui n'est pas si optimiste.

L'échec de dimanche a de quoi freiner des ardeurs. Une fois consigné l'en-

## Bruno Le Maire : « On ne fait pas une coalition pour barrer la route, mais pour ouvrir

Propos recueillis par  
Tristan Quinaut-Maupoli  
et Albert Zennou

**A**près la « défaite » des macronistes au premier tour des élections législatives anticipées, le ministre de l'Économie et des Finances appelle au second tour à la mobilisation contre le RN, « un danger pour la République ».

LE FIGARO. - Avez-vous fait, depuis dimanche soir, l'autopsie de votre défaite ?

BRUNO LE MAIRE. - Non, il reste encore une semaine de campagne. Mais ce premier tour est une défaite, reconnaissons-le. Utilisons les six jours qui nous restent pour nous mobiliser totalement derrière nos candidats. Certaines victoires vont se jouer à 50 ou 100 voix près. Soyons résolument combattifs.

Vous voulez vous mobiliser pour atteindre quel objectif ? Car on comprend, des résultats du premier tour, que la majorité sortante ne pourra pas en former une nouvelle...

Nous devons avoir deux objectifs : faire élire dimanche prochain le plus grand nombre possible de nos candidats, et éviter que le RN obtienne la majorité absolue. Son projet est contraire aux intérêts de la nation, dangereux pour notre économie, suicidaire pour nos finances publiques. Arrêtons de tourner autour du pot : le RN est un danger pour la République. Sa remise en cause de la loyauté des binationaux est révoltante. Revenir sur le droit du sol pour le droit du sang est une insulte à notre esprit universel : faites donc le compte de tous ceux dont nous aurions ainsi perdu la contribution à la grandeur de la France. Certains disent que le RN serait le « moins pire ». Je n'y crois pas. Je considère que le « moins pire » ne fait pas un projet pour la France.

Est-il encore possible d'empêcher le RN de gouverner la semaine prochaine ?

Oui. Nous pouvons encore avoir un maximum de députés. Nous pouvons encore et nous devons éviter que le RN soit en position de force avec une majorité absolue.

Est-ce à dire qu'il existe une opportunité de former une majorité alternative avec les autres forces minoritaires ? Il existe encore un bloc central qui défend les valeurs fondamentales de la République.

**« Je ne mets pas de signe égal entre le RN et LFI, qui ont des histoires différentes. Aucune voix pour le RN. Mais je refuse de voter pour LFI dont le projet ouvertement communautariste et insidieusement antisémite est contraire à notre nation. On combat le RN avec nos valeurs et nos convictions ; on ne combat pas le RN avec les valeurs de La France insoumise »**

Bruno Le Maire

Mais ce dernier carré de députés macronistes que vous voulez voir élu, est-ce pour peser à l'intérieur d'un exécutif ou reconstruire de l'extérieur ? Nous verrons. La clé, c'est la clarté et la fermeté de notre ligne politique. Nous ne reconstruisons rien sur de l'ambiguïté. La France garde des capacités immenses, dans tous les domaines : industrie, transition écologique, intelligence artificielle... Elles ne pourront se déployer que si notre projet économique et fiscal garde sa limpidité. Il en va de même pour le régalién. La clarté, partout. La France ne se résume pas à une élection. Elle conserve en elle des ressources infinies. Mais est-il donc souhaitable

ou pas d'élaborer une coalition pour barrer la route au RN ?

Il serait surtout souhaitable de retrouver le sens du dépassement de 2017. On ne fait pas une coalition pour barrer la route, mais pour ouvrir un chemin. Cette campagne électorale est hors valeur et hors sol. Toutes les contraintes matérielles ont disparu comme par magie : les finances, la compétition économique mondiale, le climat, la guerre en Europe. Elles se rappelleront vite à notre bon souvenir. LFI propose la retraite à 60 ans : qui paiera ? Ce sera 1981 puisance dix. Plus aucune digue de princi-

pe ne tient. Des gaullistes rejoignent les descendants du Front national : où est leur honneur ? Enfin, soyons lucides : les extrêmes nous excluent de la construction européenne, en renégociant notre contribution européenne pour les uns, en bafouant les règles budgétaires de la zone euro pour les autres. Ce sont deux Frexit déguisés.

Ce qui veut dire que vous faites autant barrage au RN qu'à LFI, contrairement à d'autres responsables de la majorité qui préfèrent faire une distinction entre les deux extrêmes ?



Le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, lundi, dans son bureau de Bercy. FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO

Vous sentez-vous en phase avec la ligne d'Emmanuel Macron ? Ma position est claire.

Vous dites vouloir éviter une « majorité de circonstance », de quoi s'agit-il ? Une majorité de bric et de broc, qui finirait par détricoter en sept jours tout ce que nous avons accompli en sept ans. Faire différemment ne veut pas dire défaire. Je continue de croire que le plein-emploi, la réindustrialisation, la stabilité fiscale, la réduction de la dépense publique sont des objectifs nécessaires pour la France. Je ne participerai à aucune « majorité de circonstance », qui allierait des positions et des valeurs irréconciliables au détriment de notre cohérence. Ce n'est pas notre intérêt collectif ; ce n'est pas mon tempérament. Face à la grande confusion des esprits, tout exige aujourd'hui de la clarté.

La confusion, est-ce, par exemple, le retrait du décret prévu pour réformer l'Assurance-chômage ? Une réforme de l'Assurance-chômage reste nécessaire pour atteindre notre objectif de 5 % de taux de chômage à la fin du quinquennat. Depuis 2017, la France a créé deux millions d'emplois, elle est devenue la nation la plus attractive en Europe, le premier pôle financier du continent, un leader sur l'IA : ce sont les résultats d'une ligne de politique économique constante. Quelles erreurs ont été commises par l'exécutif sortant pour aboutir à cette défaite ? Il sera toujours temps, après le 7 juillet, de tirer les enseignements du scrutin européen et du scrutin législatif. L'heure est au combat politique. Nous devons jeter toutes nos forces dans la bataille.





Gabriel Attal, Emmanuel Macron et Gérard Darmanin, le 17 mai à l'Élysée. Le chef de l'État a appelé, dimanche, « à un large rassemblement clairement démocrate et républicain pour le second tour » face au Rassemblement national et à ses alliés.

LAFARGUE RAPHAEL/ABACA

semble des résultats définitifs, l'examen à froid de la carte de France du premier tour permet de prendre la mesure de l'ampleur de la déroute macroniste. Arrivé en tête dans seulement 65 circonscriptions - dans l'Ouest parisien et suivant une ligne allant de la Loire-Atlantique jusqu'à la Manche -, le camp Macron a été balayé d'office dans un quart des 577 circonscriptions.

Seuls deux candidats, Pierre Cazeau, dans les Hauts-de-Seine, et Mikaela Seo, à Wallis-et-Futuna, sont parvenus à se faire élire dès le premier tour, alors qu'ils sont 39 au RN et 32 du côté du NFP. En visioconférence avec les candidats de la majorité, lundi après-midi, Gabriel Attal a trouvé un

bien maigre lot de consolation en se félicitant d'« une progression de 7 points par rapport aux européennes ».

Les esprits sont encore concentrés sur les derniers jours de campagne. Mais plane le spectre d'un grand règlement de comptes après le scrutin, alors que le premier tour a conforté les critiques unanimes de cette « dissolution malheureuse », comme l'a qualifiée lundi le maire de Dijon et allié d'Emmanuel Macron, François Rebsamen.

« D'un point de vue tactique, cette dissolution est un échec, tranche auprès du Figaro Marc Ferracci, député Renaissance des Français de Suisse et du Liechtenstein. L'idée que le vote peut s'inverser en trois semaines, alors que le

RN a une dynamique extrêmement forte aux européennes, avait peu de chances de se réaliser. C'est une erreur qui a affaibli la majorité et dont on verra dimanche si elle se traduit par le pire, avec une extrême droite au pouvoir, alors que ses membres ne sont absolument pas aptes à gouverner. »

Au gouvernement, on compte désormais les jours avant une sortie par la petite porte jugée inévitable. Et les fidèles d'autrefois prennent sans cesse plus d'autonomie. Dimanche soir, c'est par une dépêche de l'AFP qu'Emmanuel Macron a appris que Gabriel Attal suspendait la réforme de l'assurance-chômage. Comme un avant-goût de cohabitation. ■



CONTRE-POINT  
PAR GUILLAUME TABARD

## Une stratégie d'entre-deux-tours sans cohérence

« *Il va finir comme Kennedy.* » Cette allusion glaçante au président américain assassiné, avait été rapportée à quelques mètres de l'Élysée par un député LFI, venu exiger, lors de la crise des « gilets jaunes », la démission d'un Emmanuel Macron accusé d'entretenir la « machine à haine » dans le pays. Ce député s'appelait François Ruffin. Il est aujourd'hui l'exemple de ces sortants ou candidats de gauche que le chef de l'État et son parti veulent « sauver » au nom de la priorité du barrage contre le RN. Histoire ancienne ? Il y a moins d'un mois, au soir de la dissolution, le même Ruffin qualifiait Macron de « taré à la tête de l'État ». Le « front républicain » a le dos large.

La réforme des retraites n'est pas si ancienne. A-t-on oublié le niveau de violence de la part de la gauche en général et des insoumis en particulier durant le débat mené avec détermination et abnégation par Elisabeth Borne ? À l'Assemblée ou dans les cortèges syndicaux, la première ministre subissait une haine et des insultes de la part de personnes promptement réintégrées par la magie d'une claque électorale dans un « champ républicain » où l'on ne se soucie plus de mauvaise herbe. Au nom du barrage au RN, voici la gauche sommant ses électeurs de faire élire une Elisabeth Borne érigée il y a peu en ennemi du peuple (les retraites, l'assurance-chômage) et en ennemi de la démocratie (le recours au 49.3).

Voici Gabriel Attal, qui, après Borne, a répété aux questions d'actualité que les Insoumis n'avaient plus de comportement républicain. Et qui, il y a quelques jours encore dénonçait les « alliances de la honte » conclues avec tous ceux qui, à gauche, signaient l'accord pour un Nouveau Front populaire. Indignation à la veille du premier tour, acceptation dès le lendemain. Avec, dans la corbeille de ces fiançailles ban-

cales avec la gauche mélanchonisée, l'abandon de la réforme de l'assurance-chômage, qu'Attal érigeait en symbole de courage réformateur. Le premier ministre qui a fait interdire l'abaya et s'est fait le héraut de l'autorité républicaine peut-il oublier tout ce qui l'a opposé à toute une partie de la gauche ?

Le problème de toute stratégie politique est que sa crédibilité dépend de sa clarté, de sa cohérence, de sa constance et de sa solidité. Or, dans ce sauvetage - peut-être d'une majorité sacrifiée par son chef, il n'y a rien de tout ça. Il y a ceux qui, d'Édouard Philippe à Bruno Le Maire, en passant par François Bayrou, pensent que le refus du RN a pour corollaire un refus de LFI. Et ceux qui, à l'instar d'Emmanuel Macron et Gabriel Attal s'abritent derrière un flou s'autorisant à ne pas faire le tri à gauche. Ce qui est encore plus étonnant pour le premier ministre pour qui les sociaux-démocrates s'étaient disqualifiés en rejoignant le NFP. L'absence de ligne claire vient de ce que personne n'a d'autorité reconnue sur ce que l'on appelait encore le camp macroniste.

De plus, les revirements tardifs et trop appuyés ne passent plus auprès des électeurs. Macron rappelle aujourd'hui avoir été élu et réélu grâce aux électeurs de gauche alors que, dès le lendemain de chaque scrutin, les dirigeants de cette gauche lui reprochent de l'avoir oublié. Là encore, la précipitation empêche une clarification sérieuse. ■



## un chemin »

La parenthèse du macronisme se referme-t-elle ?

Je continue de croire au dépassement politique. Face aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle - réchauffement climatique, bouleversements technologiques, flux migratoires, affirmation des puissances autoritaires dans le monde - croyez-vous vraiment que les clivages du XX<sup>e</sup> apportent encore des réponses pertinentes ? Le dépassement politique, cela ne veut pas dire un peu de droite ici, un peu de gauche là : cela veut dire aller au bout de la compréhension des problèmes et leur apporter des réponses radicales et claires. Le débat politique en France doit se faire sur des propositions, pas sur des postures.

Le RN a-t-il prospéré sur les difficultés du gouvernement sortant à porter une ligne claire sur le régalién ?

Les racines de la montée du RN plongent loin dans notre histoire. Il serait trop facile d'en faire porter la responsabilité à une seule personne ou de la lier à un seul sujet. Dans le domaine régalién, notre ligne de conduite doit se résumer en un seul mot : l'ordre.

Le président de la République a-t-il une part de responsabilité dans cet échec ? Nous en avons tous une.

Vous sentez-vous encore la force de reconstruire après cette défaite ?

Servir les Français est ma vocation. J'aurai donc toujours l'énergie de le faire, surtout dans les temps de détresse que nous vivons. Ma conviction absolue est que la France garde des ressources inouïes en elle. À nous responsables politiques de les libérer. Nous devons tirer chacun vers le haut, plutôt que de céder aux pulsions du moment.

Avez-vous des idées pour faire différemment ?

Il faut toujours faire différemment. Les voies de traverse sont parfois les meilleures. ■

## « Il n'a plus d'allégeance au président » : mis en difficulté, Édouard Philippe obligé d'accélérer pour se sauver

Loris Boichot

Les chiffres tombent les uns après les autres, et ils ne sont pas rassurants. Ce dimanche soir, dans son bureau de l'hôtel de ville du Havre (Seine-Maritime), Édouard Philippe découvre que ses candidats aux élections législatives n'échappent pas à l'échec du camp présidentiel, qui n'obtient que 20,76 % des voix. Son proche Laurent Marcangeli, chef de file des députés sortants d'Horizons, est devancé par le Rassemblement national (RN) dans sa circonscription d'Ajaccio.

Un peu plus tard, à l'heure des remontrances des grandes villes, il apprend que Pierre-Yves Bournazel, qu'il est allé soutenir à Paris, est battu par l'Insoumis Aymeric Caron. Comme lui, plusieurs candidats sont éliminés et d'autres en ballottage défavorable, quand certains parviennent à se hisser en tête grâce à leur implantation.

Dans une courte allocution, depuis sa mairie havraise, Édouard Philippe acte l'issue de ce premier tour : « La majorité sortante ne sera pas reconduite. La décision de dissoudre l'Assemblée nationale a, dans les faits, mis un terme au paysage politique qui a résulté de la présidentielle de 2017. » Sa proposition de former une « nouvelle majorité », élargie, se heurte à deux puissances poussées. À sa droite, celle du RN (33,15 %), en passe d'obtenir une majorité au moins relative de sièges. À sa gauche, celle du Nouveau Front populaire (NFP, 27,99 %).

L'ancien premier ministre le redoutait. Avec la dissolution surprise de l'Assemblée, il a jugé qu'Emmanuel Macron « a tué la majorité présidentielle de 2017 ». « En trois semaines, il était peu probable que les Français se déjugent », estime l'eurodéputé Gilles Boyer, l'un de ses proches. Dans cette débâcle, Édouard Philippe risque de perdre de nombreux députés parmi ses 29 élus



Édouard Philippe, en campagne à Libourne, le 24 juin. THIBAUD MORITZ/ABACA

sortants, même s'il conserve l'espoir d'en obtenir au moins quinze pour garder un groupe parlementaire. Il remet aussi en jeu ses 2,2 millions d'euros annuels de subventions publiques, mais il se raccroche au « million » de voix, selon les calculs de son état-major, qui se sont portées sur Horizons et devraient compenser une partie de cette somme.

**« Aucune voix ne doit se porter sur les candidats du RN, ni sur ceux de La France insoumise, avec lesquels nous divergeons non pas seulement sur des programmes mais sur des valeurs fondamentales »**

Édouard Philippe

Dès dimanche soir, il a profité de sa prise de parole pour se distinguer, avec une ligne dans l'entre-deux-tours : ni RN ni La France insoumise (LFI). « Aucune voix ne doit se porter sur les candidats du RN ni sur ceux de La France insoumise, avec lesquels nous divergeons non pas seulement sur des programmes

mais sur des valeurs fondamentales », a-t-il déclaré. Une rupture avec la priorité donnée par Emmanuel Macron et son premier ministre, Gabriel Attal, à la lutte contre le parti de Marine Le Pen, qu'ils jugent le seul menaçant d'obtenir une majorité à l'Assemblée.

Comme eux, il a proposé de retirer ses candidats arrivés troisièmes, afin d'éviter l'élection de députés RN. Mais à leur différence, cette invitation vaut aussi face à LFI. Application à Nice : face à Éric Ciotti, arrivé en tête, et à un candidat Insoumis, le « philippiste » Graig Monetti se maintient. Mais un peu plus loin, en présence d'une socialiste, le député sortant Philippe Pradal se désiste pour limiter les chances de victoire de son adversaire RN.

Subie, cette défaite du 30 juin change la stratégie patiemment bâtie vers la présidentielle de 2027. Jusqu'à alors autodéfini « loyal et libre », Édouard Philippe se pense désormais émancipé de fait. « Quand on parle de loyauté, cela implique qu'il y ait un chef. Aujourd'hui, Édouard Philippe n'a pas de chef. On peut le convaincre, mais on ne peut pas le contraindre », avance Gilles Boyer, en reconnaissant une « nouvelle donne ».

« Il n'a plus d'allégeance à Emmanuel Macron, c'est clair, insiste le trésorier

d'Horizons, François Goulard. On va avoir un président complètement démonté, qui garde les armes que lui confère la Constitution, mais à l'autorité politique complètement anéantie. » Autant s'en dissocier au maximum, estiment désormais les philippistes.

Pour beaucoup d'entre eux, le moment est venu d'accélérer. Édouard Philippe est « celui qui est le plus clair, celui qui a fait une campagne active, quelqu'un qui, vis-à-vis de Macron, a pris les distances qu'il fallait prendre », a déclaré Jean-Pierre Raffarin, lundi, sur RTL. L'ex-premier ministre juge son lointain successeur « en situation aujourd'hui de passer à l'étape suivante », afin de « reconstruire une droite humaniste » et d'« élargir ».

Mais sur quelles bases ? Décimés, Les Républicains (LR) tendance anti-Éric Ciotti n'ont obtenu que 6,57 % des voix dimanche. Quant à la gauche, à l'exception de rares voix comme l'ex-premier ministre Bernard Cazeneuve, elle s'est rangée derrière la bannière du NFP. « Le scénario qu'on pouvait construire pour 2027 est par terre, car la situation politique est complètement différente », admet François Goulard.

Mais son positionnement anti-LFI risque de laisser des traces dans le camp Macron et à gauche, où beaucoup y voient une brèche ouverte dans le traditionnel « front républicain ». « A-t-il oublié qu'il est devenu premier ministre, en 2017, grâce aux votes de gauche au second tour de la présidentielle ? », a interrogé sur X l'eurodéputé écologiste David Cormand. L'Insoumis Manuel Bompard juge pour sa part « inacceptable et insupportable » de « mettre sur le même plan le RN et LFI ».

Édouard Philippe, lui, fait le pari que sa ligne sera comprise au-delà de la droite, par une partie de la gauche anti-LFI. Il espère aussi attirer à lui des députés du macronisme. Ceux qui, comme lui, entendent se détourner durablement d'Emmanuel Macron. ■

# Les Républicains poursuivent leur stratégie d'indépendance

Claire Conruyt et Emmanuel Gallero

Entre «fermeté» et «responsabilité», la droite tente de faire campagne en ciblant à la fois le RN et LFI.

**A**u lendemain du premier tour des élections législatives, Les Républicains maintiennent officiellement le cap d'une droite «de fermeté, de liberté et de responsabilité». Motivés par l'ambition de construire une alternative, ils rejettent les deux options du RN et de l'extrême gauche, refusent de donner la moindre consigne de vote en vue du second tour et misent sur la libre «conscience» des électeurs pour apprécier la situation.

«On a bien résisté», lâche Annie Genevard, la numéro deux des Républicains. Après le premier round, ce soupire de soulagement cache une réalité plus délicate. Car parmi les députés sortants, seuls quinze issus du canal historique de la droite sont en tête. Quant à l'écrasante majorité de ceux qui se sont qualifiés au second tour se retrouvent en opposition frontale avec un candidat du Rassemblement national. «La vague en plein visage», commente, inquiet, un élu. La droite accuse le coup sans être totalement sonnée par l'onde de choc du parti léniniste qui, allié à Éric Ciotti, sécurise entre 240 et 270 sièges.

## «Séisme électoral»

Numériquement, cependant, la victoire revient à celui qui est encore président des Républicains. Son alliance avec le Rassemblement national a affaibli son ancienne famille politique, dans des territoires historiquement marqués à droite. Dans les Alpes-Maritimes, par exemple, la députée sortante Christelle D'Intorni a été élue dès le premier tour dans la 5<sup>e</sup> circonscription. Dans le Tarn, Guilhem Carayon, président des Jeunes LR, s'est qualifié avec 43,5 % des voix et se dit «très confiant» pour la suite. Chez les ciottistes, on compte sur les discussions d'entre-deux-tours jusqu'à la dernière minute (mardi, 18 heures) pour attirer des élus LR vers la «coalition» avec le RN. «Les choses vont bouger. On va élargir. Les discussions qui étaient en pause depuis la décision d'Éric Ciotti ont repris. Beaucoup s'interrogent et réfléchissent. Nous les appelons au bon sens s'ils veulent combattre l'extrême gauche», confie un partenaire du président des LR.

Dans ce camp-là de la droite, on estime que les ténors LR ne sont pas en

excellente posture. On les juge «soit sur fil du rasoir, soit en situation d'être battus». Et, par ailleurs, on ne croit pas à l'impact des consignes de vote venues de la gauche. «La politique du castor (qui construit un barrage, NDLR), ça ne marche plus. Les électeurs sont libres et ne sont pas dupes», juge-t-on dans l'entourage d'Éric Ciotti, où l'on veut croire à la possibilité de construire une majorité absolue avec le RN et tous ceux qui «refuseront de plonger la France dans une période d'instabilité».

La droite LR poursuit néanmoins sa stratégie d'indépendance, refusant de donner des consignes de vote. Dans un communiqué, le parti se félicite de s'être «courageusement battu», et ce, «sans faire d'alliance contre-nature, pour proposer une alternative» portée par une «droite républicaine et indépendante». Le mouvement cible «les outrances d'une extrême gauche dominée par LFI» tout comme le Rassemblement national, qui «n'est pas non plus une solution pour la France car son programme démagogique entraînera le chaos et l'appauvrissement de notre pays».

En Île-de-France, Valérie Pécresse qualifie ce premier tour de «séisme électoral». «La dissolution insensée du président Macron restera dans les annales de l'aveuglement politique et de l'impuissance à répondre efficacement aux urgences du pays», accuse-t-elle, avant de lancer un appel au ni RN-ni LFI en vue du second tour : «L'exhorté les Français à rejeter les extrêmes. Le projet du Rassemblement national entraînerait désordre et faillite. Celui du Nouveau Front populaire, soumis à la France in-soumise provoquerait la décomposition de la République. Pour cela, tous les électeurs qui ont la République chevillée au cœur doivent se mobiliser», prévient l'ex-candidate à la présidentielle. Par-tout où les candidats de la «droite républicaine» ne sont pas en mesure de se maintenir, on voit choisir de se retirer, elle soutiendra ceux qui «se battent contre la montée du RN et de LFI».

Une ligne de crête difficile à tenir et qui, sur le plan local, risque d'être «insopérable», de l'aveu même d'un cadre. Dans la 1<sup>re</sup> circonscription du Haut-Rhin, par exemple, le député sortant Raphaël Schellenberger est en ballottage et n'a qu'un adversaire au second tour : une candidate du RN. Cet

autre élu s'interroge sur l'«efficacité» du «ni-ni» officiellement adopté par le parti. «Mais quelle est l'autre solution ? C'est une élection où les gens choisissent qui va composer un gouvernement, et nous, on n'a pas d'incarnation nationale. On est trop faibles.» Pierre-Henri Dumont, qualifié au second tour avec 33,75 % des voix contre un candidat du RN, en tête avec 47,86 % des voix, s'interroge. «Chacun gère les consignes de vote, qu'on laisse chacun se débrouiller», lance l'élu LR. Sur la question du parti léniniste, «j'ai toujours été très ferme sur mon opposition» : «La droite républicaine, par rapport à son histoire, ne peut pas s'allier. C'est, de façon générale, une erreur d'analyse et irrationnel que de penser que le RN peut apporter quelque chose au pays.»

## «Un parti sans idéologie»

En adoptant le «ni-ni», LR refuse de fait la notion d'«arc républicain» avancé par la gauche – et notamment par François Hollande, arrivé en tête dans sa circonscription corrézienne. «C'est la dérive d'un parti sans idéologie, sans chef, et qui n'a pas su renouveler ses idées et ses cadres», fustige un élu de droite. Il n'empêche, nombreux sont les sortants LR à avoir une chance d'être élus grâce aux désistements des candidats du Nouveau Front populaire. La droite pourrait donc, en quelque sorte, et dans certains territoires, être sauvée par cette gauche qu'elle dénonçait tant depuis le début de la campagne des législatives...

Le cas de Laurent Wauquiez est, en ce sens, éloquent : la candidate écologiste s'est désistée en Haute-Loire pour faire barrage au RN. «En républicaine et en application des directives nationales d'EELV, je me désiste du second tour, mais jamais je n'appellerai à voter pour Laurent Wauquiez», a déclaré Celine Gacon. J'appelle M. Wauquiez à se distinguer à l'Assemblée nationale par rapport aux positions de l'extrême droite. Annie Genevard, prise dans une triangulaire où s'affrontent le RN et le Nouveau Front populaire, pourrait largement bénéficier du retrait de la gauche. «On en appelle aux électeurs, balaise-t-elle. Les appareils sont libres de faire les opérations qu'ils veulent.» Reste à savoir ce qu'en pensent les Français sur le terrain. ■

«Le projet du RN entraînerait désordre et faillite. Celui du NFP, soumis à LFI provoquerait la décomposition de la République», a déclaré lundi Valérie Pécresse (ici, au centre, derrière Laurent Wauquiez le 12 juin lors de la réunion des Républicains au Musée social à Paris). LAF ARGUE RAPHAËL/ABACA



## Le sénateur LR Stéphane Le Ru de loi pour mettre fin aux désis

**L**es désistements fourvoient et fragilisent la démocratie. Cette phrase apparaît dans l'introduction d'une proposition de loi déposée par le sénateur LR, Stéphane Le Rudulier. L'objectif de cette initiative, qui surgit opportunément entre les deux tours des législatives, est mentionné dans le titre : «Protéger le choix des électeurs lors du second tour et sanctuariser la démocratie». L'élu des Bouches-du-Rhône sait que le calendrier parlementaire ne permettra pas de voter quoi que ce soit avant la constitution de la nouvelle Assemblée nationale, mais son projet vise à interdire les désistements entre les deux tours de tous les scrutins uninominaux, autrement dit des élections départementales et, surtout, des législatives.

«Concrètement, précise l'élu, la présente proposition de loi supprime la for-

malité de dépôt de candidature avant le second tour. L'accès au second tour des candidats remplissant les conditions nécessaires devient ainsi automatique et, dans la mesure où il est déjà actuellement impossible, en vertu d'une disposition réglementaire, de se retirer après la date butoir de dépôt des candidatures, il deviendra de facto impossible de se désister lors de l'entre-deux-tours.» Pour verrouiller le dispositif, Stéphane Le Rudulier propose aussi de renforcer «l'impossibilité réglementaire de se retirer après la date butoir de dépôt des candidatures en l'explicitant et en l'élevant au niveau législatif». L'entreprise fait sourire dans les milieux constitutionnalistes où l'on fait observer qu'elle pourrait être jugée recevable sur le plan moral, mais très peu convaincante sur le plan juridique. Dès le soir du 1<sup>er</sup> tour, dimanche, l'on s'attendait à une multiplication d'en-

## «Le «front républicain» peut se réactiver, mais dans une version très dégradée»

Propos recueillis par Célestine Gentilhomme

**M**athieu Gallard est directeur d'études à Ipsos France.

LE FIGARO. - Quels enseignements peut-on tirer de ce premier tour ?

MATHEU GALLARD. - On assiste à une confirmation du rapport de force des élections européennes avec un Rassemblement national (RN) et ses alliés en très bonne position. Derrière, la gauche reste assez stable élection après élection depuis 2017, sans vraiment avoir de «dynamique». Le Nouveau Front populaire réussit néanmoins à créer l'unité, ce qui n'était pas forcément gagné, avec des électeurs de gauche qui restent fidèles. Il y a ensuite

la troisième place du camp présidentiel, pour lequel cette élection est très difficile. Mais en passant de 14,6 % à plus de 20 % (20,04 %), la macronie sauve sa place dans ce système de tripartition de la vie politique, alors qu'on la disait menacée par un possible retour de la bipartition. Finalement, le bloc central existe toujours et aura un rôle important pour former une majorité alternative, dans le cas où aucune majorité absolue ne se dégage le 7 juillet.

Dans quel panorama s'engage ce second tour, marqué par un nombre record de triangulaires ?

On voit beaucoup plus de triangulaires (306) que de duels (190) à l'issue du premier tour. Sur le papier, c'est une très bonne nouvelle pour le Rassemblement national et ses alliés, même s'ils obtiennent un résultat un peu en deçà des euro-

péennes. Mais tout risque de se compliquer à partir de mardi soir (date à laquelle les candidatures doivent être déposées pour le second tour, NDLR), puisqu'il y aura beaucoup de désistements notamment à gauche.

Chaque camp a livré ses consignes de vote. Les Français vont-ils suivre les demandes des élus-majors ?

Les Français ne suivent pas aveuglément les consignes de vote. Mais lorsqu'elles sont émises de manière claire, cohérente et rapide par l'ensemble des dirigeants d'un bloc – notamment à gauche –, c'est un vrai signal qui est envoyé aux électeurs. Cela peut avoir un impact non négligeable sur les dynamiques de report de voix, notamment venues de la gauche. Dans le camp macroniste, il y a eu beaucoup de confusion, des consignes très différentes d'un dirigeant à l'autre. Dans ce cas-là, les effets de ces appels sont plus douteux.

Le «front républicain» pour faire «barrage» au RN peut-il encore fonctionner ?

C'est une idée qui s'est effondrée lors des élections législatives de 2022. À l'élection présidentielle, ce «front républicain» avait quand même fonctionné, puisque Emmanuel Macron avait été élu avec 58 % des voix. Le barrage était déjà très dégradé, mais il fonctionnait encore dans

un moment où personne n'imaginait que le RN puisse un jour prendre le pouvoir. Cette fois, le contexte est complètement différent. On peut faire l'hypothèse qu'il puisse se réactiver sur une version qui soit, une fois de plus, très dégradée. Il suffit de quelques reports de voix supplémentaires pour que des dizaines de circonscriptions promises au RN lui échappent.

«La majorité absolue pour le RN et ses alliés semble aujourd'hui nettement moins crédible qu'avant le premier tour»

Mathieu Gallard

Directeur d'études à Ipsos France

Dans ce cas, la majorité absolue est-elle encore atteignable pour la formation de Marine Le Pen ?

Ce n'est pas totalement exclu. Mais la majorité absolue pour le RN et ses alliés semble aujourd'hui nettement moins crédible qu'avant le premier tour. Ces derniers ont obtenu un score un peu en deçà des attentes : dans des dizaines de circonscriptions, leurs candidats sont dans des positions moins favorables. De même, les désistements républicains sont très handicapants pour ce bloc. Pour l'instant, deux scénarios sont plus proba-

bles. Le premier serait celui d'une majorité certes relative, mais quand même solide (entre 260-270 sièges), qui ferait du RN et de ses alliés des acteurs incontournables pour gouverner. Le second serait celui d'une majorité relative beaucoup plus faible (entre 220 et 240 députés), qui ouvrirait la possibilité de majorités techniques alternatives des Verts aux LR, en passant par les socialistes. Ce serait peut-être simplement pour soutenir un gouvernement technique qui ne ferait pas de grandes réformes et s'occuperait des affaires courantes jusqu'à une éventuelle prochaine dissolution d'ici un an.

Si aucune majorité absolue ne se dégage, une «crise de régime» est-elle inévitable au lendemain du 7 juillet ?

Dans tous les pays d'Europe, il n'y a jamais de majorité absolue sans que cela ne les empêche de très bien fonctionner. Il n'y aurait donc pas forcément de blocage total. La question est plutôt de savoir si l'un des partis appartenant aux trois blocs accepte de faire des compromis. Les institutions françaises sont faites pour une certaine verticalité du pouvoir, ce qui ne facilite pas les attitudes de compromis. Le scrutin uninominal à deux tours sert davantage à dégrader des majorités absolues, en mobilisant sa base. Ce sont nos institutions qui peuvent en réalité devenir bloquantes. ■

**Europe 1**

**7H-9H**  
**EUROPE 1 MATIN**  
Dimitri Pavlenko

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro





## Le Nouveau Front populaire veut faire du second tour un « référendum » anti-RN

Richard Flurin

**E**mpêcher le Rassemblement national de gouverner, à tout prix. La direction de La France insoumise a beau sembler sur les plateaux que la victoire du Nouveau Front populaire est encore possible, le principe de réalité l'a bien emporté au sein du cartel des gauches. Après le score historique du RN au premier tour des législatives anticipées (33,15 %), l'objectif visé est moins désormais de rafter la majorité des sièges à l'Assemblée nationale que d'éviter la nomination de Jordan Bardella à Matignon dans une semaine. Le social-démocrate Raphaël Glucksmann a résumé l'enjeu du second tour à un « référendum » pour l'accession du RN aux responsabilités. « Soyons honnêtes, il n'y aura ni majorité macroniste ni majorité de gauche dimanche prochain. Donc le seul, l'unique enjeu de ce second tour, c'est la majorité absolue pour le RN », a-t-il exposé lundi. Pour ce faire, les désistements se multiplient dans les rangs du NFP, conformément aux consignes des partis : chaque candidat arrivé en troisième position doit se retirer.

### Désistements massifs de la gauche

Exception faite toutefois de LFI, qui s'est distingué - à nouveau - de ses partenaires en ajoutant une modalité. « Retrait sans condition de tous les candidats LFI arrivés troisième dans l'hypothèse où le RN est en tête », a affirmé sur RTL lundi le coordinateur national du mouvement Manuel Bompard, confirmant le mot d'ordre martelé par Jean-Luc Mélenchon quelques minutes après l'annonce des résultats dimanche soir. Ainsi, dans les cas où le candidat lepéniste est arrivé derrière le candidat macroniste dimanche, même avec un écart ténu, LFI a appelé au maintien de ses prétendants qualifiés au second tour.

La consigne a été suivie dans cinq circonscriptions, dont celle du ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin. Arrivé en tête dans le Nord avec 36,03 % des voix, juste devant le RN (34,31 %), il devra donc compter sur une triangulaire, la candidate de gauche radicale Leslie Morteux (24,83 %) se maintenant au second tour. Les autres partis de gauche ont quant à eux retiré tous leurs candidats dans les onze circonscriptions qui se trouvent dans le même cas de figure. Notamment en Haute-Loire, où Laurent Wauquiez (36,8 %), qui souffre d'une faible avance sur son adversaire RN Alexandre Heuzey (34,18 %), a pu compter sur le retrait de l'écologiste Celine Gacon (18,66 %). Situation cocasse qui en appelle d'autres, tant les

désistements de la gauche sont massifs. Par exemple dans la 6<sup>e</sup> circonscription du Calvados, où Elisabeth Borne est arrivée en seconde position (28,93 %), derrière le RN Nicolas Calbrix (36,26 %) et devant l'Insoumis Noé Gauchard (23,16 %). Ce dernier a donc fini par se désister pour faire barrage au camp nationaliste. Et permettre ainsi la possible victoire de l'ancienne première ministre, cheville ouvrière de la réforme des retraites tant décriée à gauche. Le parti de Marine Le Pen s'est empressé de s'indigner du soutien de « Mélenchon » à « Madame 49.3 ». « L'extrême gauche est prête à se renier pour faire battre les patriotes », est-il écrit dans un message du parti sur X. Manuel Bompard a dénié tout soutien à l'ex-chef du gouvernement, expliquant qu'il ne donnait pas de « consigne » de vote. « Les électrices et les électeurs feront ce qui leur paraît le plus juste entre les différentes hypothèses qu'ils s'offriront à eux, (à l'exception d'un) vote en faveur du Rassemblement national », a-t-il précisé sur RTL.

En sus de son vaste plan de départs volontaires pour contrer le RN, la gauche continue à exercer une pression maximale sur le camp Macron pour qu'il en fasse autant. Au bord des larmes lundi matin, la secrétaire nationale des Écologistes, Marine Tondelier, s'en est prise vertement à Bruno Le Maire, qui précédait au micro de la matinale de France Inter. Le ministre de l'Économie y a appelé les électeurs du centre à se reporter sur les candidats « du camp social-démocrate, c'est-à-dire un représentant du Parti socialiste, du Parti communiste ou des Verts », sans inclure LFI, si le candidat de la majorité est éliminé. L'écologiste s'est dite « atterrée

et très en colère » face à ce qu'elle a qualifié de « comportement de lâche et de privilégié » de Bruno Le Maire, rappelant que les Insoumis, à la différence du RN, n'étaient pas en position d'emporter la majorité absolue.

### « Faillite politique et morale »

Au-delà du numéro deux du gouvernement sortant, les cadres macronistes ne sont pas parvenus à s'entendre sur une consigne claire, se divisant sur la stratégie à adopter, certains candidats préférant se maintenir dans des triangulaires. L'Insoumise Mathilde Panot a dénoncé lundi après-midi devant l'Assemblée nationale la « faillite politique et morale » de « la macronie ». Comme le premier secrétaire du Parti socialiste Olivier Faure sur Franceinfo lundi, la mélenchoniste a cédé au point Godwin en se livrant à la reductio ad Hitlerum des macronistes qui refusent de faire barrage au RN, renvoyés au slogan des années 1930 : « Plutôt Hitler que le Front populaire ».

Les premières heures de la campagne d'entre-deux-tours ont montré combien le débat se résumait désormais à un duel entre l'union des gauches et la droite nationaliste. Les lepénistes prennent un soin particulier à convoquer la figure de Jean-Luc Mélenchon pour tirer profit du rejet qu'il suscite dans l'opinion. Jordan Bardella a insisté lundi pour débattre cette semaine contre le fondateur de LFI, malgré un refus et une contre-proposition du NFP. « Dois-je comprendre que vous fuyez le débat ? », l'a titillé le premier-ministère de Marine Le Pen. La veille, cette dernière avait résumé le NFP à « une extrême gauche à tendance violente, antisémite et antirépublicaine ». ■



« Soyons honnêtes, il n'y aura ni majorité macroniste ni majorité de gauche dimanche prochain. Donc le seul, l'unique enjeu de ce second tour, c'est la majorité absolue pour le RN », a déclaré Raphaël Glucksmann.

## dulier dépose une proposition de républicanisme d'entre-deux-tours

tentes locales, confirmées ce lundi. Des pratiques qui finissent par abimer la confiance des électeurs envers leurs élus, estime le parlementaire.

### « Dénier de démocratie »

« De tels accords ne font que renforcer l'aveuglement des Français pour la vie politique. Le principe même de désistement suscite chez les Français incompréhension et révolte. Se faire battre à deux points près, à cause de magouilles, cela tue la démocratie, installe un malaise et provoque un écroulement », dénonce Le Rudulier, convaincu que la multiplication systématique de tels désistements, réclamés comme moyen de faire obstacle à certaines forces politiques, a des effets pervers.

En somme, résume-t-il, ce sont ces « dangers » qui « balaient les réelles intentions des Français ». D'ailleurs, il condamne l'appel de François Hol-

lande disant que le désistement « républicain » doit être « automatique ». « C'est un déni de démocratie, s'emporte Le Rudulier, on a l'impression d'assister à un tripatouillage électoral. Si compromis il doit y avoir, autant le clarifier dès le premier tour », avance-t-il.

Quant à l'argumentaire ultime d'un arc républicain sauteur de la démocratie, le sénateur LR y répond par une question : « Qu'entend-on par "arc républicain" ? Cela désigne LFI ? L'antisémitisme ? Le communautarisme ? La bordérisation de l'Assemblée ? » Finalement, le voilà convaincu que ces « manœuvres » renforcent l'abstention, poussent des candidats à abandonner et favorisent les travers de la IV<sup>e</sup> République, loin de la « philosophie originelle » de la V<sup>e</sup> opposée au régime des partis. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR C. C. ET E. G.

## À Marseille, Macron rayé de la carte de sa « ville de cœur »

Mathilde Ceilles  
Marseille

« Les Marseillais sont ingrats. » Sandra Blanchard est amère. La directrice de campagne de Sabrina Agresti-Roubache a encore la gueule de bois, au lendemain de la défaite de sa championne aux législatives. Candidate à sa réélection dans la 1<sup>re</sup> circonscription des Bouches-du-Rhône, Sabrina Agresti-Roubache comptait sur son ancrage local et sa casquette de secrétaire d'État à la Ville, chargée du plan Marseille en grand, pour se faire réélire. En vain. « Sabrina Agresti-Roubache a passé ses week-ends aux pieds des immeubles de la cité d'Air Bel, à écouter les gens et essayer de trouver des solutions, s'agace Sandra Blanchard. Et elle est au même niveau que le RN. »

Dans une nuit crépusculaire, dimanche, la désormais ex-élue des quartiers nord a fini en troisième position (23,61 %), loin derrière le RN (45,54 %) mais sur les talons du Nouveau Front populaire (26,90 %). Si elle n'a pas tardé à se désister, tout comme son homologue Lionel Royer-Perreaut, leur collègue Claire Pitollat, troisième députée macroniste sortante de Marseille, a d'abord rechigné avant de finalement se retirer lundi après-midi.

En s'effaçant ainsi du second tour, les intéressés actent la disparition totale d'Emmanuel Macron dans sa « ville de cœur ». Un échec pour le président de la République, qui voulait pourtant faire de la deuxième ville de France son laboratoire et son fief, au point d'y avoir effectué une quinzaine de déplacements publics en sept ans. Une relation « amoureuse », ainsi qu'il en parle, qui l'a un temps poussé à envisager de s'y présenter pour les prochaines municipales de 2026. Et qui l'a conduit à y placer plusieurs proches à des postes stratégiques,

comme Christophe Castaner, envoyé diriger le Grand Port maritime, ou Pierre-Olivier Costa, nommé à la tête du Mucem.

Terre d'espoir d'un macronisme conquérant hier, la Cité phocéenne en est subitement devenue le tombeau lors des législatives. Car après avoir décroché quatre députés sur sept circonscriptions en 2017, puis trois en 2022, le camp Macron sera le grand absent du second tour du scrutin, le 7 juillet prochain. « À la place d'Emmanuel Macron, je rendrais mon écharpe de l'OM pour devenir supporter

du PSG », souffle le responsable marseillais du parti philippiste Horizons, Bruno Gilles. « Sur le terrain, dès qu'on parlait de lui à Marseille, on était très mal accueilli, témoigne Djihane Dib, référente des Jeunes avec Macron dans les Bouches-du-Rhône. On l'insultait ou on nous disait qu'on ne voulait plus de ce menteur. » « Nos candidats ont pitié de cette volonté de rejet du président de la République », abonde le délégué départemental Renaissance Bertrand Mas-Fraissinet.

### Manque de relais

Ce, en dépit de la colossale enveloppe de 5 milliards d'euros débloquée par l'État dans le cadre du plan Marseille en grand déclenché en 2021 par le président de la République. « Le tsunami RN est plus fort que toutes les promesses, que tous les moyens engagés, que toutes les implantations », soupire-t-il-on dans l'entourage de Renaud Muselier, président macroniste de la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur. « Effectivement, le président a donné des preuves d'amour à Marseille, mais ça ne fait pas juste », tance la candidate EELV Christine Juste, qui a pris le meilleur sur Lionel Royer-Perreaut dans sa circonscription.

Il faut dire que, localement, le parti macroniste souffre aussi d'un cruel manque de relais, avec très peu d'élus au sein du conseil municipal ou métropolitain. Souvent qualifiée de « ministre de Mar-

seille », seule Sabrina Agresti-Roubache faisait figure de tête de pouce en matière d'incarnation. « On n'a pas vraiment de bons vendeurs sur le terrain pour vendre ce qui fait le gouvernement, regrette Bruno Gilles. On ne peut pas dire par exemple que la députée sortante Claire Pitollat a brillé par sa présence sur le terrain... Et Sabrina ne pouvait pas être la VRP du plan Marseille en grand, comme elle était dedans. »

N'y aurait-il pas en fait surtout une sorte d'amour à sens unique entre Emmanuel Macron et Marseille ? « Macron aime un Marseille fantasmé, une ville monde, le Marseille des bobos tel qu'il l'a vu en vacances ou dans ses voyages en saut de puce », accuse le député RN Franck Allisio, réélu dès le premier tour. « La sociologie de Marseille n'est pas macroniste, confirme Bruno Gilles. Je ne veux pas être méchant, mais Marseille n'a jamais été passionnée par Macron. Il s'est amouraché d'une ville qui ne correspond pas à ce qu'il représente. » Alors qu'un quart des électeurs vit sous le seuil de pauvreté, les propositions lepénistes et, surtout, mélenchonistes, ont tendance à faire mouche sur la Canebière. En cela, les européennes de 2024 ont d'ailleurs confirmé la tendance déjà observée dès le premier tour de la présidentielle de 2017. Quant aux législatives, elles ne disent pas autre chose : les Insoumis Manuel Bompard et Sébastien Delogu sont les seuls candidats marseillais élus dès le premier tour. ■



Arrivée en troisième position dans la 1<sup>re</sup> circonscription des Bouches-du-Rhône, Sabrina Agresti-Roubache s'est retirée pour faire barrage au RN.

NICOLAS TILCA/IFP



# Marine Le Pen et Jordan Bardella à la recherche de la majorité absolue

Paul Laubacher

Le Rassemblement national guette les signes qui prouveraient que l'objectif Matignon est atteignable, malgré un front républicain en construction.

Pour Marine Le Pen et Jordan Bardella, le plus dur commence. Après avoir porté leur parti à 33,15% des suffrages (plus de 10,6 millions de voix) au premier tour des élections législatives dimanche, en comptant les voix des candidats d'Éric Ciotti, président contesté des Républicains (LR), les deux figures du Rassemblement national (RN) cherchent la stratégie qui leur permettra d'obtenir le 7 juillet, jour du second tour, la majorité absolue. Et l'arrivée de Jordan Bardella à Matignon qu'ils désirent tant. Ils guettent les signes qui pourraient prouver que cet objectif est atteignable, malgré un score plus bas qu'annoncé dans les sondages.

Un premier chiffre a ravi les stratèges nationalistes : 39. C'est le nombre de candidats du RN qui ont été élus dès le premier tour. La plus emblématique est évidemment Marine Le Pen, avec 58% des voix dans le Pas-de-Calais, tout comme son lieutenant et proche, Bruno Bilde. Le vice-président RN de l'Assemblée, Sébastien Chenu (Nord), est dans la même situation, à l'image d'autres cadres du parti tels qu'Edwige Diaz (Gironde), Laure Lavallette (Var), Julien Odoul (Yonne) ou encore Alexandre Loubet (Moselle), par ailleurs directeur de campagne de Jordan Bardella pour les européennes et les législatives.

« C'est quand la dernière fois qu'un parti a fait élire 39 députés dès le premier tour ? », se réjouit un stratège RN au lendemain de la soirée électorale. Il y voit la preuve que l'implantation locale a été déterminante, 33 des réélus de dimanche étant des députés sortants. « La circonscription de Christine Engrand, c'est celle des inondations du Pas-de-Calais. Elle est réélue parce qu'elle était sur le terrain », renchérit-il. Pour le parti nationaliste, c'est aussi la preuve que la stratégie adoptée d'institutionnalisation à l'Assemblée nationale, tout en rappelant aux députés marquistes de « labourer leur territoire », a fonctionné.

Mais le meilleur n'est pas chez les sortants. Il est plutôt chez les primodéputés qui ont réussi à se faire élire dès dimanche. C'est le cas de Guillaume Florquin, qui l'a emporté dans le Nord face à Fabien Roussel, secrétaire national du Parti communiste, défait à la surprise générale. Ou encore Alexandre Dufosset, jeune chef de cabinet de Sébastien Chenu à l'Assemblée nationale, qui a été élu dans la 18<sup>e</sup> circonscription du Nord. Bruno Clavet, ancien mannequin, a conquis la 3<sup>e</sup> circonscription du Pas-de-Calais.

**« Après ce premier tour, deux choix s'offrent aux Français. Soit l'alliance du pire et l'extrême gauche au pouvoir. Soit l'union nationale, la République et ses valeurs. Je suis donc prêt à débattre avec Jean-Luc Mélenchon »**

Jordan Bardella  
Président du RN

Un parachuté, proche de Marion Maréchal, soutenu par le RN, a aussi été élu dès le premier tour : Eddy Casterman dans la 3<sup>e</sup> circonscription de l'Aisne. « Pour Casterman, qui est un grand inconnu, on voit bien que c'est la confirmation qu'il y a une vague en notre faveur », juge un mariniste. Cerise sur le gâteau, Christelle D'Intorni, proche d'Éric Ciotti, a été réélue dans les Alpes-Maritimes avec 50,3% des voix.

Les chiffres apportent d'autres bonnes nouvelles. Le soir du premier tour, le RN est arrivé en tête dans 297 circonscriptions, un record absolu pour le mouvement national populiste. Le parti nationaliste a un candidat qui est arrivé en tête dans 258 seconds tours, ventilés ainsi : 97 duels, 158 triangulaires et 3 quadrangulaires. De toutes ses configurations, ce sont les triangulaires et les quadrangulaires qui sont avantageuses

pour le RN. La grande interrogation des stratèges lepénistes est simple : est-ce qu'un front républicain, entraînant de nombreux désistements, pourrait empêcher le RN d'avoir la majorité absolue ?

« Au contraire, ce front républicain, cette vieille recette, est une aubaine pour nous. Le message global qu'ils envoient en faisant cela est : c'est le système tout entier qui veut faire barrage. C'est François Ruffin qui demande l'aide de Gabriel Attal. C'est Éric Coquerel qui appelle à voter pour Elisabeth Borne. C'est de la bouillie et les électeurs en ont marre de cela », assure un proche de Marine Le Pen. « Les amis de M. Mélenchon soutiennent donc la réélection d'Elisabeth Borne, qui a brutalisé des millions de Français en imposant la réforme des retraites par 49,3 », a lancé de son côté Jordan Bardella, jouant la partition de « l'absence de conviction » chez ses adversaires.

« Ils vont faire campagne en nous insultant de Waffen SS, on répondra en parlant des factures de gaz », prédit un autre, qui espère que le « bruit des boîtes » sera moins fort qu'avant. « Ils refont la campagne des européennes, mais ce qu'ils n'ont pas compris, c'est que tous leurs arguments pendant cette campagne n'ont pas fonctionné », renchérit un dernier. Les cadres RN s'attendent quand même à un entre-deux-tours comparable à celui de la présidentielle de 2022, quand Marine Le Pen, après une campagne sous les radars, s'était retrouvée sous les projecteurs, sans Éric Zemmour pour faire paratonnerre. « On va se faire rouler dessus, surtout par la gauche », estimait avant le premier tour un élu RN.

Il s'agit donc, pour Marine Le Pen et Jordan Bardella, de rendre la parelle au Nouveau Front populaire. Les deux figures nationalistes ont pris pour cible Jean-Luc Mélenchon et ses troupes insoumises. Les marinistes se délectent aussi de la diabolisation de La France insoumise par une partie de l'ex-majorité présidentielle, comme Édouard Philippe qui a affirmé ne vouloir voter « ni » RN



« ni » LFI. « C'est bon ça, c'est une très bonne idée », a réagi un cadre RN quand il a appris que Jordan Bardella provoquait en duel - télévisé - le grand manitou de La France insoumise. « Après ce premier tour, deux choix s'offrent aux Français. Soit l'alliance du pire et l'extrême gauche au pouvoir. Soit l'union nationale, la République et ses valeurs. Je suis donc prêt à débattre avec Jean-Luc Mélenchon », a déclaré le président du RN.

La veille, depuis son fief d'Hénin-Beaumont, Marine Le Pen s'était attaquée à « la coalition Nupes », « une extrême gauche à tendance violente, antisémite et antirépublicaine », persuadée d'être devenue le meilleur barrage face à Jean-Luc Mélenchon. La future candidate du RN à la présidentielle est déjà certaine d'une chose : elle n'a plus à se préoccuper du « bloc macroniste », en voie « d'effacement ». ■

## Après la bonne performance de ses troupes, Éric Ciotti veut transformer l'essai dimanche

Emmanuel Gallero, Claire Conruyt et Lucas Mélin

Le pari réussi d'Éric Ciotti est une donnée indéniable de ce premier tour des élections législatives. Dès dimanche soir, le président contesté des Républicains - arrivé en tête dans son fief des Alpes-Maritimes - restait très vigilant face aux rumeurs de désistements envisagées par la gauche et les macronistes pour tenter de le faire battre. Mais, en attendant d'en savoir plus sur l'impact d'accords rivaux éventuels, le député sortant peut déjà se réjouir des performances enregistrées par son « alliance avec le Rassemblement national ». Les chiffres sont éloquentes : l'élu de Nice est parvenu à engranger plus de 1 million de voix en investissant une petite soixantaine de candidats seulement, quand Les Républicains historiques ont récolté à peine 2,1 millions de suffrages avec pourtant 400 candidats investis.

Au-delà des conséquences financières positives pour son microparti, « Les amis d'Éric Ciotti », cette percée de ses troupes révèle l'adhésion d'une partie du peuple de droite à sa stratégie. À l'échelon local, bien sûr, mais aussi à l'échelle nationale, comme en témoigne la performance de Guilhem Carayon, arrivé en tête dans le Tarn, avec 43,5% des suffrages. « Nous sommes 15 points devant le député macroniste. Notre dynamique est forte. La politique du castor (celle des barrages, NDLR), c'est l'ancien monde et ça fonctionne encore moins avec les Insoumis. Nous sommes très confiants ! », confie le président contesté des Jeunes LR au Figaro.

Comme à son habitude, Éric Ciotti a passé sa soirée électorale de dimanche dans sa permanence dans le port de Nice (Alpes-Maritimes). C'est sur sa mezzanine, devant une télé et avec ses plus proches, qu'il a observé les premières tendances. Dans la 1<sup>re</sup> circonscription, où il est ancré depuis 2007, le député sortant a vite vu se dessiner une

avance confortable, mais pas considérable. « La victoire est en vue ! », est-il venu clamer vers 21 heures depuis une estrade aménagée sur le quai. Avec 41,01% des voix en sa faveur (10 points de plus depuis 2022), le choix de son « alliance » est en passe d'être validé dans son bastion, même si ce n'est pas exactement le raz-de-marée espéré. Son siège aurait pu être menacé sans accord avec le RN, mais le résultat confirme qu'il devrait le préserver.

### Coup de tonnerre

Derrière, le candidat Insoumis a surpris avec 26,62%, ce qui a relégué le philippiste Graig Monetti (22,79%) en troisième position. Quant à Virgil Vanier, candidat LR dissident inconnu jusqu'à alors, il a réussi à récolter 5,8%. L'espace d'un court instant, l'optique d'un duel avec le candidat Horizons - proche de Christian Estrosi - a pu inquiéter, mais, une fois cette menace écartée, Éric Ciotti est revenu s'exprimer tout sourire vers 22h30 devant une quarantaine de militants scandant son nom avec des petits drapeaux tricolores, distribués à la hâte. De nouveau, il a alerté sur « la menace trop grave que représente l'extrême gauche ». Citant sa propre situation en exemple.

Dans les deux autres circonscriptions niçoises, le choix de « l'union des droites » a aussi permis des superperformances de fidèles à la ligne « ciottiste ». Dans la 5<sup>e</sup> circonscription marippine, qui comprend le haut et moyen pays niçois, la sortante Christelle



Éric Ciotti s'adresse à des militants réunis devant sa permanence dans le port de Nice, dimanche soir. SHOOTPIX/ABACA

D'Intorni a même réussi à s'épargner un second tour (50,35%), balayant le candidat « estrosiste » au profil très droitier, Gaël Nofri (14,31%). L'opération a aussi parfaitement fonctionné dans la vaste 3<sup>e</sup> circonscription, où la bataille avait fait rage il y a deux ans entre quatre candidats de droite. Bernard Chaix (41,47%) devanca la représentante socialiste (27,24%), ce qui a contraint le sortant Horizons Philippe Pradal à se retirer lundi matin. Un désaveu cinglant pour ce très proche de Christian Estrosi, qui lui a temporairement cédé le fauteuil de maire entre 2016 et 2017.

Dans les Alpes-Maritimes, épicentre du séisme de la droite ces dernières semaines, certains fiefs LR « canal historique » vont aussi se retrouver menacés. De quoi secrètement réjouir Éric

Ciotti, qui tient sa revanche face à d'anciens amis qui veulent désormais sa peau au niveau local et national. Au Cannet, Michèle Tabarot devra par exemple en passer par un duel face à un Rassemblement national, comme d'ailleurs Éric Pauget, le cadet de Jean Leonetti à Antibes. Les deux accusent près de 10 points de retard dans des territoires où ils sont pourtant très bien implantés. Un coup de tonnerre est également tombé à Cannes, chez David Lisnard. Le maire LR et président de Nouvelle Énergie fut certes réélu au premier tour des municipales de 2020, avec 88,08% des suffrages, mais Alexandra Martin, la députée sortante dont il est suppléant, compte 14 points de retard. Alors même qu'Éric Ciotti n'avait même pas apporté son soutien à la candidate du RN. ■

### Les informés

de Bérangère Bonte, du lundi au vendredi à 20h

1h de décryptage et d'analyse de l'actualité

franceinfo :  
radio, web, tv canal 27

chaque mardi  
avec LE FIGARO







Marine Le Pen et Jordan Bardella, le 24 juin, à Paris.

CONZALO FUENTES/REUTERS

## Discrétion du Rassemblement national, divergences de vues à gauche : l'arrivée des députés élus au premier tour à l'Assemblée

Wally Bordas

«**W**ouh, wouh, wouh!» Un large sourire sur le visage, Danièle Obono rejoint le petit groupe d'Insoumis qui patiente depuis quelques minutes devant le Café Bourbon, à deux pas de l'Assemblée nationale. Les mines sont heureuses. On se prend dans les bras, se félicite, s'embrasse. Les principaux cadres Insoumis sont là. Mathilde Panot, la présidente du groupe LFI à l'Assemblée, Sophia Chikirou, Éric Coquerel, Bastien Lachaud, Aymeric Caron, Clémence Guetté, Aurélie Trouvé ou encore Sébastien Delogu. Dans leurs circonscriptions respectives, tous ont été réélus dès le premier tour, dimanche, lors des législatives partielles provoquées par la dissolution de l'Assemblée nationale.

Aujourd'hui, ils retrouvent donc leur terrain de jeu préféré. Celui dans lequel ils ont réussi à faire tant parler d'eux depuis juin 2022, à coups d'invectives pendant la réforme des retraites ou de drapeau palestinien brandi dans l'Hémicycle pendant le conflit entre Israël et la Hamas. Ce lundi, ils sont venus remplir quelques formalités administratives pour leur retour au Palais Bourbon. Tout d'abord, l'objectif est d'afficher le visage d'une gauche combative au lendemain du premier tour, où le RN a terminé en tête des suffrages, à quelques petites longueurs du Nouveau Front populaire. L'ambiance est donc bon enfant. «*Au nombre de voix, je t'ai battu*», chambre par exemple Éric Coquerel, en retrouvant son camarade Bastien Lachaud, qui n'en croit pas un mot. «*Ah si, j'ai regardé, je suis très attentif aux classements*», insiste celui qui était encore il y a trois semaines le président de la commission des finances.

Derrière cette bonne ambiance de façade, une tension latente semble bien présente. Tout le monde n'est pas là. La presse avait été conviée à une arrivée groupée du Nouveau Front populaire, à 15 heures. Certains ont fait bande à part, en arrivant bien plus tôt. «*On n'est pas*

*beaucoup*», glisse d'ailleurs Danièle Obono à son collègue Bastien Lachaud, place du Palais-Bourbon. «*Oui, les autres sont rentrés avant...*», lui répond ce dernier. «*OK, je sens que... hum, je ne vais pas faire de commentaire, il y a les caméras*», se reprend l'Insoumise, sans cacher son agacement.

Une demi-heure plus tôt, c'est effectivement en groupe, mais sans les Insoumis – sauf Clémentine Autain, qui n'a pas caché ses divergences avec l'état-major de son mouvement ces dernières semaines –, que «*les autres*» membres du Nouveau Front populaire font leur apparition devant les grilles du Palais Bourbon. Olivier Faure, le patron du PS, son

**«Si le RN a la majorité absolue, alors il faudra en tirer les conséquences. Si les Français décident qu'ils doivent nous gouverner, alors il faut l'accepter et nous reconstruire»**

Philippe Juvénat Député LR

collègue Emmanuel Grégoire, les communistes Elsa Fauchon et Stéphane Peu, les écologistes Sandrine Rousseau, Marie-Charlotte Garin et Pouria Amirshahi, le visage grave, avancent. «*Nous allons tout faire pour éviter que l'extrême droite dirige ce pays*», annonce Clémentine Autain pendant qu'Olivier Faure fustige les macronistes, leur reprochant de ne pas «*adresser un message clair pour le second tour*». Leur mine défilante contraste avec celle, presque euphorique, des Insoumis. Comme si les uns, conscients des enjeux politiques d'une défaite, se projetaient dans l'après-deuxième tour pendant que les autres, satisfaits d'être réélus, se contentaient de leur rôle de premier opposant fauteur de troubles.

À l'intérieur du bâtiment, au-delà des clivages, certains sont contents de se retrouver. L'Insoumise Aurélien Saintoulet accueille chaleureusement la poignée de main du député LR Philippe Juvénat.

«*Bravo à toi!*», le félicite-t-il. Ce dernier, seul élu de droite pour l'instant rescapé, se sent bien seul, parmi «*les modérés*». Mais son sourire en dit long sur l'enthousiasme qui est le sien. «*On va faire de la politique*», prévoit-il. Avant d'ajouter : «*Si le RN a la majorité absolue, alors il faudra en tirer les conséquences. Si les Français décident qu'ils doivent nous gouverner, alors il faut l'accepter et nous reconstruire.*»

Au fil de l'après-midi, les nombreux journalistes présents s'interrogent. Où sont les 39 députés RN élus dès le premier tour? Les gagnants ne sont pas des moindres : Marine Le Pen, la double finaliste de l'élection présidentielle et patronne du groupe à l'Assemblée, en fait partie. Place du Palais-Bourbon, pendant que les Insoumis mettent en scène leur bonne humeur devant les caméras, une discrète silhouette s'enfonce furtivement dans le bâtiment. Sébastien Chenus passe les contrôles de sécurité et s'engouffre dans le Palais Bourbon en refusant de répondre à la presse, mais en saluant un à un tous les fonctionnaires de l'Assemblée. Le député du Nord, vice-président de l'institution dans la législature précédente, est pressenti pour être le futur occupant du perchoir en cas de majorité RN. «*Il vient juste pour visiter l'Hôtel de Lassay*», plaisante un journaliste. «*Je viens rapidement régler quelques formalités*», confie Sébastien Chenus.

Les autres députés RN, eux, ne sont pas venus. Contrairement aux parlementaires de gauche, beaucoup sont dans des circonscriptions très éloignées de Paris. La stratégie est également de faire profil bas dans un entre-deux-tours à suspense. «*L'objectif n'est pas de fanfaronner. Attendons le deuxième tour*», glisse un cadre du mouvement. Dans une semaine, peut-être reviendront-ils avec la majorité absolue. En attendant, les macronistes, grands perdants du premier tour, tentent de sauver les meubles. Les traits tirés, l'un des deux seuls élus au premier tour, Pierre Cazeneuve, son écharpe bleu-blanc-rouge sur les épaules, tente de relativiser : «*Je suis le premier des rescapés.*» ■

## Derrière le record de voix du RN, un jackpot financier considérable

Thomas Beker

**P**erformance inédite, record historique. Pour la première fois de l'histoire du Front devenu Rassemblement national, le parti à la flamme est arrivé en tête des élections législatives, dimanche, à l'issue du premier tour. Même sans prendre en compte le renfort des troupes «*ciotistes*», le camp nationaliste décroche à lui seul la première place, avec 29,25 % des suffrages exprimés à l'échelle nationale. Ce raz-de-marée bleu marine, observé sur la quasi-totalité du territoire, permet aux lepénistes de revendiquer un peu plus de 9 millions de voix. Une mobilisation digne d'un second tour de présidentielle, puisque seules les deux finales de Marine Le Pen – en 2017 et en 2022 – avaient permis de rassembler plus d'électeurs en valeur absolue jusque-là.

Scrutin décisif pour dessiner une majorité et composer un gouvernement, les élections législatives sont aussi un rendez-vous crucial pour le financement des partis. Car une première fraction des aides publiques annuellement versées par l'État est en effet corrélée au premier tour, où chaque électeur rapporte environ 1,60 euro au parti pour lequel il a voté. À condition toutefois qu'au moins 50 candidats du parti en question dépassent 1 % des suffrages exprimés en France métropolitaine – les outre-mer suivant une législation particulière. Fixé par décret et réévalué chaque année, le pactole total – encadré par la loi de 1988 relative à la transparence financière de la vie politique – s'élève à 66 millions d'euros. Il comprend une deuxième fraction, qui dépend quant à elle du nombre de parlementaires élus : chaque député et sénateur rapporte un peu plus de 37 000 euros à son parti. Des pénalités financières peuvent enfin être infligées à l'encontre des partis qui ne respecteraient pas la parité homme-femme des candidatures aux législatives.

Fort de ses plus de 9 millions d'électeurs, le RN s'assure donc, dès le premier tour des législatives, de plus de 10 millions d'euros de financement public par an. Parti seul dans la plupart des circonscriptions, le parti de Marine Le Pen n'aura pas besoin de partager cette manne avec quelque partenaire que ce soit. Y compris avec son nouvel allié de droite, Éric Ciotti, dont les 62 candidats qu'il a investis sont financièrement rattachés à son microparti.

Longtemps surendetté à hauteur de plus de 20 millions d'euros – au point d'avoir dû contracter un emprunt auprès d'une banque russe –, le Rassemblement national a vu sa situation financière s'améliorer à

mesure qu'il est monté en puissance dans les urnes. Et pour cause, lorsque Emmanuel Macron est entré à l'Élysée en 2017, le Front national ne disposait à l'époque que de deux députés : Gilbert Collard et Marion Maréchal. Seuls élus nationalistes du Palais Bourbon, ils siégeaient alors parmi les non-inscrits, en haut à droite de l'Hémicycle, dans un isolement total. Or, cinq ans plus tard, en 2022, une vague inattendue de presque 90 députés lepénistes a déferlé à la surprise générale sur l'Assemblée nationale. Un résultat qui a présenté un double avantage pour le RN : profiter d'une exposition nouvelle pour peser sur les débats et asseoir dans le même temps sa stratégie de normalisation ; tout en se refaisant une santé économique au passage.

**Le Rassemblement national pourrait, à l'issue du second tour, obtenir au moins 20 millions d'euros par an dès 2025**

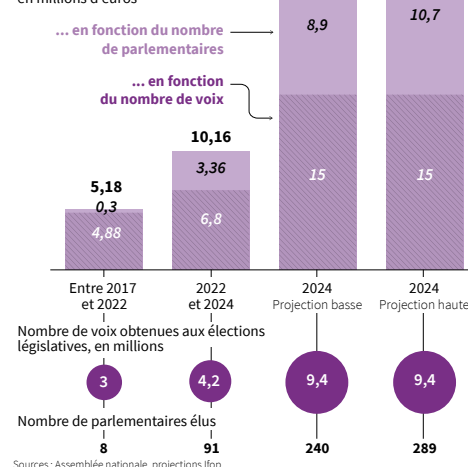
Grâce aux plus de 4 millions de voix frontistes obtenues au premier tour des législatives de 2022, et grâce au groupe pléthorique constitué ensuite par Marine Le Pen, le RN était déjà parvenu à doubler le montant des aides publiques perçues chaque année lors de la législature qui vient de s'achever. Désormais, l'explosion de ce plafond dès le premier tour des législatives anticipées permet au parti d'espérer doubler une nouvelle fois ce montant.

Selon un décompte du Figaro, le Rassemblement national pourrait, à l'issue du second tour, obtenir au moins 20 millions d'euros par an dès 2025. Dans l'hypothèse basse en nombre de sièges, estimée par l'Ifop (240 sièges), le parti à la flamme pourrait prétendre à près de 24 millions d'euros par an. À l'inverse, si le RN créait à nouveau la surprise, en obtenant une majorité absolue, il pourrait obtenir jusqu'à 26 millions d'euros annuels.

Cet afflux d'argent public est un véritable trésor de guerre. Les partis qui réussissent dans les urnes le savent : ils seront, au soir du second tour, le 7 juillet prochain, assis sur un butin indispensable pour financer n'importe quelle campagne d'ampleur. Marine Le Pen, qui a confirmé au Figaro que «*rien ne (l')empêchera de se présenter*» en 2027, peut ainsi aborder plus sereinement le coût futur de son projet. L'attente : une épopée élyséenne se chiffre en moyenne autour d'une quinzaine de millions d'euros pour le premier tour, voire une vingtaine en cas de qualification au second tour. ■

### Le RN a plus que doublé ses financements publics entre 2022 et 2024

Aides publiques versées par an au Rassemblement national, en millions d'euros



Sources : Assemblée nationale, projections Ifop

# Pour le RN, 39 victoires et 297 premières places

Guillaume Tabard

Le parti lepéniste est passé de 20 premières places en 2017 à 110 en 2022 et à 297 dimanche, tandis que le bloc macroniste est

C'est mardi à 18 heures que seront connues les affiches de second tour dans les 501 circonscriptions restant à pourvoir. Avant les retraits annoncés par le Nouveau Front populaire et Ensemble, 190 duels sont prévus, dont la moitié opposant le RN à la gauche, environ un quart le RN à Ensemble, et le dernier quart le NFP à Ensemble. Le RN est arrivé en tête dans deux tiers de ses duels avec la gauche et dans tous ses duels sauf un avec Ensemble. 306 triangulaires sont possibles, dont 161 où le RN s'est classé premier contre 79 pour le NFP, 51 pour Ensemble et 10 pour LR. À l'arrivée, il devrait en rester moins de la moitié. Il y aura enfin des quadrangulaires dans 5 circonscriptions.

## ■ Le RN en tête dans 297 circonscriptions

En 2017, au lendemain de l'élection d'Emmanuel Macron, le Rassemblement national était arrivé en tête dans 20 circonscriptions seulement. Cinq ans plus tard, il avait décroché 110 premières places. Ce dimanche, c'est dans 297 circonscriptions qu'il est en « pole position », soit plus de la moitié d'entre elles. Mieux, 38 candidats RN l'ont emporté dès le premier tour. C'est le cas de 32 de ses 88 sortants. À commencer par Marine Le Pen, qui atteint 58,04 % dans la 11<sup>e</sup> du Pas-de-Calais, quatrième score national de son parti derrière Thierry Frappé et Bruno Bilde, également dans le Pas-de-Calais, et Sébastien Chenut (58,32 % dans la 19<sup>e</sup> du Pas-de-Calais), favori pour le « perchoir » dans la future Assemblée. La moitié de ces sortants réélus, le sont dans les Hauts-de-France, 12 l'étant dans la région Paca, comme Hervé de Lépinay dans le Vaucluse, Laure Lavalette ou Frank Giletti dans le Var.

Mais le RN a réussi à faire élire dès le premier tour des nouveaux candidats, comme Eddy Casterman dans l'Aisne, Guillaume Florquin, tombeur du patron du PCF, Fabien Roussel, dans le Nord, ou encore Alexandre Loubet, directeur de la campagne européenne de Jordan Bardella, élu en Moselle. Le RN est également le parti qui compte le moins de candidats battus ou éliminés dès le premier tour : 82 sur un total de 564. La carte de France montre que le RN reste le plus fort dans ses bastions du Nord, de l'Est et du littoral méditerranéen. Et c'est là qu'il continue de progresser de manière parfois impressionnante : plus de 20 points gagnés en deux ans dans seize circonscriptions de Paca et des Hauts-de-France, et singulièrement dans les Alpes-Maritimes. Mais le parti de Bardella progresse fortement là où il était plus faible : dans la Charente et Charente-Maritime, dans le Tarn et le Tarn-et-Garonne, dans l'Aveyron, en Haute-Savoie. Il a gagné 25,68 % en Loir-et-Cher, dans la circonscription du ministre de l'Agriculture, Marc Fesneau.

## ■ Le NFP toujours puissant à Paris et dans la Seine-Saint-Denis

En 2022, la Nupes était arrivée en tête dans 194 circonscriptions. Un chiffre quasi stable cette fois-ci (191). Ce sont 32 des siens qu'elle a fait réélire dès le premier tour : 20 Insoumis, dont la présidente du

groupe, Mathilde Panot (Val-de-Marne 10<sup>e</sup>), 5 socialistes, dont le premier secrétaire, Olivier Faure (Seine-et-Marne 11<sup>e</sup>), 4 écologistes, dont Sandrine Rousseau (Paris 9<sup>e</sup>). Le plus frappant est la concentration géographique de ces élus : 24 en Île-de-France, dont 9 à Paris, 6 en Seine-Saint-Denis et 4 dans le Val-de-Marne. Avec, dans le « 93 », des scores allant jusqu'à 71,3 % pour Bastien Lachaud. Parmi ces vainqueurs du 30 juin, un nouveau venu :

le socialiste Emmanuel Grégoire, qui ravit la 7<sup>e</sup> circonscription à l'ancien ministre Clément Beune.

## ■ 152 candidats Ensemble éliminés

65 candidats de la majorité sor-

## Législatives 2024

Nuance politique des candidats arrivés en tête au 1<sup>er</sup> tour dans les 577 circonscriptions

### RÉSULTATS DÉFINITIFS

- Divers gauche (PRG...)
- Nouveau Front populaire (LFI, PC, PS, PP, Les Écologistes)
- Ensemble (Renaissance, MoDem, Horizons...)
- Divers centre
- Les Républicains et divers droite
- Rassemblement national
  - dont candidats investis « À droite avec E. Ciotti » et autres extrême droite et souverainiste
- Divers, régionalistes

### 76 élus au premier tour

- Rassemblement national et autres extrême droite 39
- Nouveau Front populaire et autres gauche 32
- Les Républicains et divers droite 3
- Ensemble 2

### Au second tour

Décompte réalisé lundi avant les désistements de candidats comptabilisés mardi à 18h

### 190 duels

- 67 NFP, RN
- 29 LR, RN
- 33 Ensemble, RN
- 28 Ensemble, NFP

### 306 Triangulaires...

- ... dont 246 RN, Ensemble, NFP
- ... et 44 RN, LR, NFP

### 5 Quadrangulaires

- 4 LR, ENS, NFP, RN
- 1 ENS, RN, NFP, div. gauche

Source : ministère de l'Intérieur

### FRANCAIS DE L'ÉTRANGER



### GUADELOUPE



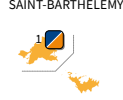
### SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON



### MARTINIQUE



### SAINT-MARTIN ET SAINT-BARTHELEMY



### GUYANE



### WALLIS-ET-FUTUNA



### LA RÉUNION



### POLYNÉSIE FRANÇAISE



### MAYOTTE



### NOUVELLE-CALÉDONIE





# dont 161 dans de possibles triangulaires

passé symétriquement de 451 à 204, puis à 65 « pole positions ». Le NFP a fait élire 32 des siens au premier tour.

tante sont arrivés en tête dimanche. Ils étaient 204 en 2022, et 451 en 2017 ! 152 candidats Ensemble ont été éliminés dimanche, sans parler de ceux qui, arrivés en troisième position, ont déjà annoncé leur retrait ou s'apprêtent à le faire d'ici à mardi 18 heures. À part ses deux élus de premier tour, Mikael Seo à Wallis-et-Futuna et Pierre Cazeneuve dans la 7<sup>e</sup> des Hauts-de-Seine, Ensemble ne dépasse les 40 % que dans 13 circonscriptions, dont 9 à Paris, dans les

Hauts-de-Seine et dans les Yvelines. Par rapport à 2022, le bloc macroniste progresse dans 131 cas - avec un gain record de 16,77 points à Boulogne-Billancourt, où s'est fait élire Stéphane Séjourné - et recule dans 322 autres territoires. Également dans les Hauts-de-Seine, Philippe Juvin est le seul sortant LR réélu dès le premier tour, mais il bénéficiait cette fois du soutien des macronistes. LR n'est arrivé en tête que dans 19 circonscriptions. ■

### Scores du Rassemblement national...

En % des suffrages exprimés au premier tour des législatives du 30 juin 2024 par circonscription des listes du RN et de ses alliés (À droite avec É. Ciotti)

33,15 %  
moyenne nationale

- De 50 à 60,6
- De 45 à 50
- De 35 à 45
- De 25 à 35
- De 0,25 à 25
- Absence de candidat

### ... et son évolution par rapport à 2022

Évolution en points de son score entre le premier tour de 2022 et celui de 2024 par circonscription

- De +18 à +32,8
- De +16 à +18
- De +14 à +16
- De +10 à +14
- De +2,69 à +10
- Absence de candidat en 2022 ou en 2024

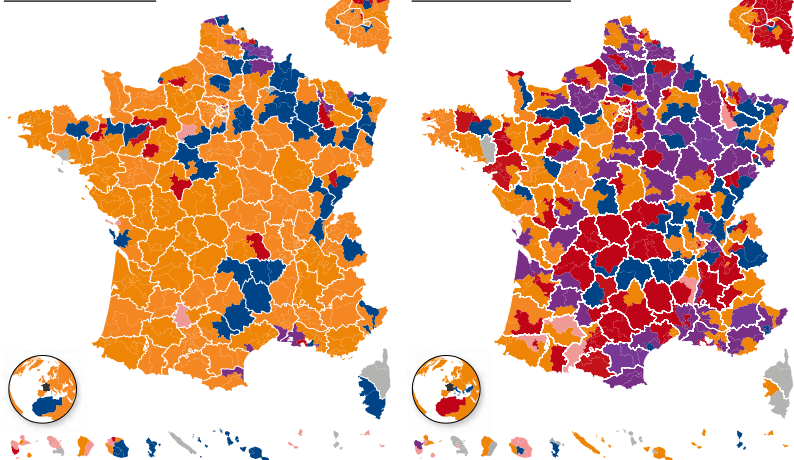
### Rappels historiques

des candidats arrivés en tête par circonscription au premier tour des législatives...

- Listes de gauche (LFI, PCF, PS, EELV, Nupes)
- Listes DVG et PRG
- Listes de la majorité présidentielle (LREM, Renaissance, Ensemble, MoDem, Horizons)
- Listes de droite (LR, UDI, DVD)
- Listes du RN et alliés
- Autres listes (régionalistes, divers)

... du 11 juin 2017

... du 12 juin 2022

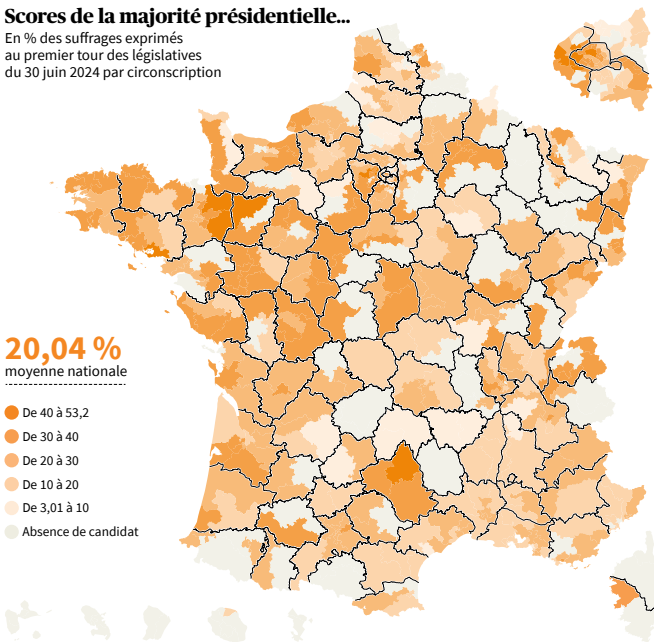


Scores de la majorité présidentielle...

En % des suffrages exprimés  
au premier tour des législatives  
du 30 juin 2024 par circonscription

20,04 %  
moyenne nationale

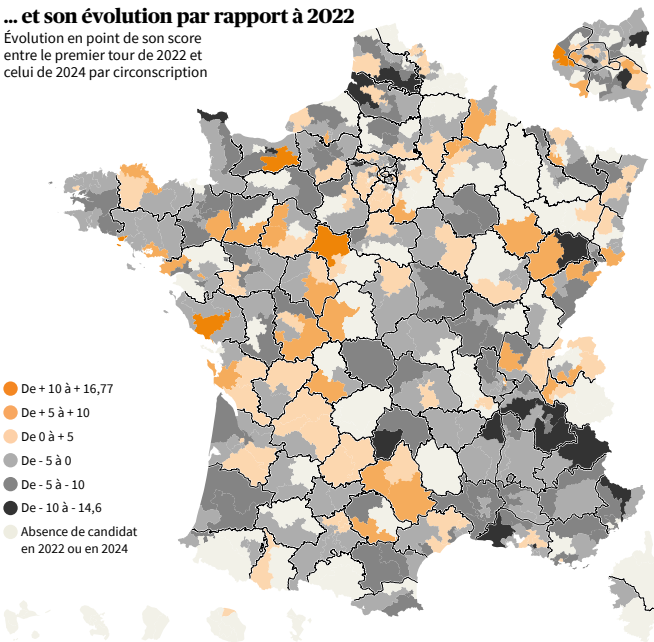
- De 40 à 53,2
- De 30 à 40
- De 20 à 30
- De 10 à 20
- De 3,01 à 10
- Absence de candidat



... et son évolution par rapport à 2022

Évolution en point de son score  
entre le premier tour de 2022 et  
celui de 2024 par circonscription

- De +10 à +16,77
- De +5 à +10
- De 0 à +5
- De -5 à 0
- De -5 à -10
- De -10 à -14,6
- Absence de candidat  
en 2022 ou en 2024

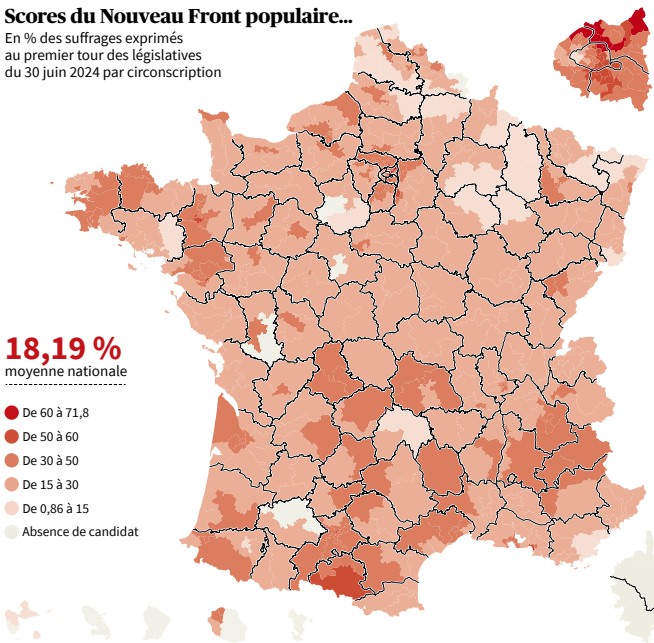


Scores du Nouveau Front populaire...

En % des suffrages exprimés  
au premier tour des législatives  
du 30 juin 2024 par circonscription

18,19 %  
moyenne nationale

- De 60 à 71,8
- De 50 à 60
- De 30 à 50
- De 15 à 30
- De 0,86 à 15
- Absence de candidat

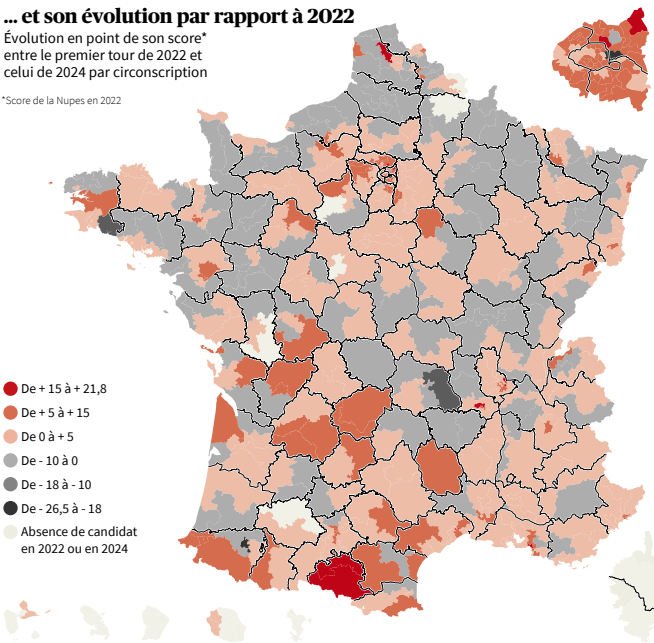


... et son évolution par rapport à 2022

Évolution en point de son score\*  
entre le premier tour de 2022 et  
celui de 2024 par circonscription

\*Score de la Nupes en 2022

- De +15 à +21,8
- De +5 à +15
- De 0 à +5
- De -10 à 0
- De -18 à -10
- De -26,5 à -18
- Absence de candidat  
en 2022 ou en 2024

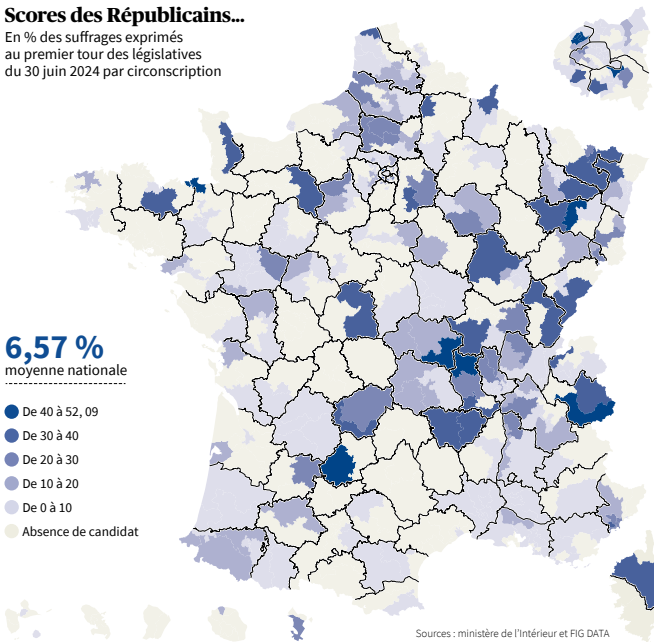


Scores des Républicains...

En % des suffrages exprimés  
au premier tour des législatives  
du 30 juin 2024 par circonscription

6,57 %  
moyenne nationale

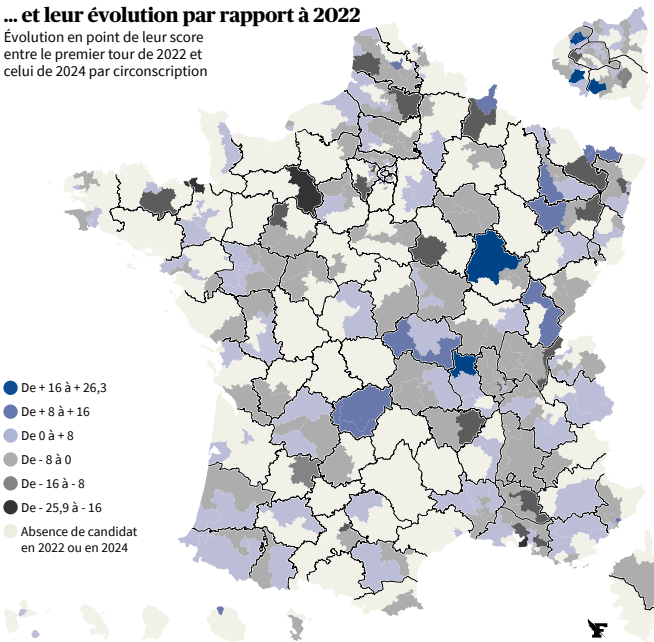
- De 40 à 52,09
- De 30 à 40
- De 20 à 30
- De 10 à 20
- De 0 à 10
- Absence de candidat



... et leur évolution par rapport à 2022

Évolution en point de leur score  
entre le premier tour de 2022 et  
celui de 2024 par circonscription

- De +16 à +26,3
- De +8 à +16
- De 0 à +8
- De -8 à 0
- De -16 à -8
- De -25,9 à -16
- Absence de candidat  
en 2022 ou en 2024





# La Cour suprême offre une immunité à Trump

Adrien Jaumes Correspondant à Washington

La décision des juges retarde et complique les poursuites contre lui pour son rôle dans les événements du 6 janvier 2021.

Un ancien président ne peut pas être poursuivi pour ses actions officielles. Dans un arrêt rendu lundi matin le tout dernier jour de sa session, la Cour suprême américaine a statué que l'ancien président bénéficiait d'une immunité au moins partielle contre des poursuites pénales pour certaines de ses actions commises pendant la durée de son mandat. Elle a ainsi rejeté la décision précédente d'une cour d'appel fédérale, qui avait estimé en février dernier que Trump ne bénéficiait d'aucune immunité pour avoir tenté d'inverser les résultats de l'élection de 2020, ces actes n'étant pas officiels.

Cette décision historique a été adoptée par la majorité des six juges conservateurs, dont trois ont été nommés par Trump. Les trois juges progressistes ont critiqué une interprétation qui « remodèle l'institution de la présidence » et « aura des conséquences désastreuses pour la présidence et pour notre démocratie ».

Trump a salué cette décision comme une « grande victoire pour notre Constitution et notre démocratie » et s'est dit « fier d'être américain », déclaration qui contraste avec ses sorties habituelles sur la justice biaisée et la corruption des institutions des États-Unis.

La décision de la Cour suprême n'offre pas à Trump l'immunité totale qu'il revendiquait. Mais en renvoyant l'affaire aux cours inférieures, elle ajoute des délais supplémentaires, qui rendent désormais quasiment impossible qu'un procès fédéral pour ses actions commises le 6 janvier 2021 se termine avant l'élection présidentielle.

Dans leurs décisions, les juges ont semblé plus préoccupés par la crainte hypothétique que les pouvoirs présidentiels soient diminués par la menace de poursuites judiciaires que par le cas concret d'un président ayant utilisé ses fonctions pour tenter de se maintenir au pouvoir. « Poursuivre pénalement un président pour des actes officiels représente sans aucun doute une menace bien plus grande d'empiétement sur l'autorité et les fonctions de l'exécutif que la simple recherche de preuves », écrit la Cour dans sa décision. En vertu de la séparation des pouvoirs, la nature du pouvoir présidentiel confère à un ancien président une immuni-

té absolue pour des actions relevant de son autorité constitutionnelle. Il a également droit à une immunité au moins présumée pour ses actes officiels. Il n'y a pas d'immunité pour les actes non officiels. »

La difficulté étant bien sûr dans le cas du 6 janvier de discerner les uns des autres. La Cour a estimé par exemple que les pressions de Trump sur son vice-président, Mike Pence, pour son refus de certifier les résultats le 6 janvier 2021 relevaient au moins en partie d'un acte officiel. Mais pas les tentatives de pression de Trump sur des responsables électoraux ou des officiels de certains États.

Les trois juges progressistes, Sonia Sotomayor, Elena Kagan et Ketanji Brown Jackson, ont critiqué sans ambiguïté une

décision, qui selon elles « place le président au-dessus des lois ». « Elle tourne en dérision le principe fondateur de notre Constitution et de notre système de gouvernement, selon lequel nul n'est au-dessus de la loi. La Cour accorde à l'ancien président Trump toute l'immunité qu'il a demandée et même plus », ont écrit Sotomayor et Kagan.

« Dépouvoir de fondement »

« Qu'il s'agisse d'une présomption d'innocence ou d'une règle absolue, cette règle permet à un président d'utiliser ses fonctions officielles à quelque fin que ce soit, même la plus corrompue, en étant à l'abri de poursuites. C'est aussi néfaste que cela en a l'air et dépouvé de fondement... Le

président des États-Unis est la personne la plus puissante du pays, voire du monde. Lorsqu'il utilise ses pouvoirs officiels de quelque manière que ce soit, selon ce raisonnement, il sera désormais à l'abri de toutes poursuites pénales. S'il ordonne d'assassiner un rival politique ? Immunité. S'il organise un coup d'État pour s'accrocher au pouvoir ? Immunité. S'il accepte un pot-de-vin en échange d'une grâce ? Immunité. Immunité, immunité, immunité. »

En pleine campagne présidentielle, le premier effet de cette décision est de retarder encore un peu plus un procès de Trump pour son rôle dans les événements du 6 janvier 2021. Il est dorénavant quasiment impossible de voir un jugement rendu avant l'élection de novembre.

La demande d'immunité de Trump avait d'abord été rejetée par la juge du district de DC chargée de l'affaire, Tanya Chutkan. En décembre 2023, le procureur spécial Jack Smith avait demandé à la Cour suprême de procéder à un examen accéléré de cette question.

Mais les juges avaient refusé, laissant la décision à la cour d'appel de circuit, qui a confirmé l'absence d'immunité. Puis, quand Trump en avait appelé à la Cour suprême, ils avaient finalement décidé de se saisir du cas, fixant les plaudoirs au 25 avril. Leur décision, qui intervient à la toute fin de leur session annuelle, a retardé d'au moins cinq mois un éventuel procès. ■



Des manifestants ont exprimé leur colère contre Donald Trump, en brandissant pancartes et slogans (« Trump n'est pas au-dessus de la loi »), devant la Cour suprême, à Washington, ce lundi. DREW ANGERER / AFP

## Joe Biden s'accroche avec le soutien du Parti démocrate

Joe Biden et son entourage font le dos rond face aux appels à se retirer de la campagne. Le président et sa famille se sont réunis dimanche à Camp David pour une séance de photos avec la photographe Annie Leibovitz, là où il s'était préparé au débat contre Trump. Entouré de ses enfants et petits-enfants, le président se serait surtout préoccupé de calmer les inquiétudes des démocrates. Son entourage a fait savoir qu'il n'a pas l'intention de mettre fin à sa candidature. Son épouse Jill et son fils Hunter auraient été les plus ardents à lui conseiller de ne pas renoncer. Le Parti démocrate s'est aussi rassemblé autour du président, et les principales figures de son camp lui ont publiquement apporté leur soutien.

Le choc suscité par la prestation de Biden face à Donald Trump jeudi dernier lors de leur débat télévisé ne s'est pourtant pas dissipé. Les tentatives de la Maison-Blanche pour expliquer que le président souffrait d'un refroidissement n'ont pas convaincu. L'état physique et l'acuité mentale de Biden suscitent désormais l'inquiétude de son camp sur ses chances de l'emporter, et la perspective d'une réélection de Trump. Les appels à changer de candidat avant la convention démocrate du mois d'août se sont multipliés au cours du week-end dans les médias.

« Pour servir son pays, le président Biden devrait abandonner sa campagne », a titré le New York Times dans son éditorial de dimanche. « Le président est apparu jeudi soir comme l'ombre d'un grand homme d'État. Il a eu de la peine à expliquer ce qu'il accomplirait au cours d'un second mandat. Il a eu de la peine à répondre aux provocations de Trump. Il a eu de la peine à mettre Trump devant ses mensonges, de

ses échecs et de ses projets effarants. À de nombreuses reprises, il a eu de la peine à arriver à la fin d'une phrase, écrit le comité éditorial. La façon la plus évidente pour les démocrates de battre un adversaire qui se distingue par ses mensonges est de dire la vérité au public américain : reconnaître que Biden ne peut pas continuer sa campagne, et entamer un processus pour sélectionner quelqu'un capable de le remplacer pour vaincre Trump en novembre. »

Même des amis personnels du président, comme Joe Scarborough, animateur de l'émission préférée de Biden, « Morning Joe », l'ont appelé à retirer sa candidature. « J'aime Joe Biden », avait dit Scarborough au début de son émission de vendredi, « sa présidence a été un succès incontestable... mais il a passé une grande partie de la soirée la bouche ouverte et les yeux dans la vague... c'est maintenant la dernière chance pour les démocrates de décider si cet homme que nous connaissons et aimons depuis très longtemps est à la hauteur de la tâche et peut se présenter à la présidence des États-Unis ».

Un autre ami personnel de Biden, Tom Friedman, le commentateur du New York Times sur le Moyen-Orient, a écrit qu'il avait pleuré en regardant le débat, mais estime que « Joe Biden, un homme bon et un bon président, n'a pas intérêt à se représenter ». Cet émoi médiatique n'a pour le moment pas eu d'écho politique. La Maison-Blanche et le Parti démocrate ont mobilisé tous leurs relais pour enrayer des commentaires présentés comme pessimistes. Les commentateurs ont été qualifiés de trouillards ou d'hyperémotifs.

Samedi, lors d'une réception chez un milliardaire donateur de sa campagne

dans les Hamptons, villégiature des riches new-yorkais à Long Island, Biden a de nouveau assuré de son intention de se présenter quoi qu'il arrive. « Je comprends les inquiétudes suscitées par le débat », a reconnu Biden, « ce n'était pas une très bonne soirée. Mais je vais me battre et j'aurai besoin de vous à mes côtés pour y parvenir. Et les électeurs ont eu une réaction très différente de celle des commentateurs, si l'on en croit les sondages... Et ce qu'il faut plutôt retenir, ce sont les mensonges de Trump. » Jill Biden a renchéri : « Joe n'est pas seulement la bonne personne pour occuper son poste, il est aussi est le seul ! »

**« Le président est apparu jeudi soir comme l'ombre d'un grand homme d'État. Il a eu de la peine à expliquer ce qu'il accomplirait au cours d'un second mandat »**

Le comité éditorial du « New York Times »

Les hiérarques du Parti démocrate se sont aussi mobilisés pour défendre Joe Biden. Après Barack Obama, qui avait lancé un message de soutien (« un mauvais débat, ça arrive »), et Kamala Harris, l'ancienne présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi a exclu toute idée de changer de candidat. « Sur le fond, Joe Biden a remporté le débat, c'est ce qui compte pour moi », a aussi écrit Gavin Newsom, le gouverneur de Californie, dont le nom est fréquemment évoqué comme un remplaçant potentiel si Biden abandonnait la campagne : « Ne regardez pas les 30 minutes, mais plutôt

les trois ans et demi passés sous la direction de Joe Biden ». « Je ne pense pas que Joe Biden ait un problème pour gouverner pendant les quatre prochaines années », a déclaré l'un de ses proches alliés, le représentant démocrate de Caroline du Sud James Clyburn, dont le soutien en 2020 avait été crucial aux primaires pour Joe Biden. Mais derrière cette unité de façade, le malaise est pourtant bien réel au sein du Parti démocrate. Ni rhume ni mauvaise prestation ne peuvent expliquer l'air hagard de Biden lors du débat contre Trump, ni son incapacité à terminer ses phrases.

Les républicains n'ont pas attendu pour dénoncer la collusion des médias pour cacher l'état du président au public américain. Le rapport du procureur spécial Robert Hur, qui avait qualifié en février dernier Joe Biden de « vieux monsieur sympathique, bien intentionné et ayant une mauvaise mémoire », dénoncé par les démocrates comme des calomnies partisans, est apparu comme assez prescient.

Tout comme un article plus récent du Wall Street Journal qui citait des membres du Congrès, dont le président républicain de la Chambre Mike Johnson, décrivant Biden comme perdant souvent le fil de sa pensée. Ou bien les images de Biden désorienté lors de ses apparitions publiques régulièrement diffusées par Fox News. D'autres sources sont venues confirmer le déclin physique de Biden, citant des chefs d'État étrangers lors du dernier sommet du G7, des diplomates l'ayant rencontré, qui ont fait part de leur impression d'un déclin des capacités du président américain.

Les efforts de la Maison-Blanche pour protéger Biden, la rareté des interviews du président à la télévision ou aux jour-

naux, alimentent à présent les spéculations. Le rôle de Jill Biden, de plus en plus fréquemment présente à ses côtés, suscite des comparaisons avec celui d'Edith Wilson, la femme du président Woodrow Wilson, qui contrôlait étroitement l'emploi du temps de son mari afin de dissimuler son état diminué après une attaque au cours des dernières années de son mandat en 1919.

Le Parti démocrate est inquiet. La perspective de voir le déclin de Biden entraîner non seulement sa défaite à la présidentielle, mais aussi celle de son parti au Sénat et à la Chambre, est désormais dans les esprits.

Mais les scénarios évoqués par les partisans d'un changement de candidat apparaissent comme très risqués, à cinq mois de l'élection. Aucun mécanisme ne prévoit de remplacer le candidat contre son gré. Biden, dont le caractère est souvent décrit comme obstiné, tout en souffrant d'un certain complexe d'infériorité, se targue d'avoir régulièrement eu raison contre les médias et les experts.

Il se méfie aussi des stratèges du parti qui, avec Obama, lui ont préféré Hillary Clinton en 2006, et préfère s'appuyer sur un cercle restreint de fidèles. Les partisans d'un changement de candidat rappellent que le cas n'est pas inédit. En 1952, Harry Truman avait choisi de ne pas se représenter en raison de son impopularité dans les sondages. En 1968, Lyndon Johnson avait aussi renoncé à briguer sa réélection.

Le scénario le plus discuté consisterait à revenir à l'ancienne tradition des conventions politiques ouvertes d'avant les années 1970, quand les délégués choisissaient leur candidat au moment de la convention. Le résultat avait dans les deux cas abouti à une défaite pour leur parti. ■

A.J.

Margaux Benn

Les dirigeants islamistes ont imposé que la condition féminine et les droits humains ne figurent pas au menu de la conférence organisée dimanche et lundi au Qatar.

« Pourquoi ne répondez-vous pas aux questions des médias ? Pourquoi recherchez-vous la légitimité internationale, alors que vous n'en avez pas au niveau national ? Pourquoi avez-vous interdit aux femmes d'accéder à l'éducation ? Votre pouvoir ne s'étend-il que jusqu'aux femmes ? » Dans un couloir du luxueux Ritz Carlton de Doha, au Qatar, la journaliste de la chaîne télévisée Afghanistan International Maryam Rahmati poursuit Suhail Shaheen, porte-parole du gouvernement taliban.

Il daigne à peine lui répondre et, au bout du couloir, lui claque la porte au nez : les réunions du sommet Doha III se déroulent à huis clos, entre représentants de l'ONU, de 25 pays, de cinq organisations internationales et des autorités talibanes. Aucun membre de la société civile afghane n'est convié. Aucune femme, non plus. Une requête des talibans à laquelle s'est pliée l'ONU, organisatrice des pourparlers, qui a également accepté que les sujets liés aux droits humains et aux droits des femmes en particulier soient totalement exclus des discussions.

Pourquoi un tel mutisme de la part de Suhail Shaheen ? Sans doute parce que le régime taliban, dysfonctionnel, coupable d'atrocités et d'une politique d'effacement des femmes dans la société, qualifié par l'ONU elle-même d'« apartheid de genre », n'a pas grand-chose à répondre. Sans doute aussi car les talibans se savent tout-puissants à ce sommet, et qu'ils n'ont pas besoin de se justifier. Et puis, aussi, parce que Maryam Rahmati est une femme.

C'est la première fois que les talibans, mouvement fondamentaliste ayant pris la tête de l'Afghanistan en 2021, participent au « processus de Doha » entamé il y a un an par le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, pour tenter de rétablir et définir les relations entre les autorités talibanes et la communauté internationale.

En mai 2023, aucun représentant du régime des mollahs n'avait été convié à Doha I. En février dernier, les talibans avaient été invités à Doha II... Mais ils avaient refusé de venir si d'autres parties afghanes, comme des membres de la société civile, avaient voix au chapitre. L'ONU avait tenu bon, au motif notam-



Un porte-parole taliban, Zabihullah Mujahid, lors d'une conférence de presse, le 29 juin, à Kaboul. AHMAD SAHEL ARMAN/AFP

## L'ONU renoue avec les talibans aux dépens des femmes afghanes

ment que le gouvernement taliban, installé par la force au terme de deux décennies de guerre et sans qu'aucun processus démocratique ne le légitime, n'est reconnu formellement par aucun État dans le monde.

**« Ce gouvernement illégitime de mollahs a forcé tous ces grands acteurs internationaux, qui ne le reconnaissent même pas, à organiser un sommet sur mesure, répondant à leurs desiderata les plus fous »**

Un journaliste afghan

Aujourd'hui, c'est tout l'inverse. Dimanche, lors de la première journée – très protocolaire – de Doha III, les talibans ont été reçus en grande pompe.

Après un déjeuner de bienvenue, toutes les parties ont égrené des discours officiels. Lundi matin, les discussions ont porté sur le secteur privé afghan, miné par la grave crise économique que connaît le pays. L'éradication des femmes de la quasi-totalité des secteurs public et privé, qui contribue largement à l'explosion de la pauvreté dans le pays, n'a pas été abordée. La session de l'après-midi a été consacrée à la lutte contre le narcotrafic.

« Les talibans ont obtenu tout ce qu'ils voulaient. Ce gouvernement illégitime de mollahs a forcé tous ces grands acteurs internationaux, qui ne le reconnaissent même pas, à organiser un sommet sur mesure, répondant à leurs desiderata les plus fous », regrette un journaliste afghan présent sur place qui, pour des raisons de sécurité, a préféré rester anonyme. Il décrit « des diplomates qui vont et viennent sans répondre aux questions de la presse, et des talibans qui semblent très satisfaits ».

Diverses organisations et États avaient proposé, en amont, des « experts techniques » capables d'intervenir sur des thématiques précises, non liées aux droits humains en particulier. En vain. Plusieurs pays, dont la France ainsi que l'UE, s'étaient plaints auprès du département des affaires politiques et de la consolidation de la paix (DPPA) de l'ONU du manque de représentation de « différentes voix afghanes » annoncées pour ce sommet... Un appel resté lettre morte.

« Les sentiments des perdants d'une guerre civile ne sont pas, d'ordinaire, une considération majeure dans les processus diplomatiques », justifie Graeme Smith, analyste chargé de l'Afghanistan auprès du think-tank International Crisis Group. Les passions sont encore vives après la victoire des talibans, et je doute que le fait d'inviter quelques membres de la société civile à Doha aurait produit les résultats attendus.

La directrice d'Amnesty International, Agnès Callamard, souligne pourtant que

« céder aux conditions des talibans pour assurer leur participation aux pourparlers (risque) de légitimer leur système d'oppression institutionnalisé fondé sur le genre, système qui a visé à effacer les femmes et les filles dans la société en les privant implacablement de leurs droits les plus fondamentaux ».

Vendredi dernier, sous la pression d'ONG et d'États participants, l'ONU a consenti à organiser une rencontre avec des membres de la société civile afghane censée se tenir ce mardi, après la clôture du sommet. « Une session de deux heures, sans planning établi, à laquelle huit Afghanes, dont trois seulement vivantes encore en Afghanistan, ont été conviées. Aucune précision n'a été donnée quant aux responsables des Nations unies qui seraient présents », se désole Payvand Seyedali, directrice pays chargée de l'Afghanistan pour l'ONG Women for Women International. Plus de la moitié des invités ont refusé de se prêter au jeu. ■

## Israël : les ultraorthodoxes se mobilisent contre le service militaire

Guillaume de Dieuleveult Correspondant à Jérusalem

Une manifestation a réuni des dizaines de milliers de juifs religieux. Ils refusent de se plier à la décision de la Cour suprême.

Chapeaux ronds ou larges feutres, kippas de velours, cafans, chemises immaculées : en cette fin d'après-midi, une marée noire et blanche emplit progressivement la rue Natan-Strauss, au cœur de Mea Shearim, le grand quartier ultraorthodoxe de Jérusalem. Au son des schofars, des hommes entonnent des prières en yiddish. De puissants haut-parleurs les font résonner par-dessus la foule. La manifestation a été annoncée à l'ancienne : avec des tracts lancés à pleines mains dans les rues, sur des affiches, via les répondeurs téléphoniques au moyen desquels ces ultraorthodoxes se renseignent sur l'actualité de leur communauté : internet et les smartphones leur sont interdits.

Le mot d'ordre : non à la conscription obligatoire des haredim, ceux qui craignent Dieu, comme on nomme ici les juifs ultraorthodoxes. De grands rabbins, chefs d'influents yeshivot – des écoles talmudiques – ont apposé leur nom au bas des appels à manifester.

Nouvelle étape d'un long feuilleton judiciaire, politique et religieux, la Cour

suprême vient de se prononcer pour la fin de l'exemption dont bénéficient les jeunes étudiants en Torah depuis la fondation de l'État d'Israël. En 1948, ils étaient environ 400. Aujourd'hui ils seraient 80 000 et l'armée israélienne a besoin de bras. Mais pour ces fervents religieux, il n'est pas question de revêtir l'uniforme.

Déployée sur la façade d'un immeuble, une banderole donne le ton : « Le peuple juif ne combat pas pour un bout de terre, mais pour le judaïsme ». Des pancartes surnagent au-dessus des manifestants : « Israël n'est pas un État juif, c'est un État sioniste » ou bien : « Nous refusons de servir dans l'armée sioniste ». Les manifestants réunis là représentent la branche la plus fondamentaliste du mouvement ultraorthodoxe, explique Gilad Malach, un chercheur à l'université Bar Ilan, à Tel-Aviv. « Mais ils savent que leur inflexibilité va leur attirer la sympathie de la plupart des autres juifs ultraorthodoxes, dont l'immense majorité refuse de faire l'armée », souligne-t-il.

Le visage d'Avraham, 21 ans, est encadré de longs peotes soigneusement

enroulés. Il veut parler mais, comme tous les manifestants, refuse de donner son nom de famille. « Notre devoir, explique-t-il, est d'étudier sans cesse la Torah, comme nous l'avons fait pendant des milliers d'années. Regardez : toutes les civilisations antiques ont disparu, mais nous demeurons, car la religion nous a permis de rester une nation unie ».

Un groupe se forme autour de lui, la discussion s'engage spontanément entre ces jeunes hommes. « Mon arrière-grand-père vivait déjà ici : il était en paix avec les Arabes. L'État d'Israël ne nous a apporté que la guerre », lance Avi, 18 ans. Il est en âge d'être enrôlé, tout comme son ami Shaoul. Ils savent que, faute de répondre à la convocation de l'armée, ils risquent la prison. « Très bien, qu'ils nous emprisonnent, lance Shaoul : on pourra continuer à étudier la Torah ».

La décision de la Cour suprême risque de faire chuter Netanyahu, dont la coalition compte deux partis ultraorthodoxes : « C'est Dieu qui le fera tomber ! » assurent-ils. Un peu plus tard

dans la soirée, la voiture d'Yitzhak Goldknopf, ministre du Logement de Netanyahu et chef du parti Guimel, sera caillassée par les manifestants.

Au même titre qu'Arye Deri, le leader du parti Shass, autre allié ultraorthodoxe de « Bibi », il est dans une impasse, coincé entre la Justice, ses accords politiques

**« Le peuple juif ne combat pas pour un bout de terre, mais pour le judaïsme »**

Une banderole sur une façade du quartier ultraorthodoxe de Jérusalem

et l'intransigeance de sa base. Ressorti des tiroirs à la dernière minute, un projet de loi encadrant l'exemption de service est en cours de lecture à la Knesset. Il suscite de profondes divisions dans la majorité : des figures du Likoud, le parti de Netanyahu, s'y opposent.

La session d'été de la Knesset arrive à son terme dans quatre semaines : il y a peu de chances que la loi soit votée d'ici là. Les débats reprendraient alors après les fêtes juives de l'automne.

Autant de semaines gagnées pour les ultraorthodoxes ? « Le temps joue contre eux », réfile Gilad Malach. La Cour suprême a ordonné la fin des subventions pour toutes les yeshivot refusant de se plier à la conscription obligatoire : un budget d'environ 100 millions d'euros par an. « Asséchés financièrement, les leaders ultraorthodoxes sont confrontés à un dilemme, poursuit le chercheur. Ils n'ont pas d'alternative à ce gouvernement : s'ils le quittent et le font tomber, la future majorité risque de leur être bien moins favorable. » Lancée auprès de communautés américaines, une collecte de fonds leur aurait permis de récolter la somme nécessaire pour tenir jusqu'à la fin de l'année. Mais c'est un couteau sur une jambe de bois.

Dans la rue Natan-Strauss, trois enfants passent à vélo devant un jeune militaire chargé du maintien de l'ordre. Ils sifflent insolemment. « Viens petit, je vais te mobiliser », leur lance le soldat. « Tu peux toujours courir ! » répond le garçon, avant de filer dans un éclat de rire. ■



**G**randes manœuvres politico-administratives avant le saut dans l'inconnu. Le 26 juin, lors du dernier Conseil des ministres – quatre jours avant le 1<sup>er</sup> tour des législatives, qui a vu arriver le RN en première position –, le président Macron a procédé à pas moins de trente nominations de hauts fonctionnaires, parmi lesquels trois recteurs, ces hommes clés de l'échiquier éducatif, chargés d'impulser la politique, de la maternelle à l'université. Une manière pour le chef de l'État, à l'approche d'une cohabitation avec ou sans majorité absolue, de placer des proches et de montrer, aussi, qu'il a encore le pouvoir. Le 27 juin, Marine Le Pen n'avait pas hésité à égratigner le « domaine réservé » du président, en jugeant simplement « honorifique » le titre de chef des armées. Le ton est donné.

Le maire (DVG) de Clichy-sous-Bois et ancien ministre du Logement, Olivier Klein, 57 ans, atterrit à l'académie de Strasbourg. Victime d'un remaniement du gouvernement Borne, cet ancien professeur de physique chimie avait déjà été réorienté, en septembre 2023, vers la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT, comme délégué interministériel. Il rejoint la liste, qui s'allonge d'années en années, de recteurs non universitaires. Avec le temps, le fait d'avoir une thèse pour accéder à ces postes n'est plus une condition sine qua non. Sur les 36 recteurs actuels, 31 ont un doctorat.

Nommé recteur de la région académique Centre-Val de Loire et de l'académie d'Orléans-Tours, Jean-Philippe Agresti, 50 ans, est professeur en histoire du droit à l'université Aix-Marseille, université, où il fut le doyen de la faculté de droit et de science politique. Depuis décembre 2021, il était recteur de Corse. Il est aussi le mari de Sabrina Agresti-Roubache, l'actuelle secrétaire d'État chargée de la Ville et de la Citoyenneté et candidate aux législatives dans la première circonscription des Bouches-du-Rhône. Arrivée en 3<sup>e</sup> position derrière la candidate du Rassemblement national et celle de Place publique, cette proche du couple Macron s'est désistée en faveur de la gauche.

Ancien président de l'université de Nîmes et conseiller depuis début 2023 au cabinet de Sylvie Retailleau, la ministre de l'Enseignement supérieur, Emmanuel Roux est quant à lui nommé recteur délégué pour l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation de la région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur. Ce titulaire d'un doctorat de droit public avait rejoint la Cour des comptes en

# Les grandes manœuvres dans les académies avant le résultat des législatives

Caroline Beyer

Lors du dernier Conseil des ministres, Emmanuel Macron a nommé trois recteurs. Une manière de recaser des proches et de faire valoir son autorité.



Le maire (DVG) de Clichy-sous-Bois et ancien ministre du Logement, Olivier Klein, est nommé à l'Académie de Strasbourg (ici, devant l'hôtel de Matignon, en juillet 2023). XOSE BOUZAS / HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT

2019 comme conseiller référendaire en service extraordinaire. Il avait participé à l'élaboration de la note structurale publiée fin 2021, avançant notamment l'idée de créer des collèges et d'y affecter les enseignants des classes préparatoires. À chaque mandat pré-

sidentiel ses recteurs. Politisation de la fonction oblige. Depuis 2017 et le premier quinquennat d'Emmanuel Macron, sur les 36 recteurs d'académie, seuls 8 qui furent nommés sous le mandat de François Hollande se sont maintenus. Bernard Beignier, nommé

sous la gauche à l'académie d'Amiens, peut se prévaloir d'une belle longévité. En avril, ce docteur en droit a été promu à la tête de l'académie de Paris, après avoir piloté pendant dix ans celle d'Aix-Marseille. Il a mis en place la fameuse expérimentation « écoles du

futur » voulue par le chef de l'État, qui en avait fait, lors de l'élection présidentielle de 2022, un modèle à généraliser. Un profil qui fait figure d'exception.

Car, comme le souligne l'historien de l'éducation Claude Lelièvre, depuis le mandat de Valéry Giscard d'Estaing, et alors même qu'il n'y avait pas de changement politique majeur, les présidents de la République ont pris l'habitude de renouveler l'ensemble de ces hauts fonctionnaires, « par vagues de deux ou trois, la première ayant lieu assez vite après l'élection ». Une politisation qui s'est accrue avec la déconcentration des services de l'État et la régionalisation, lancées dans les années 1980 sous François Mitterrand. « En plus d'être des représentants du pouvoir central, les recteurs sont devenus des hommes politiques et administratifs locaux, explique l'historien. Leur mission est d'impulser la politique nationale dans leur lieu d'exercice, en accord avec l'exécutif régional. » Contrairement à un chef de service

**« Le chef de l'État a eu le souci de nommer des obligés et des hommes sur qui il pouvait compter parce qu'il n'a pas de parti fort et d'appareil à lui »**

Claude Lelièvre Historien

placé sous l'autorité du préfet de région, le recteur est un haut fonctionnaire qui a, depuis Napoléon, une certaine autonomie et peut impulser, aussi, une politique régionale. La présidence Macron n'a pas procédé par grandes vagues de renouvellement, mais par petites touches. « Le chef de l'État a eu le souci de nommer des obligés et des hommes sur qui il pouvait compter parce qu'il n'a pas de parti fort et d'appareil à lui », estime Claude Lelièvre.

Que se passera-t-il au lendemain des législatives et de la constitution du nouveau gouvernement ? « Ce sera inédit. Les choses seront compliquées, qu'il y ait une majorité relative ou absolue. Les nominations de recteurs ont lieu après une concertation entre les conseillers éducation du président, du premier ministre et du ministre de l'Éducation nationale. Il faut réussir à s'entendre à demi », résume l'historien. Lors des deux cohabitations sous François Mitterrand, les centristes René Monory et François Bayrou avaient piloté la Rue de Grenelle. Sous la cohabitation Chirac-Jospin, les socialistes Claude Allègre et Jack Lang avaient occupé la fonction. ■

## Entre la France et l'Angleterre, l'incessante ronde des « small boats »

Jean-Marc Leclerc

Avec 140 tentatives de traversées par jour, dont les deux tiers réussissent, le flux de migrants s'intensifie dans la Manche malgré les contrôles.

**U**n bateau bondé de 77 migrants, arrivé sur les côtes anglaises le 29 juin; quatre autres, transportant en tout 150 passagers clandestins, arrivés le 26; trois autres encore, chargés de 144 personnes au total, arrivés le 25; enfin, quatre bateaux, embarquant 257 migrants au total, arrivés le 23 juin... La transparence à l'anglo-saxonne n'a décidément rien à voir avec ce qui se pratique en France, quand il s'agit de données liées à l'immigration ou à l'insécurité : les informations sont délivrées quasiment en temps réel et rien n'est occulté.

Sur le portail du gouvernement britannique, à la rubrique des « arrivées de « small boats » sur les « sept derniers jours », se dessine en filigrane l'âpre combat mené par les autorités pour endiguer les flux migratoires vers l'Angleterre, principalement depuis la France. Ces chiffres attestent que la puissante communication de Londres sur sa politique de transfert des illégaux vers le Rwanda, pour les dissuader de venir, n'a pas encore produit l'effet dissuasif escompté. Les premiers vols sont promis pour ce mois de juillet.

Pour la seule semaine du 10 au 16 juin, pas moins de 1 470 migrants ont atteint les côtes anglaises, sur 24 embarcations. Tandis que, côté français, le départ de dix small boats et de 371 migrants au total, a pu être empêché. Ceux-là ont bien été forcés de renon-

cer, mais pour combien de temps ? « Ils retenteront leur chance, pour une large part », concède un garde-côte français œuvrant pour le Cross Gris-Nez, ce centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage maritimes, bien occupé l'été.

Dans la nuit du 23 au 24 juin, au niveau de Sangatte (Pas-de-Calais), cet organisme a coordonné le secours d'une embarcation en difficulté dans la Manche. À son bord se trouvaient 69 migrants. Il a également fallu secourir, cette nuit-là, une autre embarcation transportant quant à elle 10 personnes. Aucune victime n'a été à déplorer mais l'année 2024 a déjà connu son lot de drames. Comme dans la nuit du 22 au 23 avril, où cinq migrants au moins, dont un enfant, sont morts noyés dans l'eau glacée, au niveau de la plage de Wimereux (Pas-de-Calais).

Derrière l'exploitation de cette détresse humaine, se cachent des réseaux criminels qui prospèrent : « Environ 3 000 euros la traversée pour chaque migrant », affirme un officier de Frontex. Selon lui, « ce marché est très lucratif et dès qu'une tête de réseau tombe, une autre prend aussitôt sa place ».

La ronde incessante des boat people de la Manche alimente donc inexorablement les tableaux Excel de la statistique britannique. Dans les colonnes de gauche s'empile la comptabilité des passages, avec des semaines parfois

dantesques : 3 564 passages sur 77 bateaux la semaine du 28 août 2022, record absolu; alors que se distinguait, l'année suivante, la semaine du 16 juin 2023 (2 159 passages sur 43 bateaux). On le voit dans les chiffres : les passeurs recourent à moins d'embarcations, au fil des ans, mais les bateaux sont nettement plus chargés aujourd'hui.

**« Nous travaillons en amont avec des partenaires internationaux, en réprimant les bandes criminelles, en renforçant les contrôles et en travaillant avec les Français pour empêcher davantage de passages »**

Un porte-parole du ministère de l'Intérieur britannique

En 2024, un vent d'espoir commence tout de même à se lever. De nouvelles colonnes sont apparues dans les tableaux du Home Office. On y compile manifestement des chiffres collationnés côté français : 30 tentatives de mise à la mer empêchées, la semaine du 5 mai dernier, pour 849 migrants restés sur les plages, par exemple. La liste des arrivées demeure néanmoins la plus

fournie. Preuve que les autorités ont encore un sérieux effort à fournir. Pour l'heure, elles ne parviennent, en France, à retenir qu'un tiers des candidats au passage.

Les données mises à disposition par l'agence européenne de surveillance des frontières, Frontex, complètent ce tableau mitigé. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, le nombre de traversées vers les côtes anglaises a augmenté de 40 %, passant de 15 855 traversées pour les cinq premiers mois de l'année 2023 à 21 820 pour la même période de 2024. En ajoutant le mois de juin qui vient de s'achever, le seuil de 25 000 tentatives sera largement dépassé. Ce qui fait un nombre moyen de traversées de l'ordre de 140 par jour. Soit, au quotidien, quasiment une centaine de traversées réussies en moyenne.

Un porte-parole du ministère de l'Intérieur britannique déclare : « Nous continuons à travailler en étroite collaboration avec nos partenaires français pour empêcher les passages et sauver des vies. » En arrière-plan, il assure que la police britannique, avec ses partenaires internationaux, a contribué au « démantèlement de 82 groupes du crime organisé depuis juillet 2020 ». Et il s'en félicite : « Nous travaillons en amont avec des partenaires internationaux, en réprimant les bandes criminelles, en renforçant les contrôles et en travaillant avec les Français pour empêcher davantage de passages. »

Il le déplore également : « La police française est confrontée à une violence et à des perturbations croissantes sur ses plages, alors qu'elle travaille sans relâche pour empêcher les traversées. » Selon lui, « l'année dernière, elle a empêché plus de 26 000 de ces tentatives de traversées dangereuses, illégales et inutiles ». Mais les forces de l'ordre françaises auront également vu filer, l'an dernier, vers les côtes britanniques, au moins 30 000 migrants.

Cette année, selon Frontex, les candidats au passage sont majoritairement afghans, vietnamiens et iraniens, les flux des Syriens ayant nettement diminué. « Ce sont quasiment tous des migrants économiques », constate un expert de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII).

L'éventualité d'un gouvernement confié au chef du Rassemblement national, Jordan Bardella, après les législatives, avec son allié Eric Ciotti, n'est pas pour rassurer à Londres. L'intérêt, s'il devait accéder à Matignon, pourrait-il revenir sur cette politique des accords de Sandhurst qui consiste à faire des Français les gardes-frontières des Anglais en retenant, contre espèce sonnante et trébuchante, des migrants qui n'aspirent qu'à rejoindre l'Eldorado britannique ? Ce pourrait être à l'évidence l'un des premiers sujets épineux à aborder avec le chef de l'État, en cas de victoire du camp nationaliste. ■

Tristan Vey

Des chercheurs ont identifié dans le génome des bactéries un mécanisme qui semble bien plus efficace que la technique des « ciseaux génétiques » CRISPR-Cas9.

**R**etenez bien ces noms : Patrick Hsu et Hiroshi Nishimasu. Ces deux biologistes, respectivement de l'université de Californie à Berkeley et de l'université de Tokyo, pourraient bien se retrouver très prochainement tout en haut de la liste des prétendants au prix Nobel de médecine. Si leurs récents travaux parus dans *Nature* demandent encore à être répliqués et approfondis, ils laissent entrevoir une véritable révolution dans l'édition génomique, comparable à celle amorcée en 2012 grâce aux ciseaux génétiques CRISPR-Cas9. Rien de moins.

Les deux chercheurs ont en effet identifié dans le génome des bactéries un nouvel outil, qu'ils ont baptisé « pont ARN », qui permet dans un même élan de sélectionner très précisément un morceau de code génétique pour le recopier à un endroit très déterminé d'une autre molécule d'ADN, sans laisser la moindre « cicatrice » de l'opération. « Ce système de pont ARN est un mécanisme fondamentalement nouveau pour la programmation biologique », a déclaré Patrick Hsu, auteur principal du premier article, qui décrit cette méthode. « Il pourrait permettre de franchir un nouveau cap dans l'édition génomique, en passant de l'édition d'une lettre ou d'un gène à la modification de milliers, voire de millions, de lettres du code génétique d'un seul coup. »

Aussi révolutionnaire soit-elle, la technique des ciseaux génétiques qui avait valu un Nobel en 2020 à Emmanuelle Charpentier et Jennifer Doudna restait en effet limitée. « Les outils d'édition génétique CRISPR-Cas9 (...) désactivent efficacement des gènes spécifiques en générant des mutations, ce qui constitue leur principal atout. Mais la substitution précise de nucléotides (les lettres du génome) ou l'insertion, la suppression ou l'inversion de fragments d'ADN significatifs est moins fiable, avec des niveaux d'incertitude élevés », rappelle en effet Lluís Montoliu, professeur au Centre national de biotechnologie espagnol, à Madrid, qui n'a pas participé à ces travaux. Si de grands progrès ont été faits, petit à petit, « la manipulation de grands segments du génome pour les insérer, les supprimer ou les inverser reste un défi », poursuit le chercheur.

« Les techniques CRISPR-Cas9 font des coupures doubles brins et demandent



Un nouvel outil, baptisé « pont ARN », permet de sélectionner un morceau de code génétique pour le recopier à un endroit très précis d'une autre molécule d'ADN, sans laisser la moindre « cicatrice » de l'opération. VISUAL SCIENCE

## Une technique pourrait révolutionner la modification génétique

L'intervention de la machinerie cellulaire pour réparer la molécule ADN, avec un risque important d'introduire des erreurs », appuie Catherine Guynet, chargée de recherche CNRS au Laboratoire de microbiologie et génétique moléculaires-Centre de biologie intégrative (LMGM-CBI) de Toulouse.

### Plus efficace et plus fiable

C'est en se penchant sur les « séquences d'insertion » (ou IS) bactériennes que les chercheurs ont trouvé un nouvel outil, semble-t-il plus efficace et plus fiable. « Ce sont de petites séquences d'ADN qui sont capables, dans certaines conditions, de se déplacer pour aller s'insérer dans d'autres endroits du génome ou dans des plasmides (des petites molécules d'ADN circulaires distinctes de l'ADN chromosomique qui se baladent dans la bactérie, NDLR) », explique Patricia Siguer, ingénieur d'études CNRS au LMGM-CBI et responsable d'ISfinder, le centre de référence international de ces séquences d'insertion bactériennes. « Nous avons recensé près de 6 000 de ces séquences, qui sont réparties en une trentaine de familles. »

En schématisant, une IS est une séquence d'ADN dont une partie (un gène) code la fabrication d'une enzyme lui permettant de catalyser son propre déplacement, et des extrémités reconnues par l'enzyme pour initier ce processus. Ce que Patrick Hsu et son équipe ont découvert, c'est que les séquences d'insertion de la famille IS110 étaient constituées d'un gène codant pour une enzyme, appelée recombinase, et d'une séquence d'ARN particulièrement intéressante, car celle-ci porte deux guides qui vont permettre de reconnaître et de positionner très précisément à la fois l'IS sur la séquence de l'ADN « donneur » qu'on veut insérer et la séquence d'ADN à modifier (le « receveur »). L'originalité de ce travail réside dans le fait que les deux brins d'ADN de chaque partenaire (donneur et receveur) sont reconnus par les guides. La recombinase produite se fixe sur ce complexe (guides + donneur + receveur) et procède ensuite à l'insertion de la copie d'ADN du donneur dans le receveur. Les chercheurs ont ensuite montré qu'il était possible de modifier à l'envi chacun de ces deux guides, permettant de choisir à la fois

précisément le morceau d'ADN que l'on veut copier, mais aussi l'endroit où l'on veut l'insérer.

### « C'est un système clé en main »

Dans un deuxième article, supervisé par Hiroshi Nishimasu, les chercheurs ont décrit en détail, grâce à des techniques de cryomicroscopie électronique, ce qui se produisait précisément à différents moments clés de la réaction enzymatique, permettant d'expliquer pourquoi la copie était aussi précise, propre et efficace, sans entraîner par exemple la duplication involontaire de séquences proches.

« Toute l'opération se déroule dans un même complexe moléculaire, avec une reconnaissance de l'ADN cible et de l'ADN donneur, ce qui confère une grande sécurité à l'opération », analyse par ailleurs Catherine Guynet, chargée de recherche CNRS au LMGM-CBI. « L'idée d'utiliser des IS qui utilisent un guide ARN était dans l'air du temps, et nous étions nombreux à y penser. Mais ce qu'ils ont réussi est très fort, c'est un très gros travail. Ils ont décrit le mécanisme complet,

qui restait jusqu'alors un mystère dans la communauté scientifique, et démontré qu'il était possible de le détourner pour l'utiliser à des fins de bio-ingénierie avec des résultats extrêmement prometteurs. C'est un système clé en main qui permet théoriquement de faire toutes les opérations sur l'ADN (insérer, éliminer, inverser des morceaux d'ADN) à façon. »

Seul bémol, de l'aveu des chercheurs eux-mêmes, les manipulations génétiques avec ce pont ARN n'ont pour l'instant été réalisées qu'en vitro, ou in vivo dans des bactéries *E. coli*. Il va maintenant falloir faire toutes les méthodes fonctionnent également dans des cellules végétales et animales plus complexes, notamment chez des mammifères. « On peut espérer que cela fonctionne, mais nous devons attendre de voir ces résultats avant de nous enthousiasmer pour (ce nouveau) système d'édition, qui promet de résoudre les lacunes des systèmes CRISPR », souligne Lluís Montoliu. Avec à la clé la guérison potentielle de très nombreuses maladies congénitales encore difficile à traiter avec les techniques actuelles. Autant dire que l'espoir est immense. ■

## JO : un programme aide les athlètes à mieux résister à la canicule

Vincent Bordenave

De plus en plus de centres sportifs s'équipent de matériel permettant l'acclimatation à la chaleur avant les épreuves des Jeux olympiques.

**N**ul ne sait encore si l'été sera chaud ou si le temps printanier que nous connaissons en ce moment se poursuivra pendant les Jeux olympiques. Mais la probabilité de connaître au moins une vague caniculaire à Paris fin juillet et début août est forte. Face à ce risque, les athlètes s'organisent. Dans certains cas, dans les disciplines dites « explosives », comme le sprint ou le lancer du poids, la chaleur peut être un atout (elle assure une meilleure conduction nerveuse et donc une meilleure contractilité musculaire). Mais, dans la majorité des sports, produire un effort sous 40 °C est bien plus coûteux et risqué que de le faire à des températures plus habituelles.

« Fort heureusement l'organisme est bien fait et on peut s'acclimater à la chaleur », explique Franck Brocherie. Ce scientifique expert en physiologie à l'Insep pilote un programme de recherche financé par le gouvernement, qui vise à optimiser la performance des athlètes grâce à l'utilisation des stress environ-

nementaux, incluant ainsi les capacités d'acclimatation. « On s'appuie principalement sur six fédérations (kayak, cyclisme, judo, lutte, natation et rugby). Mais on note ces dernières années une véritable prise de conscience des disciplines qui sont confrontées à un nombre croissant d'événements climatiques extrêmes lors de compétitions sportives. En France, de plus en plus de centres s'équipent d'un matériel similaire à celui de l'Insep, permettant l'acclimatation à la chaleur. »

Cet équipement est assez simple. À l'Insep, c'est une petite pièce en bois, que l'on pourrait comparer à un grand sauna. Les athlètes s'installent et, sous une température comprise entre 35 °C et 40 °C, ils vont produire un effort intense pendant plus d'une heure. « On va aussi varier le taux d'humidité en fonction des climats où les épreuves auront lieu, précise le scientifique. Avec un entraînement spécifique et à raison d'une heure par jour pendant une quinzaine de jours avant l'épreuve, on peut limiter l'impact des fortes températures sur l'organisme. » Tou-

tes les constantes physiologiques des sportifs sont scrutées de près. Ils avalent un comprimé qui va mesurer leur température centrale tout au long de l'effort. « Le but de l'acclimatation est de retarder le plus possible le moment où le corps atteint les 38 °C », précise Franck Brocherie. Après quinze jours avec ces exercices, la température centrale va être plus faible au départ et le temps pour arriver à une tem-

**« Le but de l'acclimatation est de retarder le plus possible le moment où le corps atteint les 38 °C. Après quinze jours avec ces exercices, la température centrale va être plus faible au départ et le temps pour arriver à une température critique va être plus long »**

**Franck Brocherie**

Expert en physiologie à l'Insep

pérature critique va être plus long. » Une fois l'athlète acclimaté, les scientifiques constatent une diminution de la température centrale et de la fréquence cardiaque, mais aussi une augmentation du volume sanguin qui in fine participe à une amélioration de la performance. « Mais on ne se contente pas de ça, précise le chercheur. On va également surveiller la sudation en récupérant la sueur et en analysant son contenu. »

Plus un athlète s'acclimite à la chaleur, plus il transpire pendant l'effort. La sueur va permettre de réguler la température interne. « Ce qui est important pour nous, c'est le niveau d'électrolytes, ajoute Franck Brocherie. Ces minéraux présents dans le corps humain permettent notamment de stabiliser le bon fonctionnement cellulaire, tout en maintenant le niveau d'hydratation du corps. Plus on transpire, plus le niveau d'électrolytes diminue, ce qui accélère la déshydratation. En revanche, quand le corps s'habitue à la chaleur, la sueur s'appauvrit en électrolytes. Ils restent donc dans l'organisme et lui

permettent de mieux fonctionner. On peut également pratiquer des prélèvements sanguins pour vérifier les volumes plasmatiques, mais c'est un peu trop invasif. »

Dans certaines disciplines, comme le rugby à 7, les équipes de France font le choix de partir dans un environnement particulièrement chaud juste avant les Jeux. « Le lieu est encore confidentiel, mais l'objectif est de se retrouver dans un pays où on a la certitude qu'au mois de juillet les températures ne baissent pas sous la barre des 35 °C, précise Franck Brocherie. Les séances d'entraînement respecteront les horaires qui correspondent aux heures de match planifiées pendant les Jeux. » Les effets de cette acclimatation ne sont pas permanents, c'est pourquoi cet entraînement intensif doit avoir lieu avant les épreuves. « C'est peut-être le volet le plus compliqué, juge l'expert. Il faut intégrer dans la préparation de tous les athlètes cette fenêtre indispensable dans la dernière ligne droite, alors que bien d'autres paramètres sportifs peuvent entrer en compte. » ■



# Tour de France : déjà les Alpes pour les favoris

Armel Le Bescon Envoyé spécial à Turin

Pour cause de parcours inédit, Pogacar et Vingegaard se livrent à une première passe d'armes en altitude dès ce mardi.

L'excitation n'est pas retombée après trois étapes où le poulx du peloton battait fort en Italie. Les victoires de Romain Bardet et de Kévin Vauquelin ont ranimé la flamme d'un cyclisme français rarement à pareille fête en début de Tour. Pourtant, le retour sur le sol français ne sera pas une parade. La route se dresse salement dans les Alpes, avec une étape de haute montagne vers Valloire. En sortant d'Italie, l'organisation n'avait pas le choix, comme nous l'explique Christian Prudhomme, le directeur du Tour : « On monte très haut très tôt, avec Sestrières et le col du Galibier, ce qui n'était jamais arrivé dès le quatrième jour. Le rendez-vous est important pour les favoris. »

Une étape encore dans le souvenir d'une légende italienne, Fausto Coppi, lorsque le Campionissimo s'était offert la victoire d'étape à Sestrières le 6 juillet 1952. Un Tour que Fausto Coppi avait survolé de la tête et des épaules après avoir exécuté Jean Robic en montagne. Sans nul doute, Tadej Pogacar aimerait repousser Jonas Vingegaard un peu plus loin dans le classement général. Mais les deux ascensions de San Luca dans la 2<sup>e</sup> étape lui ont fait comprendre que ce ne sera pas facile. Le Danois, hors jeu de toutes compétitions depuis pratiquement trois mois, a répondu favorablement au test de Pogacar. Et on a observé que le Slovène riait jaune lors du podium protocolaire dimanche soir.

## « Un maximum de dénivelé »

Chez Visma, en revanche, l'atmosphère est détendue. « Jonas est bien pour l'instant. Il est content de son début de Tour. On reste toujours prudent évidemment, car aujourd'hui c'est plus qu'un test, on est en haute montagne » note Frans Maassen, le directeur sportif de Visma-Lease a Bike. Il n'en dira pas plus, coupant court à toute idée d'échafaudage de stratégie vers Valloire. Il a fallu panser les plaies de Wout Van Aert et de Matteo Jorgenson, tombés vers Bologne avant d'affronter la première bataille alpestre dans de bonnes conditions. Assez paradoxalement, c'est bien chez UAE Team Emirates qu'on doit revoir sa copie. Rien d'alarmant, évidemment, mais il est clair que Pogacar, malgré une attaque foudroyante dans San Luca, n'a pas distancé Vingegaard. Le manager général de l'équipe Emirate, Fernandez Matxin, mesure l'ampleur de la tâche. « On a déjà eu des étapes difficiles, alors les coureurs ne sont pas surpris, mais

avec deux cols à plus de 2000 mètres d'altitude, dont le Galibier en hors catégorie, on change de dimension. On est en haute montagne avec tout ce que cela implique en termes de stratégies. »

Tadej Pogacar a tout intérêt à remettre la pression sur Vingegaard. C'est

l'avis de Thierry Bricaud, le directeur sportif de la Groupama-FDJ, observateur du jeu des grimpeurs avec sa petite perle, Lenny Martinez : « Sur un format d'étape aussi court - 138 km -, mais avec autant de difficultés concentrées, je pense que UAE va durcir la course assez tôt.

## Girmay, premier Érythréen à lever les bras sur le Tour, Pogacar laisse le jaune à Carapaz

En costaud, Biniam Girmay (Intermarché) s'est imposé à Turin au terme d'une troisième étape longue de 230 kilomètres. Le coureur de 24 ans a signé la première victoire érythréenne sur le Tour de France - la première de l'Afrique subsaharienne - en coupant la ligne devant Fernando Gaviria (Movistar) et Arnaud De Lie (Lotto-Dstny). Premier Français, Bryan Coquard (Cofidis) a pris la 10<sup>e</sup> place.

Le final a été marqué par une lourde chute mettant au sol de nombreux coureurs, dont Jasper Philipsen, le maillot vert sortant et grand favori à sa propre succession. De son côté, Richard Carapaz - arrivé 14<sup>e</sup> de l'étape - s'est emparé de la tunique jaune de leader aux dépens de Tadej Pogacar. Ce mardi, le Slovène aura l'occasion de la reprendre en arpentant les premiers gros pourcentages alpestres. T. L.-B.

C'est dans leur intérêt alors que l'équipe Visma sera beaucoup plus dans le contrôle autour de Vingegaard. Matxin a le road book bien en tête et une lecture pointue du parcours. « Le Galibier est toujours difficile, mais le côté par le col du Lautaret n'est pas le plus simple à gérer. Entre Sestrières et le Galibier, avec le col de Montgenèvre, on est sur une étape extrêmement difficile avec un maximum de dénivelé sur seulement 119 km ! L'étape est compliquée d'abord pour cette raison, mais aussi en raison des trois enchaînements de cols. »

Sur une étape comportant 3800 mètres de dénivelé, la bataille s'annonce grandiose entre les favoris du Tour. Thierry Bricaud espère aussi un autre scénario si UAE ne déclenche pas la bataille dans Sestrières : « Je pense que ça peut être la journée des grimpeurs qui sont déjà écartés dans la course au classement général. Cette étape vient trop tôt pour David (Gaudu touché par le Covid-19 avant le Tour, NDLR) mais Lenny

(Martinez) est intéressé par ce schéma de course. Je suis convaincu qu'il y aura des surprises dans cette étape. »

Est-ce que Primoz Roglic, un des favoris de cette 111<sup>e</sup> édition, fera partie de cette pochette-surprise ? Le Slovène n'était pas à son avantage en Italie. Le triple vainqueur de la Vuelta n'a plus de temps à perdre. Dans le paddock UAE, Matxin se projette avec sa Dream Team équipée de toutes pièces haute montagne : « Je pense qu'il y aura une sélection naturelle avec les meilleurs grimpeurs. On n'est plus dans le positionnement, comme dans l'ascension de San Luca à Bologne. On sera beaucoup plus dans un schéma de contrôle et de gestion car l'ascension du Galibier est très longue. Je ne dis pas que c'est l'étape reine du Tour, mais c'est quand même une étape clé. » Si l'objectif des grimpeurs est de trouver l'ouverture, Tadej Pogacar dispose bien des meilleures clés justement. Même avec 19 km de descente après le passage au sommet Henri-Desgrange, au sommet du Galibier. ■



L'Érythréen Biniam Girmay a remporté au sprint la troisième étape, lundi, à Turin. STEPHANE MAHE/REUTERS

# Wimbledon : Djokovic revoit la vie en vert

Romain Schneider

Remis d'une opération au ménisque, le Serbe va tenter de remporter un huitième Grand Chelem londonien.

Impossible n'est décidément jamais pour Novak Djokovic. Opéré du ménisque médial du genou droit, il y a trois semaines à Paris, dans la foulée de son forfait avant les quarts, le septuple lauréat à Church Road a rebondi très vite. « Je suis confiant sur l'état de mon genou, jusqu'à présent il répond très bien, a-t-il assuré en conférence de presse. S'il avait gonflé, j'aurais ralenti et ma participation aurait été remise en question. J'ai parlé à des athlètes comme Stan Wawrinka ou Lindsey Vonn, qui ont partagé leurs expériences. Cela m'a vraiment donné la foi et l'optimisme que, si la rééducation était bien faite et si le genou réagissait bien -, il y aurait de bonnes chances que je sois à Wimbledon. »

Le « Djoker » ne voulait pas manquer une participation dans le « temple du tennis », l'un de ses terrains de jeu favoris. « Le simple fait de penser que je pouvais manquer ce tournoi ne me convenait pas. Je ne voulais pas avoir à gérer ça », explique-t-il. Et tant pis si le passage sur gazon n'apparaît pas idéal dans l'optique de le repasser sur terre battue pour disputer le JO de Paris fin juillet. Le titre olympique étant le seul grand titre qui manque au chasseur de records.

« Je ne dirais pas que j'ai peur de manquer quelque chose, mais plutôt que j'ai un désir incroyable de jouer. Particulièrement parce que c'est Wimbledon, le tournoi qui a toujours été un rêve pour moi quand j'étais enfant. » « Il est surhumain », a déclaré Carlos Alcaraz admiratif vis-à-vis de son aîné. « Non, c'est Taylor Fritz qui l'est », a répondu, souriant aux lèvres, le Serbe. L'Américain, victime de la même blessure il y a trois ans à Roland-Garros avait, il est vrai, disputé Wimbledon, trois semaines plus tard...

## Un tour de chauffe

Une certitude : bon pied, bon œil, impossible de ne pas mettre Djokovic dans la liste des favoris dans son jardin anglais. « Comme je l'ai dit il y a quelques jours, je ne suis pas venu ici pour jouer quelques tours. Je veux vraiment aller chercher le titre », assure le Serbe de 37 ans qui vise un huitième sacre à Wimbledon pour égaler le record de Roger Federer, et porter à 25 son propre record de titres du Grand Chelem et ainsi prendre sa tête, en solo et tous genres confondus, des plus titrés en Grand Chelem.

Le natif de Belgrade affronte ce mardi

le qualifié tchèque Vit Kopriva. Un tour de chauffe, a priori. Pour glaner des repères et de la confiance. Le Serbe ne compte pas en tout cas prendre de précaution particulière : « Je ne me vois pas me retenir, ou calculer et faire attention à mes mouvements. J'irai à fond, comme je le fais depuis le début de ma carrière. »

« Nole » n'a plus disputé une seule finale depuis celle du Masters en novembre 2023, remportée face à Janik Sinner. Une disette inhabituelle pour l'insatiable. Mais à Wimbledon, il reverdit souvent. Le 15 juillet 2018, alors que l'équipe de France de football était sacrée championne du monde en Russie, Wimbledon devenait terre de résurrection du Serbe, alors en plein doute. Depuis son abandon en quarts de finale de l'édition 2017, le chasseur de records a été vaincu dans son antre, jusqu'à sa défaite en cinq sets en finale la saison dernière, à l'issue d'un sublime duel contre Carlos Alcaraz. Terrasser Djokovic sur le Centre Court de Wimbledon ces dix dernières années s'apparentait à un défi presque aussi impossible que de battre Rafael Nadal sur le Philippe-Charrier de Roland-Garros. Septuple lauréat et quadruple champion en titre, Djokovic n'avait plus perdu sur le Court cen-

tral de Church Road depuis dix ans et une finale contre Andy Murray. Et, si la route est encore longue, le Serbe pourrait retrouver en finale le prodige espagnol de 21 ans pour une revanche.

Si le gamin de Murcie a eu un peu de mal à digérer ce sacre inattendu de la saison dernière, il a rappelé quel champion il était en remportant son premier Roland-Garros, il y a un mois. Bien que battu dès le 2<sup>e</sup> tour du Queen's, dont il était le tenant du titre, le numéro 3 mondial avait prouvé qu'il avait le pied vert la saison dernière. « Après ma défaite au Queen's, j'ai commencé dès le lendemain à travailler mes déplacements, mes coups, pour me sentir plus à l'aise sur le gazon. Et j'ai fait de très bons entraînements avec de grands joueurs. Je peux dire que je suis prêt. »

Comme le veut la tradition, Alcaraz, en tant que tenant du titre, a ouvert le bal lundi sur le Centre Court face au modeste Mark Lajal (262<sup>e</sup> mondial). L'Italien Janik Sinner, qui participe à son premier Majeur en tant que n°1 mondial et qui pourrait retrouver Alcaraz en demi-finale, semble le mieux armé pour empêcher un remake de la finale de 2023 et Djokovic de se replacer au centre du jeu. ■

## ZOOM

### Euro 2024 : la France se faufile en quarts de finale sans briller

Les Bleus ont, contre la Belgique de Kevin De Bruyne, longtemps joué avec le frein à main et la peur au ventre, tenté sans réussite, avant de trouver l'ouverture sur un but de Randal Kolo Muani (85<sup>e</sup>) après une frappe contrée par Jan Vertonghen. Épilogue heureux (1-0) d'un match fermé durant lequel l'équipe de France a souffert, manquant de spontanéité, de vitesse d'inspiration et de réussite, avant de sortir un peu de sa coquille, de se montrer légèrement plus audacieuse après la pause. Mais en continuant à exposer le visage traîné depuis le début de la compétition, se montrant solide (à l'image de Hernandez) mais manquant cruellement d'efficacité. Tchouaméni (48<sup>e</sup> et 68<sup>e</sup>), Thuram (50<sup>e</sup>) et Mbappé (53<sup>e</sup> et 78<sup>e</sup>) n'attrapant que rarement le caduc (2 tirs sur 18). Au coup de sifflet final, il y avait plus de soulagement que de fierté. Kylian Mbappé, très discret, et les Bleus se sont contentés du minimum contre des Belges, qui n'auront pas pu savourer la revanche de la demi-finale de la Coupe du monde 2018... Pour une place en demi-finale, l'équipe de France affrontera (vendredi à Hambourg à 21h) le Portugal ou la Sloénie, qui étaient opposés lundi soir.

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

Elles doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Courriel [carnetdujour@media.figaro.fr](mailto:carnetdujour@media.figaro.fr)  
Téléphone 0156 52 27 27  
sur notre site [carnetdujour.lefigaro.fr](http://carnetdujour.lefigaro.fr)

Reprise des annonces sur : [carnetdujour.lefigaro.fr](http://carnetdujour.lefigaro.fr)  
[www.dansnoscoeurs.fr](http://www.dansnoscoeurs.fr)

Tel Abonnements : 0170 37 3170

anniversaires

Joyeux anniversaire à mon cher époux,  
Gaspard BILLET

Je t'aime plus qu'hier et bien moins que demain, Laetitia.

deuils

Saint-Pierre-de-Cormelles (Eure), Paris (1<sup>er</sup>), Pommiers (Rhône).

M. André Aurion, son époux,

Laurent, Céline, Bénédicte, ses enfants, et leur époux et épouse, Maud et Benjamin,

Lewis, Colette et Lou, ses petits-enfants,

ses frères et sœurs, ses beaux-frères et belles-sœurs, ses neveux et ses nièces,

l'ensemble de la famille et ses amis

ont l'immense tristesse de vous faire part du décès de

Suzanne AURION née Laurer,

survenu le 27 juin 2024, à l'aube de ses 75 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 3 juillet, à 10 h 30, en l'église de Saint-Pierre-de-Cormelles.

Un registre de condoléances sera à votre disposition à l'entrée de l'église.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. André Aurion, 187-285, rue de Breards, 27260 Saint-Pierre-de-Cormelles.

Jacqueline Boulan, née Lepercq, son épouse, et Colas, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Thierry BOULAN  
survenu le 28 juin 2024, à l'âge de 84 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Louveciennes (Velines), le vendredi 5 juillet, à 10 heures.

Philippe et Aravny, Michel et Sylvie, ses enfants,

Christian Pellet, son gendre,

ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants

ont le chagrin de faire part du décès de

Mme Robert CRAPART née Paulette Caloud,

partie le 1<sup>er</sup> juillet 2024, à l'âge de 100 ans, rejoindre dans la Maison du Père son époux bien-aimé, Robert Crapart et sa fille chérie, Marie-Evelyne

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 9 juillet, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre, 90, avenue Achille-Peretti, à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine).

Résidence Club, 137, avenue Achille-Peretti, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Soustons (Landes), Saint-Jean-de-Luz, Bordeaux.

Mlle Christine Doussau, M. et Mme Vincent Doussau, ses enfants,

M. et Mme Edouard Chéreau, M. et Mme Jean-Charles Doussau, Vianney, Antoine, Baudoin Doussau, ses petits-enfants,

Aubin, Gabriel, Marie-Madeleine, Colombran, Aëlys, Sybille, Maria-Pia, Jacques, ses arrière-petits-enfants,

ont la douleur de vous faire part du rappel à Dieu de

M. Max DOUSSAU

le 29 juin 2024, dans sa 99<sup>e</sup> année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 5 juillet, à 15 heures, en l'église Saint-Pierre de Soustons.

Des registres de condoléances seront mis à disposition à l'entrée de l'église.

Le Minihic-sur-Rance (Ille-et-Vilaine).

Mme Jérôme Gouilly-Frossard, son épouse, Damien, Gaëlle (†), Florian, Malo, Gaëtan, ses enfants, ses belles-filles et ses petits-enfants

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

M. Jérôme GOUILLY-FROSSARD directeur de gestion de patrimoine privé,

survenu le 28 juin 2024, à l'âge de 71 ans, à Saint-Malo.

Effiat (Puy-de-Dôme).

Les familles Longevaille, Curmer, Rouin, Moroges, Ernst, Hénou, ses neveux, nièces, petits-neveux et arrière-petits-neveux,

ont la douleur de vous faire part du rappel à Dieu de

Mme Alain FALCON de LONGEVILLE née Chantal de Moroges, « Tante Tane »,

dans sa 97<sup>e</sup> année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 4 juillet 2024, à 14 h 30, en l'église Saint-Blaise d'Effiat, suivie de l'inhumation au cimetière d'Effiat.

Ni fleurs, ni plaques, ni couronnes.

Une messe sera célébrée ultérieurement en l'église Saint-François-Xavier, à Paris (7<sup>e</sup>).

La famille remercie toutes les personnes qui prendront part à sa peine.

le 30 juin 2024, dans sa 98<sup>e</sup> année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 3 juillet 2024, à 15 heures, en l'église de Pouzy-Mésangy (Allier), suivie de l'inhumation au cimetière de Pouzy-Mésangy.

« Le Seigneur est mon berger, je ne manque de rien. » Psaumes 23.

Mme Bernard Forterre, née Nicole Cailliez, son épouse,

Sandrine et Pierre-Yves Guillaumin, Ingrid et Sheddou Bruha, Virginie et Christopher Clarey, Marie-Meyril Forterre, ses enfants,

Maxime, Toscane, Sevine, Andrane, Virgile, Sebran, Kenyon, Eikan, Beryl, ses petits-enfants,

et toute sa famille

ont la tristesse de vous annoncer le décès de

Bernard FORTERRER X 59, génie maritime, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le mardi 25 juin 2024, dans sa 86<sup>e</sup> année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la chapelle Saint-Louis de l'Ecole militaire 13, place Joffre, Paris (7<sup>e</sup>), le jeudi 4 juillet 2024, à 10 h 30.

Ni fleurs ni couronnes, des dons peuvent être faits à l'association France Parkinson relationdonateur [franceparkinson.fr](http://franceparkinson.fr)

Cet avis tient lieu de faire-part.

Bouc-Bel-Air (Bouches-du-Rhône).

En union avec le docteur Denis Latil (†), son époux,

Olivier et Guylaine Latil d'Albertas, Bruno et Danielle Latil d'Albertas, Daniel et Nathalie Latil d'Albertas, ses fils et leurs épouses,

Denis, Antoine, Jean-Baptiste, Louis, Charlotte, Clément, Guillaume et Justine, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

Marie-Christine LATIL née d'Albertas,

le samedi 29 juin 2024.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 4 juillet, à 15 heures, en l'église de Bouc-Bel-Air.

Ils vous remercient pour vos prières.

La comtesse Juan de Liedekerke de Pailhe, son époux,

le comte (†) et la comtesse Gaëtan de Liedekerke de Pailhe, le comte et la comtesse Yves de Liedekerke de Pailhe, le comte Tanguy de Liedekerke de Pailhe et Mme Nathalie Kunkera, M. et Mme Charles-Henri Weymuller, M. et Mme Nicolas Bichot, M. et Mme Thomas de Saint-Leger, ses enfants et beaux-enfants,

Diego, Larissa, Sybille et Harold, Mélanie, Alexis et Lara, Grégoire, Louis et Aloïse, Alma, Zita, Hector, Eleonore et Athanase, Rodolphe, Henry, Violette, Justine, ses petits-enfants, beaux-petits-enfants et leurs conjoints,

Gala, Iris et Jeanne, ses arrière-petites-filles,

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu du

comte Juan de LIEDEKERKE de PAILHE

le 30 juin 2024, dans sa 98<sup>e</sup> année.

La messe d'obsèques sera célébrée le jeudi 4 juillet 2024, à 11 heures, en l'église Saint-Amand de Bordeaux-Cauderan, suivie de l'inhumation au cimetière de la Chartreuse.

Véronique et Olivier, ses enfants,

Shirine, Joseph et Chrismael, ses petits-enfants, Julien et Karl, ses gendres, Philippe, son frère, et Nathalie

ainsi que ses proches amis et sa famille

partagent leur émotion suite au décès de

Christine MARTY née Jaeger,

survenu dans sa 75<sup>e</sup> année, à Paris, le 25 juin 2024.

Elle nous a quittés en paix après plusieurs années de lutte ardente contre la maladie.

L'enterrement aura lieu au cimetière de l'Orme à Moineaux, à Courtabœuf, aux Ulis, le jeudi 4 juillet, à 9 h 45.

Le capitaine de vaisseau (e.r.) Jean-Yves Béquignon, son époux,

Laurence Mazevet, sa sœur, et son conjoint Patrick Schargrod, Gabrielle, Mael (†), Pierre, sa nièce et ses neveux,

ont la douleur de vous faire part du décès du

docteur Dominique MAZEVET praticien hospitalier à l'APHP,

survenu dans sa 61<sup>e</sup> année, le 28 juin 2024.

La cérémonie aura lieu le vendredi 5 juillet, à 10 heures, au crématorium du Mont-Valérien, rue du Calvaire, à Nanterre. Ni fleurs ni couronnes.

Selon son souhait, un don peut être adressé à la Société protectrice des animaux.

dominique.mazevet@gmail.com

Éric M. Nascimbene, son époux,

Gisèle et Alain Paolini, sa sœur et son frère, Cathy Paolini, sa nièce, et ses enfants : Marc Paolini et son épouse Margaux, née Gatineau, Léa Nobili,

les familles Paolini, Nascimbene, Luchetti, Dary, Raffalli, Pigozzi, Dubonnet, Berteaux

ont la tristesse de vous faire part du décès, le 27 juin 2024, de

Julie NASCIMBENE née Paolini.

La messe d'obsèques aura lieu le vendredi 5 juillet, à 10 heures, à Calvi, en l'église Sainte-Marie-Majeure, suivie de l'inhumation au cimetière de la Serra.

10, rue Jean-Macé, 75011 Paris. Clos Landry, 20260 Calvi.

julieeric@orange.fr

Lyon, Sautelle-sur-Rhône (Drôme), Oxford (Grande-Bretagne).

Nous sommes priés de vous faire part du décès de

Marie VAUGHAN WILLIAMS née Londres de Payen de l'Hôtel de Lagarde,

veuve du professeur Miles Vaughan Williams

survenu le 4 juin 2024, à l'âge de 97 ans, entourée de sa famille, à Eastbourne (Angleterre).

De la part de : ses enfants et petits-enfants, Dominique Vaughan Williams et Maggi Harvey, Armelle Wilkinson et son mari James, leurs fils et belle-fille, Hugh, Matthew et Isabel, Roland Vaughan Williams.

La cérémonie aura lieu le vendredi 19 juillet 2024, à 15 heures, en l'église de Sautelle-sur-Rhône (Drôme).

remerciements

Ses neveux et nièces, sa belle-sœur,

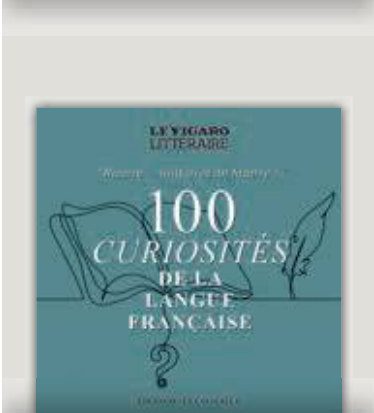
très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès du

lieutenant-colonel Paul PRIEUR

le 19 juin 2024,

vous prient de trouver ici leurs sincères remerciements.

Les éditions du Figaro En vente actuellement





Une naissance...

Demander le carnet par courriel : [prenoms@media.figaro.fr](mailto:prenoms@media.figaro.fr)

Téléphone : 01 56 52 27 27 [carnetdujour@media.figaro.fr](http://carnetdujour@media.figaro.fr)



NOUVEAUTÉ



Le président de la République, Vincent Auriol, (au centre avec les lunettes) et le président du Conseil, Robert Schuman (à sa droite), présentent, le 24 novembre 1947, à l'Élysée, leur gouvernement de coalition où coexistent des députés du centre gauche (François Mitterrand, deuxième derrière le président Auriol) et centre droit (René Pleven, deuxième à gauche, premier rang).



ACPIRCEMAN/INACES

# Majorités relatives, coalitions : ce que la IV<sup>e</sup> République peut nous apprendre



PAR  
Guillaume Perrault

Une coalition improbable pourrait être inéluctable au lendemain des législatives. Or, c'était l'usage sous la IV<sup>e</sup> République (1946-1958) et, contrairement à une opinion répandue, les gouvernements de l'époque ont eu, en matière d'ordre public en métropole et de redressement économique, un bilan remarquable.

La IV<sup>e</sup> République est née au milieu des pires difficultés. Pendant le deuxième conflit mondial, 600 000 Français ont été tués. Plus de deux millions d'autres (déportés, prisonniers de guerre, requis du STO) rentrent d'Allemagne. Dans les villes de Normandie dévastées par les bombardements alliés, la population vit dans des baraquements. Les carences alimentaires ont eu des conséquences pour la jeunesse : en moyenne, au même âge, un adolescent mesure plusieurs centimètres de moins en 1945 qu'en 1938. La mortalité infantile augmente. Les prix de détail ont quintuplé. L'affaiblissement de l'appareil productif et du réseau des transports est tel que, en 1947, les Français ont encore moins à manger que sous l'Occupation. La France n'évite la disette que grâce aux 400 000 tonnes de blé livrées par les États-Unis dès 1946.

Au plan politique, de Gaulle, président du gouvernement provisoire, démissionne le 20 janvier 1946. L'homme du 18 juin n'accepte pas le projet de Constitution conçu par l'Assemblée élue en octobre 1945 et où communistes et socialistes disposent de la majorité absolue. Mais ce projet, soumis à la nation par référendum en mai 1946, est rejeté (53 % de « non » avec une participation de 79 %). Les Français élisent donc une nouvelle Constituante chargée d'élaborer un autre projet institutionnel tirant les leçons de l'échec du premier. Lors de ces législatives de juin 1946, alors que la guerre froide se dessine, le corps électoral atténue le brutal coup de barre à gauche constaté aux législatives d'octobre 1945 : les démocrates-chrétiens atteignent 28 % des voix et deviennent cette fois-ci le PCF (26 %), qui perd son titre de premier parti de France. Lors des débats à l'Assemblée sur le projet de Constitution, la gauche admet quelques concessions. Le chef de l'État retrouve les mêmes prérogatives que sous la III<sup>e</sup> République. Une Chambre haute réapparaît, mais aux pouvoirs très amoindris par rapport à l'avant-guerre. Par ailleurs, l'empire colonial (Afrique occidentale française, Afrique équatoriale française, Madagascar, comptoirs des Indes, Indochine, Polynésie et Nouvelle-Calédonie) est transformé en une association de peuples égaux : l'Union française, formée de la France et des territoires et États associés.

Une coalition sera peut-être nécessaire si aucun parti n'a la majorité absolue. Or, c'était la règle sous la IV<sup>e</sup> République. Comment la France était-elle gouvernée ? Et ces gouvernements de coalition étaient-ils aussi impuissants qu'on l'a affirmé ? Premier volet de notre grand récit en deux parties.

Ses habitants obtiennent le droit d'élire des députés à l'Assemblée nationale à Paris (aux législatives de janvier 1956, tous les Français vivant dans un territoire de l'Union française désigneront ainsi un député au Palais Bourbon). Sous la III<sup>e</sup> République, ce droit était réservé aux « vieilles » colonies (Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion, communes libres du Sénégal). En octobre 1946, les Français approuvent par référendum cette Constitution (plus de 53 % de « oui »), mais l'abstention est élevée (32 %), signe du scepticisme d'une fraction du pays. Pour la troisième fois en treize mois, des législatives sont ensuite organisées (novembre 1946) et confirment un certain équilibre (plus de 53 % des électeurs votent pour un autre parti que le PCF et la SFIO). Le 16 janvier 1947, le Parlement, réuni en Congrès à Versailles, élit le socialiste Vincent Auriol président de la République dès le premier tour. Toutes les institutions de la IV<sup>e</sup> République sont enfin en place.

## Grèves insurrectionnelles

Or, le nouveau régime se heurte à l'hostilité d'une partie importante de la nation. En mai 1947, alors que le monde bascule dans la guerre froide, le président du Conseil, le socialiste Paul Ramadier, révoque les ministres communistes (qui siégeaient au gouvernement depuis la Libération), après que les

députés PCF eurent refusé la confiance au gouvernement. Le parti de Maurice Thorez et la CGT basculent dans une opposition frontale et virulente. Des grèves insurrectionnelles éclatent. Au même moment, de Gaulle fonde le Rassemblement du peuple français (RPF) et réclame une révision complète des institutions. Lors des municipales d'octobre 1947, dans un contexte de peur d'une troisième guerre mondiale, le PCF, qui affiche sa solidarité avec l'URSS de Staline, et le RPF obtiennent respectivement 25 % et 40 % des voix. Deux votants sur trois ont apporté leurs suffrages à l'une des deux formations politiques qui contestent le régime ou ses choix fondamentaux.

Confrontés à cette double opposition sur leur gauche et sur leur droite, les autres partis sont condamnés à former des gouvernements de coalition. On trouve là, soit tous ensemble soit dans des combinaisons aux contours variables, les socialistes de la SFIO, l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR), où coexistent des députés du centre gauche (François Mitterrand) et du centre droit (René Pleven), les radicaux-socialistes, très affaiblis à la Libération mais qui reconstituent leur électorat, les démocrates-chrétiens du MRP et la droite traditionnelle représentée par les modérés ainsi que les Indépendants et Paysans. Tous ces partis qui soutiennent la IV<sup>e</sup> République composent des gouvernements qu'on appelle aussitôt « la troisième force », car ils s'opposent à la fois aux communistes et aux gaullistes. Ce sont eux qui vont diriger la France de 1947 à 1958.

## Querelle scolaire et guerre d'Indochine

Or, les partis de « la troisième force » sont incapables de s'entendre sur de nombreux sujets et leurs attermoissements aggravent des problèmes connus de tous. De la querelle scolaire à la guerre d'Indochine, le président du Conseil ne peut assumer une position claire sans risquer d'être abandonné par un des partenaires de la coalition et renversé par l'Assemblée. Les ministres siègent au gouvernement en tant que délégués de leurs partis respectifs. Et ils exagèrent souvent leurs différends pour mobiliser leurs électeurs respectifs. La menace d'être renvoyé du gouvernement n'a pas de force dissuasive : sous la IV<sup>e</sup> République, les députés appelés au gouvernement conservent leur siège au Palais Bourbon. À l'époque, il n'existe pas d'incompatibilité entre un mandat parlementaire et la charge de ministre. Un député qui quitte le gouvernement, soit de sa propre initiative, soit parce que l'exécutif est renversé, n'a pas à affronter une législature partielle parfois risquée pour récupérer son siège. Une telle sécurité encourage la course au portefeuille ministériel et les manquements à la solidarité gouvernementale.

Sous la IV<sup>e</sup> République, les gouvernements sont ain-

si renversés en moyenne tous les sept mois. Antoine Pinay (Indépendants et Paysans), président du Conseil en 1952, tombe au bout de dix mois. Pierre Mendès France (radical-socialiste) doit faire ses valises en février 1955 après avoir passé huit mois à Matignon. Il suffit à Guy Mollet (SFIO) d'avoir tenu un an et trois mois, de février 1956 à mai 1957, pour détenir le record de longévité à Matignon sous ce régime. Les présidents du Conseil ont peu d'armes de procédure à leur disposition pour affirmer leur autorité. En décembre 1955, Edgar Faure, renversé, réagit en obtenant du président de la République, René Coty, la dissolution de l'Assemblée et des législatives anticipées. La Constitution de l'époque lui en donne le droit, et sa décision est conforme à l'esprit d'un régime parlementaire qui suppose une égalité des armes entre législatif et exécutif (l'Assemblée peut renverser le gouvernement, mais ce dernier a la faculté de dissoudre l'Assemblée). Or, Edgar Faure, aux législatives de janvier 1956 qu'il a provoquées, est désavoué par le suffrage universel. Une des causes parmi d'autres de son échec est que l'opinion semble avoir jugé cette dissolution, qui était la première depuis 79 ans, non conforme à la tradition républicaine qu'avait inaugurée un conflit politique célèbre entre Gambetta et le président Mac-Mahon en 1877 (nos éditions du 26 juin dernier).

La IV<sup>e</sup> République demeure donc un régime d'Assemblée, c'est-à-dire un régime parlementaire déséquilibré : le Palais Bourbon est omnipotent, se mêle de tout, prétend non seulement légiférer et contrôler, mais gouverner et harcèle les hôtes successifs de Matignon. Lorsque René Coty accueille à l'Élysée un nouveau président du Conseil, il lui dit : « J'ai vu, dans le fauteuil où vous êtes, Laniel complètement écrasé, sans parole. Edgar Faure réduit à rien, et Mendès dans un état de nerfs qui explique ses gaffes de la fin. Cette usure d'hommes énergiques m'épouvante » (Georgette Elgey, *Histoire de la IV<sup>e</sup> République*, Fayard). Des changements de cap politiques notables interviennent au cours d'une même législature au gré des majorités fluctuantes dans l'Hémicycle. Et les Français d'alloirs assistant en spectateurs à ces crises ministérielles périodiques, qui font le bonheur des chansonniers. Un essai subtil sur la vie parlementaire d'alors, dû à un Américain, Nathan Leites, s'intitule ainsi *La Maison sans fenêtres*. C'est une référence à une bizarrerie de l'architecture de l'Assemblée nationale : côté Seine, face au pont de la Concorde, le bâtiment n'a pas de fenêtre. L'auteur voit là, malicieusement, le symbole d'un Parlement fermé sur lui-même et paralysé.

Se contenter de dépeindre ces faiblesses de la IV<sup>e</sup> République donnerait cependant une image incomplète et injuste du régime d'alors. De nombreuses réalités contrebalançaient en partie les faiblesses qu'on vient de décrire. ■

Découvrez demain la seconde partie de ce récit.

# Les six leçons d'un scrutin historique

**A** bien des égards, le vote des législatives du 30 juin 2024 prend des allures de pendant inversé du 10 mai 1981, élection qui a porté François Mitterrand à la présidence française, il y a quarante-trois ans. Certaines franges de la droite avaient redouté l'arrivée des chars soviétiques à Paris. Cette fois, certaines franges de la gauche prédisent des « lynchages d'immigrés » par une extrême droite « décomplexée », tandis que le président de la République dit redouter la « guerre civile ». Cette montée verbale aux extrêmes ne préjuge pas de ce qui adviendra, mais révèle une situation pressentie comme inédite, inconcevable et préoccupante pour nombre de citoyens, plus d'un Français sur deux se déclarant inquiet pour les semaines et mois à venir. Pour autant, si le vote du second tour confirme la vague qui a porté le Rassemblement national aux européennes et au premier tour des législatives de ce 30 juin, l'inquiétude des Français n'empêche pas un citoyen sur trois de porter en tête l'alliance qui effraye leurs concitoyens.

Notre monde et notre pays n'ont plus beaucoup à voir avec ceux de 1981. Le changement promis par François Mitterrand lors de sa campagne a eu lieu au-delà de toute mesure. En deux générations, la France a cessé d'être ce qu'elle fut, changeant davantage que depuis la Révolution. Sa population a été recomposée, son économie désindustrialisée, sa dépendance à l'extérieur considérablement accrue ; elle a cessé d'être la grande puissance souveraine qu'elle fut en Europe, la « gardienne » de l'Afrique et un acteur majeur au Moyen-Orient. Surtout, sa culture et sa civilisation ont considérablement mué. La France des arts et des sciences ne parle plus au monde, même si le luxe et la mode, en s'américanisant, ont gardé des atouts. Les Français ont cessé de croire, en majorité, à la religion qui a forgé leur culture. À parcourir les littératures populaires, savantes et enfantines du pays des Lettres, la richesse de leur langue a beaucoup régressé. Les Humanités ne trouvent plus preneurs chez les jeunes, et leur niveau scientifique s'est effondré. Nombre de Français ne savent plus vraiment qui ils sont, ni s'il faut croire en quelque chose, de sorte que le « présentisme » est leur religion. L'exhibitionnisme, la vulgarité, la crédulité et l'ignorance, poussés par les multimédias, se portent très bien, après avoir chassé les valeurs traditionnelles de la décence, de la modestie et de l'effort.

Dit ainsi, il était utopique de penser que les Français de 2024 aient les mêmes tabous démocratiques-chrétiens et les mêmes préventions « antifascistes » que ceux de 1981. Non seulement la culture politique et la connaissance de l'histoire, abandonnées jusque dans les IEP et les grandes écoles, ont régressé, mais l'horloge des générations a tourné. Telle est peut-être la première leçon de ces élections. Pour la première fois depuis 1981, la plus grande génération que la France a portée, les boomers, nés entre 1942 et 1962, cesse de désigner la représentation politique nationale. Jean-Luc Mélenchon, leur dernière figure politique de premier plan, est plus une butte-témoin que le leader de la nouvelle génération. Ces législatives consacrent la mise à l'écart de la génération qui a changé la France. Elle a porté avec passion l'arrivée au pou-

voir de François Mitterrand, elle a cautionné tour à tour ses successeurs, avant de reconnaître en Emmanuel Macron - qui aurait pu être leur petit-fils - le révolutionnaire qu'il proclamait être, pour l'ins-taller à l'Élysée en 2017. Mais, derrière Johnny, Birkin et Hardy, cette génération se retire.

La deuxième leçon historique de ces élections est que le rythme quarantenaire des cycles politiques - celui de deux générations, la première sur le mode majeur des fondateurs (1942-1962), la seconde sur le mode mineur des suiveurs (1963-1981) - scande toujours la vie politique française. Les radicaux ont porté l'histoire de France de 1870 à 1914, après avoir écarté des monarchistes ayant renoncé au pouvoir d'État. Les poilus vainqueurs de Verdun ont porté à son faite la République avant de la faire sombrer (1914-1944). Puis les « résistants » réels ou présumés ont dominé la classe po-

**«Comment, dans un pays qui a connu depuis 2018 une demi-douzaine d'insurrections d'ampleur nationale contre les politiques d'État, ignorer la souffrance et la radicalité croissante des classes populaires et moyennes appauvries, qui composent 80 % de l'électorat ?»**

litique française jusqu'en 1981, avant que leurs enfants, les boomers, élevés sur les décombres moraux de la guerre civile européenne et de la décolonisation, n'accèdent au pouvoir guidés par François Mitterrand. Cette génération libérale, socialiste puis libérale, fut la digne héritière de 1789. Elle s'est établie au pouvoir pour conduire l'État, son économie et son appareil idéologique (école, médias...), opérant une véritable « révolution culturelle ». Nicolas Sarkozy et François Hollande, enfants de leur époque nés en 1955, en ont incarné deux visages.

C'est un tournant de cette ampleur auquel est aujourd'hui confrontée la société française. Par imitation des États-Unis de Trump ou de l'Angleterre du Brexit, certains parlent de tournant populiste. En référence à l'histoire française ou européenne, d'autres parlent d'un tournant néonationaliste. C'est dire l'ampleur de la rupture en cours, et cela explique la violence et l'emphase des mots, alors que « le peuple », comme acteur politique, « l'État-nation » et « la patrie » avaient été décrétés morts par les boomers. Il est à ce stade difficile de savoir si la nouvelle génération et son idéologie vont s'emparer durablement de l'État et imprimer leur marque à la société, mais c'est à ce genre de prémices auxquels nous pourrions avoir affaire.

Le troisième enseignement historique de cette élection est que la marche de l'histoire s'accomplit à l'aveugle. Les hommes font l'histoire mais ne savent pas l'histoire qu'ils font. La violence du choc est d'autant plus forte, lors de chaque rupture générationnelle, que les générations antérieures sont incapables d'imaginer une alternative à leurs pratiques, à leur *Weltanschauung* (conception du monde), à leurs convictions de jeunesse, devenues certitudes puis préjugés : *There is no alternative* ! Le président Macron, dernier fondé de pouvoir des boomers et homme le mieux informé de la République, a cru audacieux de renvoyer son Parlement à la suite des européennes, dans l'espoir de retrouver une majorité à sa main. Mais les Français - contre son espoir - n'ont pas hésité à mettre en péril les Jeux olympiques qui ne sont pas « leur » problème. Le sort de millions de vies quotidiennes, devenues apâtes, difficiles et parfois sans issue, a été naïvement mis en équation avec les jeux mondiaux. Bienheureux riches et puissants pour lesquels la vie des pauvres est un « récit » dont il faut de temps en temps feindre de s'affecter, mais qui n'ont aucune aptitude à « sym-pathiser » (souffrir avec) au spectacle de leurs vies. C'est un travers des appareils de pouvoir que d'être gagnés par la cécité, suivant la célèbre formule « s'ils n'ont pas de pain, qu'ils mangent des brioches » - actualisée lors des européennes par « s'ils ont du mal à rouler au diesel, qu'ils achètent une voiture électrique ».

On ne saurait accabler les seuls dirigeants du camp présidentiel, car ce syndrome frappe les deux bourgeoisies françaises, celle de gauche et celle de droite - soit près de 20 % de la population -, celle de l'État comme celle des affaires, etc. Comment, dans un pays qui a connu depuis 2018 une demi-douzaine d'insurrections d'ampleur nationale contre les politiques d'État, ignorer la souffrance et la radicalité croissante des classes populaires et moyennes appauvries, qui composent 80 % de l'électorat ? Les « gilets jaunes » ont donné le signal - la prise de l'Élysée ayant même été rendue possible l'espace d'un samedi jusqu'à faire envisager la fuite du président. Malgré leurs demandes, les Français sont interdits de référendum, un vote sur une question simple quand les élections générales abordent tous les sujets. Ce signal fut négligé.

Or, les sondages, dont nous sommes abreuvés, sont clairs. Pendant trois mois, les « gilets

jaunes » ont été soutenus par plus de 70 % des Français. Depuis avril 2024, le rapport politique est stable en France : agitation politique, débats et programmes n'y ont rien changé. Les droites mêlées, radicalisées ou non, représentent 46 % à 49 % de l'électorat ; les gauches, radicales ou non, 28 % à 31 % ; et le centre macronien et ses alliés, 19 % à 22 %. Or, avec 32 % des voix au premier tour des législatives de 2017, le parti du président a obtenu la majorité absolue au Parlement. Avec 33 % des voix, le Rassemblement national est proche de cette épreuve, le président n'ayant pas tenu sa promesse d'instaurer la proportionnelle. En définitive, un refus assumé ou inconscient de voir la situation a prévalu.

La quatrième leçon, c'est le fixisme des représentations. Dans une société chamboulée et révolutionnée par quarante ans de pilotage idéologique par les boomers des grands médias nationaux, et de leur corollaire, l'appareil publicitaire et de communication des grandes entreprises, il aurait été étrange que la capacité d'indignation et la réserve idéologique des citoyens soit immuable. Le cas de la Bretagne a ému les commentateurs : cette terre longtemps méfiante envers la République, devenue depuis 1945 tour à tour chrétienne-démocrate, socialiste et bayrou-macroniste, vient d'ériger le Rassemblement national en troisième force politique régionale (27,76 %). Si, comme l'Alsace, la Vendée, le sud du Massif central, le Pays basque ou la Corse, ces régions ont caractérisé depuis la Révolution le vote catholique, tardivement hostile au Front national « nationaliste », la chute du catholicisme ouvrier, l'effondrement de la France agricole puis le repli de la bourgeoisie catholique dans les métropoles ont changé la donne.

Le catholicisme résiduel a logiquement conduit la Bretagne à élire Macron ; mais l'affaïssement progressif des boomers accélère la nationalisation du vote breton. Comme 93 % des communes françaises, les bretonnes ont placé Bardella en tête aux européennes. Il en va de même dans les DOM depuis 2022, ce qui laisse silencieux les commentateurs, face à l'impossible procès en racisme (près de 30 % à La Réunion). L'homogénéisation du vote nationaliste résulte de la déchristianisation poussée par la sphère médiatique depuis les années 1980. Comment aspirer à la fin de l'Église et en déplorer les effets politiques ? D'autant que la disparition du tabou catholique sur le vote envers les extrêmes - tabou prôné par le clergé depuis 1945 - s'accompagne du repli sur le noyau subsistant du catholicisme, suscitant un réflexe identitaire. Pour la première fois, les pratiquants ont voté au moins autant que les Français pour les formations nationalistes. C'est l'inverse de l'électorat islamique, poussé dans les bras de LFI.

Une dernière leçon à tirer de ce tournant historique est le déni des élites quant à la réalité des conditions de vie des Français. Elles n'ont pas anticipé ni ne semblent comprendre ce qui s'est joué à travers la désindustrialisation du pays. Or la smicardisation des classes moyennes et le chômage de masse des catégories populaires ont eu des conséquences redoutables. Conséquents de la souffrance sociale de masse depuis les « gilets jaunes » (aggravée par l'inflation post-guerre en Ukraine) et de leur impuissance à y remédier, les pouvoirs publics ont construit à coups d'enquêtes, de blais statistiques et d'analystes complaisants le récit suivant : la réindustrialisation de la France est en marche depuis 2017 ; le plein-emploi est recouvert ; le pouvoir d'achat des Français est maintenu ; les comptes publics sont tenus. Une rapide analyse des faits établit que tout cela est très excessif, voire faux.

**«Ce scrutin révèle les conséquences électorales d'une forme d'insouciance des classes dominantes, parfois qualifiée de dissidence»**

Or, le noyau dur des élites a pris ces dires pour des réalités, car c'est moins le réel qui leur importe qu'un récit rassurant auquel elles veulent croire. Comme souvent, la pensée dominante des classes aisées euphémise la situation, ce qu'aggrave en France l'ignorance des faits économiques. Les catégories populaires, souvent coupées des grands médias d'information, savent ce qu'il faut penser de leur situation économique et de celle de leurs proches. Ce scrutin révèle les conséquences électorales d'une forme d'insouciance des classes dominantes, parfois qualifiée de dissidence. La création de deux millions d'emplois précaires (SNCF, RATP, gares et aéroports...) peu payés (économie ubérisée et portage à domicile) ou de stages parakings ne peut se substituer à des centaines de milliers d'emplois industriels et agricoles disparus. Le sort des travailleurs n'en est pas amélioré ni leur nombre accru. Un vieux principe bismarckien repris par la III<sup>e</sup> République établissait qu'il vaut mieux s'occuper des pauvres avant qu'ils ne s'occupent des affaires politiques. La mondialisation heureuse des élites le leur a fait oublier. Pour ces raisons structurelles, il est peu probable à ce jour qu'un dimanche en déjuge un autre. ■

\*Normalien, agrégé et docteur en histoire, Pierre Vermeren est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages remarqués, comme « La France qui décline. De la désindustrialisation à la crise sanitaire » (Tallandier, « Texto », 2020) et « L'Impasse de la métropolisation » (Gallimard, « Le Débat », 2021).

## PIERRE VERMEREN

Dans un texte dense d'une grande hauteur de vue, l'universitaire et essayiste tire les leçons historiques du premier tour des élections législatives 2024. Un scrutin qui, selon lui, prend des allures de pendant inversé du 10 mai 1981 et marque un changement d'ère. Pour la première fois depuis l'élection de François Mitterrand, la plus grande génération que la France ait portée, celle du baby-boom, cesse de désigner la représentation politique nationale, analyse-t-il.





# L'inquiétante progression de l'anathème en Occident



CHRONIQUE  
Renaud Girard

» Lire aussi PAGE 11

Après avoir regardé à la télévision, à moins de trois jours d'écart, le face-à-face américain Trump-Biden du jeudi 27 juin 2024 et la soirée électorale française du dimanche 30 juin, j'ai été frappé par un phénomène, pour moi nouveau : l'extrême pauvreté du débat politique chez les Occidentaux.

J'ai eu l'impression qu'on avait, à mon insu, changé d'ère politique en Occident. J'ai eu le sentiment qu'on était passé, en relativement peu de temps, d'une démocratie fondée sur le débat constructif - qu'il ait lieu dans une enceinte parlementaire ou sur un plateau de télévision - à une foire d'empoigne, où les anathèmes avaient remplacé les arguments.

Sans remonter à l'élégance des débats cruciaux des années 1970, comme les face-à-face Mitterrand-Giscard d'Estaing de 1974 ou Carter-Ford de 1976, la démocratie délibérative se portait encore bien au début du XXI<sup>e</sup> siècle. Les débats Sarkozy-Royal de 2007 ou Obama-McCain de 2008 furent de bonne tenue. On y assista, dans le calme, à de réels échanges d'arguments, fondés sur les programmes respectifs des candidats.

Lors du débat Biden-Trump, on entendit surtout fuser les insultes. Dans mon florilège, j'ai recueilli les termes de criminel, menteur, pleurnicheur, looser, chat de gouttière.

Plus grave encore, la politique moderne semble désormais consister à jeter l'anathème sur son adversaire plutôt qu'à débattre avec lui. La priorité de l'homme politique moderne ne semble plus être de convaincre un auditoire que son programme est meilleur pour le pays que celui de son adversaire. Il s'agit bien plutôt d'excommunier son adversaire, de le chasser du champ politique du débat démocratique. En Amérique, on appelle cela la « cancel culture ». Celui qui n'est pas d'accord avec vous n'a tout simplement plus voix au chapitre.

Les démocrates ont jeté l'anathème sur Donald Trump en disant qu'il mettait en péril la démocratie américaine.

Au début de son mandat présidentiel, ils avaient même essayé de le destituer sous le prétexte qu'il aurait été un espion, « tenu » par le Kremlin. L'« information » provenait d'un ex-agent secret britannique au passé douteux. Il a

fallu une longue enquête du *Washington Post* (journal pourtant démocrate) pour prouver que c'était complètement bidon.

Aujourd'hui, les démocrates prétendent que Trump serait sédition, à cause de la manifestation de ses partisans du 6 janvier 2021 à Washington, où la foule réussit à envahir le Capitole. C'est oublier l'incompétence crasse de la police du Congrès - en France, la police n'a jamais laissé les « gilets jaunes » pénétrer au Sénat, ni à l'Assemblée, ni à Matignon, ni à l'Élysée. C'est oublier aussi que Trump appela dans un tweet ses partisans à manifester « peacefully and patriotically ». Héritier de Lincoln, le Parti républicain américain est une grande institution de la démocratie américaine. Il est ridicule de prétendre qu'il serait devenu une organisation sédition.

À l'inverse, les républicains usent de l'anathème en prétendant que le président démocrate actuel serait gâteux. Certes, Joe Biden a souvent des absences lors de ses apparitions publiques. Mais le cœur du métier de président des États-Unis n'est pas d'être un bonimenteur de foire. C'est de concevoir une bonne politique et de parvenir à la faire exécuter.

Force est de constater que Joe Biden a remarquablement réussi à protéger les intérêts de son pays au cours des trois ans et demi pendant lesquels il l'a dirigé. En économie, il a créé 800 000 emplois industriels ; il a fait revenir sur le sol américain nombre de productions stratégiques (comme les microprocesseurs) ; il a obtenu du Congrès une loi de subventions massives aux industries combattant le changement climatique (Inflation Reduction Act d'août 2022), qui fait que les investisseurs du monde entier se précipitent aujourd'hui aux États-Unis. Depuis cinquante ans, jamais l'écart de richesse entre les Européens et les Américains n'a été aussi grand, en faveur de ces derniers.

En politique étrangère, il a réussi à empêcher la Russie de s'emparer de l'Ukraine ; il a ramené deux États supplémentaires importants dans l'Otan (la Suède et la Finlande) ; il a vassalisé comme jamais les Européens, dans les secteurs de l'énergie comme de l'armement.

Son seul échec se trouve à la frontière avec le Mexique, où il n'est pas parvenu à endiguer l'immigration illégale. Certes, Biden semble un peu

trop âgé pour exercer les fonctions harassantes de président des États-Unis. Mais souvenons-nous que le chancelier Adenauer avait 87 ans lorsqu'il signa à Paris, en janvier 1963, le traité de l'Élysée, lequel régla toujours les relations franco-allemandes. Biden est sûrement trop vieux pour les tournées de cirque de la politique spectacle. Mais est-il trop vieux pour la politique au sens noble du terme ? Rien ne nous le prouve.

En France, la politique est, hélas, aussi gagnée par la pratique de l'anathème. On a lu des patrons de journaux, pourtant jadis d'une gauche raisonnable, nous expliquer que nous risquions, à la faveur de ces élections législatives, de voir notre démocratie « dénaturée » et notre nation « déshonorée ». Allons, allons... Ce moment démocratique n'était peut-être pas nécessaire, mais il n'a rien de déshonorant, au contraire.

Au lieu de pratiquer l'anathème contre le Rassemblement national, de crier au loup fasciste, pourquoi la macronie et la gauche ne cherchent-elles pas à répondre à la demande exprimée par l'électorat pour davantage d'ordre dans nos rues, à nos frontières, dans nos écoles, dans nos finances publiques ? Pourquoi ne le défient-elles pas calmement le RN sur son programme économique ? Nous expliquer que Bardella est un nouveau Mussolini relève de la politique de l'anathème.

À l'inverse, il est ridicule de résumer l'idéologie du Nouveau Front populaire à de l'islamo-gauchisme. Certes, certains de ses membres expriment un antisémitisme fétide ; certes, il est invraisemblable de ne pas condamner le pogrom ignoble du 7 octobre 2023. Mais de là à jeter l'opprobre sur tout un mouvement... Je pense que les idées économiques du NFP sont folles et mèneraient la France à sa ruine, mais je préfère débattre calmement avec les militants du NFP plutôt que de jeter sur eux l'anathème. Je ne partage pas les idées de MM. Ruffin et Roussel, mais je pense que ce sont des hommes politiques tout à fait respectables, et je ne jeterai jamais sur eux l'anathème d'« islamo-gauchistes ».

La démocratie moderne a été inventée par les Anglais, avec ses débats civilisés à la Chambre des communes, sa presse libre et ouverte à toutes les opinions, son respect de l'adversaire. Il est grand temps qu'on y revienne en Occident. ■

# Les législatives entérinent la fracture entre la France des métropoles et le reste du pays



ANALYSE  
Albert Zennou

» Lire aussi PAGES 2 A 10

En 1991, l'Américain Lawrence Kasdan réalise son film *Grand Canyon*, qui se veut une parabole sur notamment les relations entre Blancs et Noirs aux États-Unis, où la vie séparée de ces deux groupes ethniques s'apparente au Grand Canyon, dont les deux rives s'éloignent inexorablement l'une de l'autre. La France est, elle aussi, en train de vivre cette séparation de plus en plus nette entre les métropoles et le reste du pays. Il suffit de voir une carte représentant la répartition des candidats arrivés en tête dans chaque circonscription, pour comprendre l'émergence de ces deux France. L'Hexagone est très majoritairement dominé par le RN à l'exception de quelques îlots de gauche et du centre dans les grandes villes. Les législatives ont souligné cette réalité préoccupante : la fracture politique et sociale est de plus en plus marquée et montre clairement que les grandes métropoles françaises, comme Paris, Lyon, et Bordeaux, restent des bastions du NFP et du macronisme résiduel. Ces zones urbaines, souvent caractérisées par une population plus jeune, plus éduquée et plus cosmopolite, sont plus enclines à soutenir des politiques jugées progressistes et européennes. À l'inverse, les électeurs des régions rurales, des petites villes et des zones périurbaines affichent un soutien massif au Rassemblement national.

Depuis Christophe Guilluy et son magistral livre *Fractures françaises* paru en 2010, on connaît la différence entre les métropoles mondialisées et ce que le géographe nommait pour la première fois la France périphérique, cette France de la fragilité sociale, celle qui se sent dépossédée, invisibilisée et qui a le sentiment de subir les effets

d'une mondialisation jugée néfaste. Une France périphérique sensible au discours de Marine Le Pen qui voit dans le RN la possibilité de faire entendre sa propre voix.

Ce dimanche, le « Grand Canyon » est encore élargi un peu plus. Alors que le Rassemblement national est arrivé en tête dans 297 circonscriptions sur 577, le Nouveau Front populaire (NFP) trahissait, lui, 159 circonscriptions et les macronistes d'Ensemble seulement 70. À y voir de plus près, on peut s'apercevoir que la répartition géo-

**« Il suffit de voir une carte représentant la répartition des candidats arrivés en tête dans chaque circonscription, pour comprendre l'émergence de ces deux France »**

graphique marque une profonde césure territoriale. Le RN a réussi à nationaliser son implantation, peu de régions échappant à son succès. Jusqu'il y a peu de temps, on pouvait tirer une ligne de Dunkerque à Perpignan où, schématiquement, tout l'Ouest résistait à la poussée lepéniste tandis qu'à l'Est, le RN y réalisait ses plus beaux scores. Aujourd'hui, la donne a changé. Le RN est présent presque partout en France, faisant même une percée en Bretagne et dans le Sud-Ouest. Seules échappent à son emprise : les métropoles et particulièrement les centres-villes qui restent aux mains du NFP et du parti présidentiel. Paris, Lyon, Nantes, Rennes, Bordeaux, Strasbourg... ont placé très majoritairement en tête, avec de grandes

chances d'y être élus, des candidats de gauche ou du centre macroniste. À Paris, par exemple, sur les 18 circonscriptions que compte la capitale, neuf candidats de gauche y ont été élus dès le premier tour, au second, seul un RN est qualifié en 3<sup>e</sup> position dans le 16<sup>e</sup> arrondissement, en ballottage très défavorable. À la clé, aucun élu RN à Paris.

Plusieurs facteurs expliquent cette césure. Les métropoles bénéficient généralement d'une économie dynamique, avec un accès facilité à l'emploi, à l'éducation et aux services de santé. En revanche, les zones rurales et périurbaines souffrent souvent du déclin industriel, de chômage élevé et de dépeuplement, alimentant un sentiment de marginalisation. Les grandes villes tendent aussi à être plus diversifiées sur le plan culturel et ethnique, et leurs habitants sont généralement plus ouverts aux changements sociétaux et aux politiques libérales. Cette opposition entre métropoles et le reste du pays dessine un pays à deux vitesses. Les grandes villes, centres de pouvoir et de richesse, n'avancent pas au même rythme que les autres territoires. Cette perception alimente le ressentiment et la méfiance envers les élites urbaines, accusées d'être déconnectées des réalités vécues par une grande partie de la France périphérique.

Pour les partis politiques, cette division représente un véritable défi. Comment trouver les moyens de reconnecter avec les électeurs ruraux et périurbains, en répondant à leurs préoccupations économiques et sociales. À l'image du Grand Canyon, les deux rives de cette séparation politique pourraient continuer à s'éloigner, entérinant ces deux France dont les vœux, les besoins et les envies sont non seulement différents mais souvent contradictoires. ■

## LE FIGARO

Dassault Médias  
(actionnaire à plus de 95%)  
23-25, rue de Provence  
75009 Paris  
Président-directeur général  
Charles Edelstenne  
Administrateurs  
Thierry Dassault,  
Olivier Costa de Beauregard,  
Benoît Habert,  
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS  
(société éditrice)  
23-25, rue de Provence  
75009 Paris

Président  
Charles Edelstenne

Directeur général,  
directeur de la publication  
Marc Feuillée

Directeur des rédactions  
Alexis Brézet  
Directeur délégué de la rédaction  
Vincent Tremolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction  
Gaëtan de Capelle (Économie),  
Laurence de Charette  
(pole audiovisuel), Anne-Sophie  
von Claer (Style, Art de vivre, F),  
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuillème (Édition,  
Photo, Revision, DA),  
Jacques-Olivier Martin (directeur  
de la rédaction du Figaro.fr),  
Étienne de Montety (Figaro  
Littéraire), Bertrand de Saint-  
Vincet (Culture, Télévision),  
Yves Thérard (Enquêtes,  
Opérations spéciales, Sports,  
Sciences).

Directeur artistique  
Pierre Bayle  
Rédacteur en chef  
Frédéric Picard (web)  
Directeur délégué  
du pôle news  
Bertrand Gie  
Éditeurs  
Robert Mergui  
Anne Pican

FIGAROMÉDIAS  
23-25, rue de Provence, 75009 Paris  
Tél. : 01 56 52 20 00  
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général  
Aurore Domont  
Directeur, administration, rédaction  
23-25, rue de Provence  
75009 Paris  
Tél. : 01 57 08 50 00  
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy  
92290 Tremblay-en-France  
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux  
ISSN 0182-5852

Commission paritaire n° 0426 C 83022  
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h ;  
samedi de 9h à 13h au 01 70 37 31 70 Fax : 01 55 56 70 11.  
Gérez votre abonnement, espace Client : [www.lefigaro.fr/client](http://www.lefigaro.fr/client)  
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine  
Club Prestige : 599 € Club : 524 € Semestrier : 415 € Week-end  
Prestige : 429 € Week-end : 359 €

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement  
Origine du papier : Allentignac. Taux de fibres recyclées : 100%  
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'écocert européen  
sous le numéro PU 011/001. Eurofinition : P.Phot 0.002 kg/tonne de papier.

Ce journal  
se compose de :  
Édition nationale  
Précédent 20 pages  
Cahier 2 Économie  
10 pages  
Cahier 3 Le Figaro  
et vos 8 pages

# Patrick Artus : « Attention à ne pas dégrader davantage l'attractivité de l'économie française »



PAR  
Marie Visot

L'économiste invite à sortir de la trappe à croissance faible en s'attaquant particulièrement à la diminution de la productivité et en investissant plus dans les nouvelles technologies.

**A**u moment où la France, en proie à une dissolution politique, s'interroge sur son futur modèle économique, Patrick Artus met en garde contre le risque de détournement des capitaux vers des investissements productifs. Membre du Cercle des économistes, il cosigne avec Marie-Paule Virard, journaliste économique, *Quelle France en 2050 ? Face aux grands défis en Europe et dans le monde*, aux Éditions Odile Jacob.

LE FIGARO. - Vous avez intitulé votre dernier ouvrage *Quelle France en 2050 ?*. Vaste question...  
PATRICK ARTUS. - Oui, et pourtant, il faut se la poser aujourd'hui, alors que nous sommes confrontés à la conjonction de deux tendances inquiétantes : le recul de la productivité et le vieillissement démographique, donc la baisse



« Dans les pays de l'OCDE, ceux qui se portent le mieux sont ceux qui investissent le plus », affirme Patrick Artus.

de la population en âge de travailler. Qu'est-ce que cela veut dire ? Tout simplement moins de richesse créée et moins de revenus. Nous devons sortir de ce piège. Sinon, nous savons que nos systèmes de protection sociale et de retraites ne s'en relèveraient pas. En effet, les dépenses publiques sont liées à la population totale (qu'on pense aux dépenses de santé, de retraites, d'éducation) et les recettes fiscales sont liées à la population au travail. Le scénario d'une croissance nulle, générant peu de recettes fiscales et un déficit public toujours plus élevé, face à des besoins

de plus en plus importants, n'est pas exclu. Il dégraderait en outre l'attractivité de l'économie française, qui s'affaiblirait encore ; et les capitaux se détourneraient vers des investissements productifs dans des économies plus dynamiques.

C'est un scénario catastrophe...

Tout ça n'est pas nouveau. La productivité a commencé à baisser en 2019, mouvement qui s'est accéléré post-Covid. Les causes sont connues : notre système éducatif n'est pas au niveau - en témoigne la place de nos élèves

dans les classements internationaux - et nous n'investissons pas assez dans les nouvelles technologies. Dans les pays de l'OCDE, ceux qui se portent le mieux sont ceux qui investissent le plus. La France ne consacre que 2,2% de son PIB en R&D, les États-Unis 3,5%. C'est un cercle vicieux, la démographie ayant aussi un effet sur la productivité. Un codeur de 25 ans est plus performant qu'un codeur de 60 ans.

Vous écrivez dans votre ouvrage que l'Europe devient de plus en plus pauvre. Pourquoi ?

De nombreux pays européens sont en mauvaise situation. Je peux par exemple citer l'Italie. D'autres parties du monde aussi d'ailleurs, en Amérique du Sud, en Russie, en Chine, au Japon... Les grands gagnants sur le front de l'économie, ce sont les États-Unis : ils ont une croissance très dynamique avec beaucoup de dépenses productives et technologiques, couplée à une forte immigration de personnes qualifiées - 3 millions l'an dernier. Cela leur permet d'être en tête de la course à la croissance, à la technologie et à la démographie.

Quels défis la France doit-elle relever ?

Il faut sortir de la trappe à croissance molle. Et, en parallèle, il va falloir investir énormément, pour les transitions énergétiques, technologiques, pour la défense, etc. La France a besoin d'une hausse de 5 points de PIB de son taux d'investissement, qui est aujourd'hui de 17%. C'est 130 milliards de plus chaque année pendant 25 ans. C'est vrai, c'est énorme. Nous risquons d'avoir du mal à trouver ce financement supplémentaire car, spontanément, le capital sort d'Europe pour se diriger vers les États-Unis où la rentabilité des projets est plus forte qu'en Europe. L'enjeu est donc de retenir les capitaux en trouvant des investissements industriels attractifs en Europe. Aujourd'hui, nous n'y arrivons pas.

Les débats politiques actuels montrent-ils la prise de conscience de ces enjeux ?

Emmanuel Macron a pris conscience de ce problème il y a plusieurs années. Ses équipes ont essayé de redresser les compétences et d'augmenter le temps au travail (via notamment la réforme des retraites). Ça commençait à marcher, avec une hausse de l'investissement des entreprises, une hausse de l'emploi industriel. On est encore loin de ce qu'il faudrait faire, mais au moins la pente était bonne. La France se porte mieux qu'en 2017. Ce que proposent les deux autres forces politiques aujourd'hui est plutôt inquiétant. Le RN entretient savamment le flou sur son programme. Dans la philosophie, on comprend évidemment qu'il est keynésien. Comme celui du Nouveau Front populaire, qui se contente de dire qu'il prend aux riches et donne aux pauvres. Stimuler la demande en ignorant les

effets d'offre, ça ne marche pas. Et tuer la rentabilité du capital, c'est s'assurer qu'on va manquer des investissements nécessaires aux transitions à l'œuvre. On ne peut faire faire comme si nous n'étions pas dans une économie ouverte ; on voit la forte concurrence entre les pays pour les décisions d'implantation des nouveaux investissements, des nouvelles usines. Il faut comprendre qu'une stimulation de la demande seulement en France avec des politiques défavorables à l'offre de biens et services n'aboutira qu'à une hausse du déficit extérieur.

Quel risque en cas de prochain blocage politique ?

Si aucune majorité ne sort des urnes et si, dans ces conditions, le RN tient son engagement à ne pas gouverner, la seule solution sera la démission de Macron. Sinon, le gouvernement se contentera d'expédier les affaires courantes, ne prendra pas de décision de politique économique et le déficit public continuera inexorablement à augmenter. L'écart de taux d'intérêt par rapport à l'Allemagne s'ouvrira encore plus... Je dois dire que suis surpris du relatif sang-froid des investisseurs face au scénario qui se profile.

**« Stimuler la demande en ignorant les effets d'offre, ça ne marche pas. Et tuer la rentabilité du capital, c'est s'assurer qu'on va manquer des investissements nécessaires aux transitions à l'œuvre »**

Comment peut réagir l'Europe ?

Tout dépend des choix qui seront faits demain. Si l'Europe se trouve face à un pays raisonnable qui investit pour demain, elle acceptera un déficit public élevé qui se corrigera ultérieurement parce que la croissance sera stimulée de manière durable avec des investissements en hausse. Si on opte pour de la distribution du pouvoir d'achat, alors elle ne soutiendra pas la France.

Quelles sont les erreurs à ce pas commettre dans les prochains mois ?

Je le redis, même si ce n'est pas un discours facile à faire accepter, mettre l'accent sur le pouvoir d'achat serait une erreur. Il ne faut pas non plus oublier les effets violents du changement climatique. Un degré de hausse de la température de la planète ferait baisser le PIB de la planète de 12%. Cela veut dire, et c'est dommage que tout le monde ne le comprenne pas, que les investissements dans la transition énergétique ont donc une très forte rentabilité. Et il faudra demander une participation aux plus aisés, parce que compte tenu des besoins, ça ne pourra pas se faire à politique fiscale inchangée. Je crois que les gens aisés sont prêts à une participation un peu plus importante à condition qu'elle soit raisonnable - ne tombons pas dans la caricature du Nouveau Front populaire - et qu'elle finance des investissements intelligents : transition énergétique, réindustrialisation, redressement du système éducatif.

Comment réconcilier une France fracturée ?

Il n'y a pas, en France, de hausse des inégalités globales de revenu ; mais il y a des inégalités qui proviennent de la hausse des prix de l'immobilier. Aujourd'hui, on consacre un argent considérable à se loger, et il ne reste pas grand-chose après. Là aussi, des erreurs ont été faites : on a régulé le logement pour limiter la construction, on a soutenu la demande et non l'offre, on a voulu rendre tous les logements accessibles aux handicapés, on a aidé les Français à acheter avec les prêts à taux zéro, sans se poser la question de la disponibilité d'un nombre suffisant d'habitations. Pour quel résultat ? Une explosion des prix - Berlin est aujourd'hui deux fois moins cher que Paris - et 2 millions de logements manquants. Autant dire qu'il faut revoir radicalement cette politique, qui a contribué à un sentiment de déclinisme. ■

## Bienvenue en Île-de-France

Du lundi au vendredi à 19h

Victoire Sikora

### LE FIGAROTV

#### LE FIGARO MAINTENANT À LA TÉLÉVISION

Le Figaro TV propose un large choix de programmes documentaires consacrés à la culture, au patrimoine, à l'histoire, au spectacle vivant et à l'art de vivre mais aussi des émissions de décryptages présentées par les journalistes de la rédaction du Figaro.

Disponible sur

TNT IDF	34
468	345
904	305

Aussi sur [LeFigaro.fr](https://www.lefigaro.fr) et l'app



# LE FIGARO économie



## RÉFORME

LA MARCHÉ ARRIÈRE  
DE GABRIEL ATTAL SUR  
L'ASSURANCE-CHÔMAGE **PAGE 22**



## ÉDUCATION

LA SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT WENDEL  
S'INVITE SUR LES BANCs DU GROUPE  
ESPAGNOL GLOBEDUCATE **PAGE 28**

## Législatives : les marchés gardent leur calme

Les investisseurs sont soulagés du score en demi-teinte du Nouveau Front populaire et du fait que le RN ne soit pas assuré d'avoir la majorité absolue.

Le CAC 40 a clôturé en hausse de près de 1,1 %, lundi, tandis que l'écart de taux entre les dettes publiques française et allemande s'est un peu réduit. Les marchés estiment que les mesures économiques les plus radicales ont désormais peu de probabilités d'être mises en œuvre en France,

d'une part parce que le Nouveau Front populaire ne devrait pas être majoritaire à l'issue des législatives, et d'autre part parce qu'il est possible que le RN n'ait pas la majorité absolue. Ils parient en ce cas sur une « melonisation » du parti de Jordan Bardella.

Néanmoins, les investisseurs restent sur leurs gardes, tant l'incertitude politique est forte. D'autres turbulences sont tout à fait possibles. Le rebond à la Bourse de Paris, lundi, est, en partie, technique, après la nette baisse du mois de juin (-6,4 %). Le CAC 40 est désormais à la traîne de l'Europe. L'in-

dice large européen, l'Eurostoxx 600, a ainsi gagné près de 7 % sur les six premiers mois de l'année, tandis que l'indice phare de la Bourse de Paris a pratiquement fait du surplace (+0,24 %). Quant à la dette française, elle n'est pas à l'abri d'une nouvelle dégradation par Fitch ou Moody's. **PAGE 24**

### > FOCUS

## LA FRANCE ÉPINGLÉE PAR BRUXELLES SUR SES OBJECTIFS CLIMATIQUES

La France n'a pas finalisé son plan pour remplir les objectifs climatiques européens à l'horizon 2030 en raison du chaos politique entraîné par la dissolution de l'Assemblée nationale. La Commission de Bruxelles a rappelé à l'ordre, lundi, les États qui ne lui ont pas remis leur feuille de route. Les Vingt-Sept devaient envoyer à l'été 2023 à l'exécutif européen des projets détaillant leurs actions en vue d'atteindre l'objectif d'une baisse de 55 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030, avant de les finaliser avant fin juin 2024 en tenant compte des recommandations de Bruxelles.

La Commission avait estimé mi-décembre que les 21 plans qu'elle avait reçus ne permettaient d'atteindre que 51 % de réduction d'émissions au niveau européen, pointant de sérieuses insuffisances dans la plupart des objectifs nationaux. Or, à la date butoir du 30 juin, Bruxelles n'a reçu que quatre projets actualisés : ceux des Pays-Bas, du Danemark, de la Finlande et de la Suède.

« Nous exhortons les autres États à soumettre leurs plans définitifs dans les plus brefs délais (...). Si cela est nécessaire et approprié, nous disposons d'instruments juridiques », a menacé un porte-parole de la Commission. L'Autriche est déjà visée par une telle procédure disciplinaire. En pleine agitation politique, le gouvernement français prévoyait une « mise en consultation formelle » en juin de la troisième version de sa stratégie nationale bas carbone, mais la période de réserve suivant la dissolution l'en a empêché.

FLORENTIN COLLOMP (AVEC AFP)

## Auto : les constructeurs chinois futurs leaders mondiaux

D'après une étude, les marques chinoises - BYD, MG, Leapmotor - capteront un tiers du marché automobile mondial d'ici à 2030. En France, le nouveau bonus a fait chuter les ventes des voitures fabriquées en Chine.

PAGE 27



### le PLUS du FIGARO ÉCO

**JO PARIS 2024**  
Dans les coulisses de l'International Broadcast Center

PAGE 29

### LA SÉANCE

DU LUNDI 01 JUILLET 2024

**CAC 40**  
7561,13 +1,09%

**DOW JONES**  
39161,50 +0,11%

**ONCED'OR**  
2350,00 (2345,00)

**PÉTROLE (Brent)**  
86,250 (86,400)

**EUROSTOXX 50**  
4935,77 +0,85%

**FOOTSE**  
8166,76 +0,03%

**NASDAQ**  
19734,56 +0,26%

**NIKKEI**  
39631,06 +0,12%

## L'HISTOIRE

## Une entreprise française quasi assurée d'être sur le podium de l'Euro

**A** lors que l'Euro de football bat son plein, une entreprise française suit toutes les rencontres de près et est presque assurée de finir en bonne place. Il s'agit de FlexDev : contrôlée par Dentressangle depuis le début des années 2010, elle fournit les éléments de personnalisation de 14 des 24 sélections représentées outre-Rhin. Dont ceux de l'équipe de France. À savoir les lettres, chiffres, logos, badges et autres inscriptions qui sont apposés sur les maillots :

en tout, ce sont quelque 10 millions d'éléments qui ont été fabriqués spécialement pour cet Euro, soit une moyenne de 700 000 par sélection. L'intégralité de ces produits de flocage est produite dans les ateliers de l'entreprise. Celle-ci dispose

de sept sites à cette intention, dont l'un récemment inauguré en Turquie et un autre à Espéraza, dans l'Aude, fief de la société Monblason rachetée par FlexDev en début d'année. Ce dernier (450 collaborateurs, 85 millions d'euros de chiffre d'affaires) s'est imposé comme un acteur incontournable du monde du football où il fournit aussi des grands clubs comme le PSG, l'Olympique de Marseille, Manchester United ou l'AC Milan. FlexDev collabore encore avec la NBA et la NFL

en Europe, les ligues respectives de basket et de football américain. Sans oublier d'autres interlocuteurs réguliers dans la mode, le luxe, des loisirs créatifs et l'automobile. Bref, FlexDev évolue sur quasiment tous les terrains. ■

FREDÉRIC DE MONICAULT



## Renault parie sur des batteries moins chères pour ses voitures électriques

Renault muscle son dispositif pour réussir dans la voiture électrique. Jusqu'ici, Ampère, sa filiale dédiée aux véhicules dotés de cette motorisation, équipait toute sa gamme de batteries NMC (nickel, manganèse, cobalt). Des produits aux qualités éprouvées mais chers. À partir de 2026, Ampère proposera aussi des modèles électriques avec des batteries LFP (lithium, fer, phosphate). Avec à la clé une économie de 20 % sur le prix des batteries, l'élément le plus coûteux dans la voiture électrique.

Pour y arriver, Ampère se fournira auprès de deux acteurs : le coréen LG Energy Solution, qui fabriquera ces références en Pologne, et le chinois Catl, qui les sortira sur un site hongrois. « Nous avons choisi ces fournisseurs sur quatre critères : la compétitivité coût, la localisation de la fabrication en Europe, la mise sur le marché rapide et la flexibilité pour s'adapter à la demande »,

explique François Provost, directeur des achats d'Ampère. Renault équipera d'abord avec les batteries LFP la R5 électrique et les modèles d'entrée de gamme d'Alpine.

Pour l'instant, pas question de déployer ces batteries particulières sur des modèles électriques avec une autonomie supérieure à 500 km. Cela nécessiterait des batteries LFP bien trop lourdes. Si Ampère fait confiance à LG et Catl, c'est aussi parce qu'il travaille avec ses partenaires sur d'autres produits : Catl fournit les batteries MNC des Kangoo électriques et LG Energy Solution équipe les Mégane et Scenic électriques avec aussi des batteries MNC. Si Ampère est sensible à ce que ses deux fournisseurs puissent livrer des batteries LFP dans dix-huit mois, c'est que Renault n'est pas en avance dans ce domaine. Aujourd'hui, la marque chinoise BYD vend en France des modèles équipés de batteries LFP. **JEAN-YVES GUÉRIN**

À 20 heures, les résultats du premier tour des élections législatives commencent à tomber. Un coup de tonnerre pour certains, une suite logique pour d'autres. Mais la soirée a réservé d'autres surprises. À 22h30, Gabriel Attal annonce suspendre la réforme de l'assurance-chômage, pour tant qualifiée d'« indispensable » mi-juin par le président de la République Emmanuel Macron. Le premier ministre ne fait aucun discours et ne donne aucune explication. Juste une phrase envoyée à la presse. La nouvelle surprend. Pendant les quelques semaines qu'a duré cette campagne, le premier ministre n'a cessé de répéter que le décret serait bien pris « d'ici au 1<sup>er</sup> juillet ». Un mot d'ordre repris par le reste du gouvernement, à commencer par la ministre du Travail, Catherine Vautrin. Mieux, tout l'exécutif assurait « assumer » ce tour de vis des règles d'indemnisation qui « a été travaillé ». Ces derniers jours encore, les échos de la majorité confirmaient que le document était prêt et que seule la signature du locataire de Matignon manquait. Tout n'était plus qu'une question d'heures.

**« Il s'agit du premier acte de Gabriel Attal dans l'esprit des futures majorités de projets et d'idées »**

Entourage du premier ministre

Mais ça, c'était avant. Avant que la majorité ne vive la déroute pourtant annoncée dans les sondages. Cette débâcle, le premier ministre et les principaux chefs des partis composant la majorité l'ont vécue tous ensemble à l'Élysée, où Emmanuel Macron les avait réunis à 19 heures. L'objectif dorénavant est simple pour les personnes présentes : empêcher le Rassemblement national d'avoir une majorité absolue au second tour.

Le projet « d'une nouvelle majorité parlementaire allant de la droite conservatrice jusqu'à la gauche sociale », défendu, entre autres, par Édouard Philippe, devient plus concret. Ce dernier est même étendu vers la gauche. Dorénavant, toutes les tendances sont invitées à se joindre à l'union « des forces républicaines » évoquée par Gabriel Attal dès dimanche soir. « Même La France insoumise (LFI) est conviée, excepté quelques inférentables », précise-t-on autour de lui. Problème, le bloc central n'est plus en position de force et tous ses membres ont conscience que pour créer « des majorités de projets et d'idées », selon les mots de Gabriel Attal, des concessions seront nécessaires.

La réforme de l'assurance-chômage, qui n'est pas encore entrée en application, était toute désignée. D'autant que ce texte cristallise la colère des syndicats et des oppositions. En cas d'arrivée au pouvoir, le Nouveau Front populaire et le Rassemblement national ont l'un comme l'autre promis de revenir dessus. Les mauvais résultats du premier tour auront donc sonné le glas, ou plutôt « la suspension » selon les mots du premier ministre, de cette réforme.



Thomas Engrand

**La réforme, qui prévoyait un tour de vis des règles au 1<sup>er</sup> décembre, pourra « faire l'objet d'aménagements », assure Matignon, afin de favoriser une alliance avec la gauche.**

« C'est un soulagement pour la CFDT qui n'a cessé de combattre ce projet de gouvernement avec force, tant il s'agissait d'injuste, incohérent et inefficace », a réagi la centrale réformiste.

En réalité, le chef de l'exécutif afin d'éviter un vide juridique, a décidé d'adopter un décret de prolongation d'une durée d'un mois. Mais ce statu quo

plonge le système d'indemnisation des chômeurs dans une situation totalement inédite. A minima, « il y aura une prolongation (des conditions actuelles, NDLR) entre le 1<sup>er</sup> août et le 30 novembre parce que pour des raisons opérationnelles, France Travail n'est pas en mesure de changer les règles avant le 1<sup>er</sup> décembre », observe Denis Gravouil, de la CGT. La

grosse question, c'est que se passe-t-il à partir du 1<sup>er</sup> décembre ? (...) Il y a une épée de Damoclès qui pèse sur la tête des chômeurs », ajoute le syndicaliste.

Les syndicats se demandent si une nouvelle majorité leur redonnera la gestion de l'assurance-chômage, qu'ils ont perdue sous le mandat d'Emmanuel Macron. Le cas échéant, trouver un nouveau terrain d'entente avec le patronat prendra du temps. Il faudra « proroger de nouveau le décret de jointure », même si juridiquement, « c'est un peu bancal depuis un moment », estime Michel Beaugas de Force ouvrière. « Ce qu'on pourrait imaginer être fait d'ici à la fin juillet, en un mois, c'est un plan d'action » pour rouvrir des négociations entre partenaires sociaux en septembre, estime pour sa part Éric Chevée, le négociateur de la Confédération des PME.

Officiellement, ce délai d'un mois est une possibilité offerte à la gauche de faire « des aménagements » sur le texte et le « premier acte de Gabriel Attal dans l'esprit des futures majorités de projets et d'idées », affirme Matignon. Pas sûr toutefois que ce rétro-pédalage suffise à satisfaire les forces du Nouveau Front populaire, tant les programmes sont opposés. D'un côté, une majorité « pro business ». De l'autre, une gauche qui

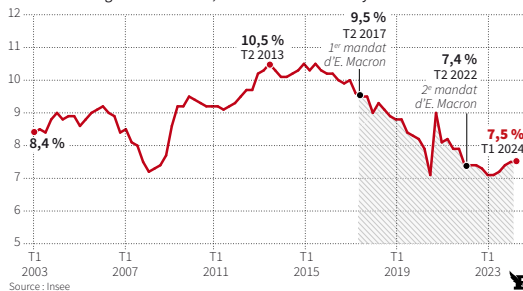
promet un retour à la retraite à 60 ans, un smic à 1600 euros nets, ou encore une revalorisation de 10 % des aides au logement et du point d'indice des fonctionnaires.

En outre, annuler cette réforme promise pendant la campagne pourrait ne pas être bénéfique à la majorité. En particulier auprès de la population qui y est favorable. Selon un sondage Odoxa-Backbone Consulting pour *Le Figaro* publié début avril, 54 % de la population plébiscite le durcissement des règles d'indemnisation des chômeurs. Le taux atteint jusqu'à 83 % parmi les sympathisants Renaissance et 73 % chez Les Républicains. « Dans cette campagne, vous entendez un certain nombre de Français, (...) qui vous disent : "Moi, je n'arrive pas à recruter et moi mon voisin ne bosse pas depuis des années" », confirmait Catherine Vautrin, mi-juin sur BFMTV, lorsqu'un journaliste lui demandait les raisons de la détermination de l'exécutif à aller au bout du parcours législatif.

Ce revirement est d'autant plus surprenant qu'il a été annoncé le jour même de la publication du décret. « C'était soit ça, soit on la passe et elle se fait retoucher. Il n'y avait pas d'issues non critiquables », reconnaît-on dans la majorité. ■

## Inversement de la courbe

Taux de chômage au sens du BIT, France entière hors Mayotte



Source : Insee

## La fin du chômage de masse, le succès de la majorité si vite oublié

En 2016, la question de l'emploi était suffisamment importante pour qu'un président en exercice, François Hollande, conditionne sa candidature à une inversion de la courbe du chômage. Moins de dix ans plus tard, l'enjeu a presque complètement disparu du programme des partis lors de ces élections législatives. Cet effacement de la question du chômage dans les programmes est, en réalité, à l'image de son recul parmi les préoccupations des Français. Dorénavant, le pouvoir d'achat arrive largement en tête des inquiétudes des électeurs. Selon la dernière enquête Ipsos de juin 2024, 40 % des répondants se disent concernés. La sécurité et l'immigration complètent le podium (avec respectivement 31 % et 27 % de réponses positives). L'emploi, lui, n'arrive qu'en sixième position avec 11 %. « Comme s'il n'inquiétait plus réellement les Français », constate l'institut. Il faut dire que des dizaines de milliers de Français ont retrouvé un emploi : de 10 % en 2017, le taux de chômage est descendu aujourd'hui à moins de 7,5 %.

« Il y a une sorte de barre psychologique autour des 8 % de chômage. Au-dessus la peur de ne pas trouver d'emploi s'installe. Au-dessous, le niveau est considéré comme tolérable par la société », souligne Bertrand Martinot, expert associé à l'Institut Montaigne.

Certes, la majorité reconnaît aisément qu'il reste des difficultés sur le front de l'emploi rencontrées par de nombreux citoyens. Mais le manque de reconnaissance face aux résultats obtenus depuis sept ans est mal vécu, voire agacé. « La vie politique n'est pas faite de gratitude », lançait acide Emmanuel Macron lors de sa conférence de presse du 12 juin. En coulisses, certains n'hésitent pas à partager leurs frustrations. « Ça fait 40 ans qu'on parle du chômage de masse et que les gens sont inquiets de savoir si leurs enfants trouveront un travail. Maintenant, le problème résolu, tout le monde trouve ça normal et arrête d'en parler, s'empare-t-on au sein du gouvernement. On ne met pas à notre crédit ce succès, le plus important depuis des dizaines d'années. » La rancœur est d'autant plus forte que ce résultat a été obtenu au prix de réformes

courageuses et impopulaires. Parmi les plus emblématiques et les plus décriées : l'allongement de deux ans de la durée de travail avec la réforme des retraites, une réforme de l'assurance-chômage, ou encore les ordonnances travail. Officiellement, toutefois, ni regret, ni remords. Cette politique de l'offre, « je l'assume. Et je pense qu'il faut continuer sur ce chemin et ce cap », martèle régulièrement le chef de l'État devant les journalistes.

Si peu osent le dire haut et fort, une large majorité des chefs d'entreprise est pourtant reconnaissante au président de

**« Ça fait 40 ans qu'on parle du chômage de masse et que les gens sont inquiets de savoir si leurs enfants trouveront un travail. Maintenant, le problème résolu, tout le monde trouve ça normal et arrête d'en parler »**

Une source au gouvernement

la République d'avoir mené « la politique la plus pro-business » de ces dernières années. C'est justement ce qui leur a permis de créer plus de deux millions d'emplois sur les sept dernières années. Un chiffre historique obtenu grâce à un large cocktail de mesures, dont le choc fiscal favorable en début de mandat - transformation du CICE en baisse de charge, puis la baisse de l'impôt sur les sociétés, la réduction progressive des impôts de production... Les sept dernières années ont surtout été marquées par une grande stabilité de l'imposition. « La première crainte des chefs d'entreprise c'est l'inattendu », souligne-t-on au Medef. « Je dis parfois qu'une mauvaise fiscalité stable, vaut mieux qu'une autre plus favorable mais en évolution permanente », abonde Bertrand Martinot. En parallèle, l'exécutif a cherché à lutter contre la peur de l'embauche, notamment avec la mise en place d'un barème sur les indemnités de licenciement.

Reste que le tableau n'est pas en tout point idyllique. « De nombreux emplois ont vu le jour parce que subventionnés par l'État », avertit Éric Heyer, de l'OFCE. La

question se pose notamment pour l'apprentissage, à l'origine d'un tiers des nouveaux postes apparus en France, et qui coûte des milliards d'euros chaque année. « L'apprentissage est cher à mon cœur, mais il est cher tout court » reconnaît ainsi Bruno Le Maire. Autre source d'inquiétude, l'existence « d'entreprises zombies », incapable de trouver un business model viable mais maintenues en vie grâce aux prêts garantis par l'État (PGE).

Outre la dangereuse dégradation des comptes publics que cette politique implique, certains économistes s'interrogent sur la pérennité de ces postes biberonnés aux subventions. La hausse des défaillances d'entreprises au 1<sup>er</sup> trimestre et la stagnation du nombre de contrats d'apprentissage signés en 2023 en sont des signes avant-coureurs. Résultat, « le chômage devrait repartir », alerte Éric Heyer. Il pourrait avoisiner les 8 % en fin d'année.

Et puis, « sept années de travail qui peuvent être fichées en l'air en sept jours de décision si les extrêmes arrivent au pouvoir », avertit Bruno Le Maire devant les patrons la semaine dernière. ■ T.E





**1<sup>ÈRE</sup> CHAÎNE  
D'INFORMATION**

**1<sup>ÈRE</sup> CHAÎNE TNT**

**5<sup>ÈME</sup> CHAÎNE  
NATIONALE**

**3,5 % DE PDA**

**EN JUIN SUR L'ENSEMBLE DU PUBLIC**

**LA LIBERTÉ D'EXPRESSION  
N'A PAS DE PRIX**

**VOUS ÊTES PLUS DE 38 MILLIONS  
A NOUS FAIRE CONFIANCE CHAQUE MOIS**

**MERCI !**



# Élections législatives : pourquoi les marchés financiers restent calmes

Danièle Guinot et Hervé Rousseau

Le CAC 40 a repris lundi 1,1%. Les scénarios les plus redoutés par les investisseurs - une majorité absolue par le Nouveau Front populaire ou le RN - semblent écartés.

Un soulagement. Après un mois de juin calamiteux dans le sillage de la dissolution, la Bourse de Paris a retrouvé quelques couleurs au lendemain du premier tour des élections législatives. Le CAC 40 a débuté la séance en nette hausse, lundi, gagnant plus de 2,5% dans les premiers échanges. Une fois l'euphorie retombée, l'indice phare a terminé la séance sur un gain de 1,09%, à 7561,13 points.

Comme prévu, le Rassemblement national (RN) est arrivé en tête à l'issue du premier tour. Le score du camp mené par Jordan Bardella est toutefois ressorti légèrement inférieur aux prévisions des derniers sondages, réduisant ainsi ses chances d'obtenir une majorité absolue à l'Assemblée nationale. Cela a rassuré en partie les marchés, qui ont aussi apprécié les résultats en demi-teinte du Nouveau Front populaire.

À l'issue de ce premier tour, « l'hypothèse d'une majorité absolue du Nouveau Front populaire semble totalement écartée. Et elle paraît plus difficile à atteindre pour le RN », explique Alexandre Baradez, stratège chez IG. « Les mesures les plus radicales envisagées et redoutées par les investisseurs ont désormais peu de chances de se concrétiser, ce qui est également de nature à apaiser les tensions des dernières semaines », ajoute Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM.

La pression est également légèrement retombée sur le marché obligataire. L'écart (spread) entre le taux de la dette souveraine française (OAT) à 10 ans et celui de l'emprunt d'État allemand, qui donne une idée de l'inquiétude des investisseurs vis-à-vis de la dette publique de la France, s'est quelque peu réduit : il est retombé lundi à 74 points de base, après avoir franchi les 85 points de base vendredi, ce qui ne s'était plus vu depuis 2012. « Les marchés parlent aujourd'hui sur un Parlement divisé à l'issue du deuxième tour des élections, ce qui à leurs yeux réduit les risques de dérapage budgétaire », décrypte Kevin Thozet, membre du comité d'investissement chez Carmignac. « Un tel scénario limiterait sûrement le potentiel de croissance de la France et empêcherait de mettre en place des réformes. Mais les investisseurs le voient comme un moindre mal pour les finances publiques. »

D'autres hypothèses sont avancées. « Les investisseurs jouent un scénario à l'italienne », avance Emmanuel Cau, analyste chez Barclays. Selon eux, si le



Selon certains spécialistes, l'éclaircie à la Bourse de Paris risque d'être de courte durée. FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO

RN obtient une majorité relative, il aura peu de marges de manœuvre budgétaires et sera contraint de renoncer à ses mesures les plus onéreuses. Un peu comme l'a fait Giorgia Meloni en Italie. » Sur le marché des changes, l'euro a également profité lundi de la tendance et repris un peu de couleurs face au dollar (+0,39%, à 1,0755 dollar pour 1 euro).

Mais cette embellie est très fragile. « La dette souveraine française devrait rester sous pression jusqu'à l'issue du deuxième tour et au-delà, estime Matthieu de Clermont, directeur de portefeuille obligataire Senior chez Allianz Global Investors (GI). La dynamique est négative. À moyen terme, il y a peu de chances que l'écart de taux entre la dette allemande et la française se réduise massivement. Il devrait donc rester plus important qu'avant la dissolution. » D'autant qu'en octobre les agences de notation Fitch et Moody's vont actuali-

ser leur notation de la dette française. Et elles pourraient la dégrader, comme S&P l'a fait fin mai. La France est également sous la loupe de Bruxelles, qui a engagé une procédure pour déficit excessif.

Dans cette période d'instabilité politique, la défiance des investisseurs devrait également rester forte sur les marchés d'actions. Selon les spécialistes, le rebond de lundi à la Bourse de Paris est d'ailleurs essentiellement technique. « Les investisseurs ont vendu la rumeur et acheté la nouvelle », lance un gérant. Après la dissolution, des hedge funds, majoritairement américains, ont spéculé à la baisse sur le CAC 40. « On a constaté environ 10 milliards d'euros de flux vendeurs sur le CAC 40 », note Pictet AM. Or, ces fonds agissent à très court terme. Après avoir empêché leurs bénéfices, ils profitent de la faiblesse des cours pour racheter

des actions françaises à bon compte. Les valeurs qui conduisaient le rebond lundi étaient d'ailleurs celles qui avaient le plus souffert après la dissolution de l'Assemblée nationale : les banques, les services aux collectivités (« utilities »), les concessionnaires autoroutiers ou encore l'audiovisuel, envoyé au tapis par le projet du RN de privatiser les acteurs publics.

Ce rebond est toutefois loin d'effacer la dégringolade des dernières semaines. En juin, le CAC 40 a dévisé de 6,42%, enregistrant sa plus forte baisse mensuelle des deux dernières années. Après avoir enchaîné les records et culminé à plus de 8259,19 points en séance, le 10 mai, l'indice phare de place de Paris a terminé le premier semestre en territoire négatif. De leur côté, les trois grandes banques françaises cotées en Bourse, Société générale, BNP Paribas et Crédit agricole, perdent encore en

moienne 10% depuis la dissolution de l'Assemblée nationale. « Ces établissements détiennent beaucoup de dette souveraine française et l'évolution de leurs cours de Bourse est très liée à celle de l'OAT », souligne Simon Outin, directeur de la recherche crédit pour le secteur bancaire chez Allianz GI.

Pour les spécialistes, l'éclaircie à la Bourse de Paris risque donc d'être de courte durée. Les prochaines séances s'annoncent houleuses. La Bourse devrait être ballottée au gré des arrangements entre partis et des déclarations des responsables politiques. « Les tractations vont s'intensifier entre les deux tours des élections législatives et l'échiquier politique risque de connaître d'importantes évolutions dans les prochains jours », estime un gérant. « Avec le retrait du projet de réforme de l'assurance-

**« Les tractations vont s'intensifier entre les deux tours des élections législatives et l'échiquier politique risque de connaître d'importantes évolutions dans les prochains jours »**

Un gérant

chômage, la majorité sortante tente déjà de rassembler autour d'elle », note le stratège d'IG.

Pour le moment, les marchés préfèrent voir le verre à moitié plein plutôt qu'à moitié vide, mais, peu à peu, « la perspective d'une Assemblée nationale divisée entre trois grands blocs risque de se renforcer, avec à la clé une France difficile à gouverner, voire ingouvernable », ajoute ce spécialiste. « Les investisseurs devraient probablement faire face à un Parlement sans majorité et à un malaise politique durable en France dans un futur proche », confirment les gérants de Franklin Templeton. Un immobilisme difficilement compatible avec la situation budgétaire très dégradée de la France. Dans ce climat hautement anxieux et inédit, la Bourse de Paris risque de décrocher encore par rapport au reste de l'Europe. L'indice large européen, l'Eurostoxx 600, a ainsi gagné près de 7% sur les six premiers mois de l'année, tandis que le CAC 40 a pratiquement fait du surplace (+0,24%). Sans parler des marchés américains : le Nasdaq a progressé de 18,5% depuis le début de l'année, et le S&P 500, de 15%. ■

## Carrefour mise sur Cora et Match pour talonner Leclerc

Manon Malhère

Le rachat de 60 hypers et 115 supermarchés permet au groupe de consolider sa place de challenger en France.

« C'est une opération majeure pour Carrefour, la plus importante en France depuis l'achat de Promodès, il y a plus de vingt ans », assure Alexandre Bompard, le PDG du distributeur. Lundi, le groupe a reçu le feu vert de l'Autorité de la concurrence pour intégrer 60 hypers Cora et 115 supermarchés Match, un an après l'annonce de leur rachat au distributeur belge Louis Delhaize, pour 1,05 milliard d'euros. Carrefour peut ainsi commencer l'intégration de ces grandes surfaces, même si le gendarme de la concurrence, qui lui a accordé une dérogation pour engager cette intégration, doit encore se prononcer sur le fond au cours du premier trimestre 2025.

Le deuxième distributeur alimentaire français espère bien profiter de la consolidation du secteur pour renforcer ses positions. Les déboires du groupe Casino, contraint de céder la plupart de ses hypers et supermarchés à Auchan,

Intermarché et, dans une moindre mesure, à Carrefour, rebat les cartes de ce secteur très concurrentiel.

« La reconstitution du secteur est à l'œuvre, et on en est les plus dynamiques », assure Alexandre Bompard. Avec l'intégration des magasins Cora et Match (5 milliards d'euros de chiffre d'affaires, 22000 salariés), Carrefour gagne 2,4% de part de marché, selon Kantar. En ajoutant la reprise de 25 supermarchés Casino en mai et la récente alliance avec Marché Frais, « c'est plus de 3% », précise le dirigeant.

Avec ces acquisitions, le groupe devrait capter 22% du marché, cela lui permettrait de se rapprocher de E.Leclerc, numéro un de la grande distribution. Ce redoutable concurrent l'avait dépassé en 2017, avant de profiter de la flambée des prix pour distancer ses concurrents, avec 24% de part de marché au début de l'été. Carrefour ambitionne également de creuser l'écart avec le troisième distributeur, le grou-

pement Les Mousquetaires (Intermarché), qui a récupéré ces derniers mois 294 grandes surfaces Casino. Ce dernier vient de franchir la barre des 17% de part de marché.

**« On a une ambition forte de croissance des ventes des magasins Cora et Match, qui apportent des actifs de qualité, rentables et très complémentaires du parc existant »**

Alexandre Bompard  
PDG de Carrefour

En réalité, rien n'est joué d'avance, tant la guerre des enseignes fait rage. Tout dépendra de la capacité de chacun à proposer une offre commerciale la plus attractive possible, dans un contexte où le prix est devenu central pour les consommateurs depuis. Même

si la crise inflationniste touche à sa fin, elle a provoqué la flambée des étiquettes de plus de 20% en deux ans.

« On a une ambition forte de croissance des ventes des magasins Cora et Match, qui apportent des actifs de qualité, rentables et très complémentaires du parc existant », insiste Alexandre Bompard. Et de rappeler que ces deux enseignes sont principalement situées dans le Nord et le Grand Est, où Carrefour est moins présent.

Pour y parvenir, la stratégie d'intégration est bien ficelée : les 60 hypers Cora passeront sous enseigne Carrefour entre octobre et novembre. Pas question de se lancer dans de grands chantiers de rénovation. L'objectif est juste d'opérer les modifications nécessaires dans ces magasins. Les prix y baisseront de 10% sur 3000 produits.

De leur côté, les 115 supermarchés Match conserveront leur enseigne, qui bénéficie d'« une très grande reconnaissance des clients pour son savoir-faire

notamment sur les métiers de bouche, sa marque et son identité », estime Alexandre Bompard. En revanche, comme pour Cora, les magasins Match accueilleront dans leurs rayons, dès septembre, des produits de la marque Carrefour, dont les prix sont moins élevés que ceux des marques nationales et qui ont le vent en poupe ces dernières années. Pour baisser les prix, le groupe mise sur sa capacité de négociation avec les industriels de l'agroalimentaire, qui se renforce avec ses acquisitions.

Carrefour espère que l'intégration des 175 magasins lui permettra de réaliser 130 millions d'euros de synergies par an d'ici à 2027. Soit un peu plus que l'objectif initial de 110 millions d'euros, fixé il y a un an, lors de l'annonce d'acquisition des deux enseignes. Le coût de ces intégrations devrait s'élever à 250 millions d'euros (150 millions de coûts d'exploitation et 100 millions d'investissements) répartis sur 2024 et 2025. ■



# La créativité made in France au service de l'impact

Creativity for Change, programme développé par l'AACC, Kantar et Media Figaro, a été conçu pour démontrer la capacité de la création à accompagner des enjeux sociétaux et environnementaux. Les principes méthodologiques de Creativity is Business\* ont été adaptés pour intégrer l'impact sociétal (changement de comportement) et lui associer l'impact média (mémorisation) et l'impact sur la marque.

La 71<sup>e</sup> édition des Cannes Lions, le Festival international de la créativité, s'est achevée sur un très beau palmarès pour la France : 4 Grands Prix, 12 Gold Lions, 10 Silver Lions et 21 Bronze Lions. Les initiatives qui inscrivent les marques dans des actions en faveur de la société et de l'environnement ont eu toute leur place au sein de cette compétition, comme ces cinq campagnes primées par le jury.

## FOR THEM/VML For Them

Il s'agit là d'un dispositif original qui a impliqué l'agence de communication dès la conception de la marque et des produits. For Them, une gamme de parfums inclusifs à destination des couples, a été élaborée pour combiner les fragrances entre elles. L'initiative est soutenue par une campagne qui célèbre l'inclusion et la diversité. Ce message est très bien accueilli par les consommateurs, qui saluent l'engagement de la marque en la hissant dans les 2 % des campagnes les plus performantes sur ce thème et les 4 % des meilleures campagnes proposant « une vision moderne et progressiste de la société ». L'impact commercial, qui se situe dans le tiers supérieur de la base de données, est aussi un très bon score pour le lancement d'une nouvelle marque. Dimitri Guerassimov, Chief Creative Officer, VML, explique : « C'est plus qu'un discours publicitaire, c'est une véritable innovation et une action concrète. L'ambition est de créer une vraie marque et un vrai produit dont la raison d'être est de propager un message de tolérance et d'inclusion partout dans le monde. »



## HEETCH/BETC Greetings from the banlieue

Heetch, VTC leader des courses en banlieue, a décidé d'agir sur les biais de représentation qui ternissent l'image des zones suburbaines dans les IA génératives. En associant les habitants de la périphérie des grandes villes à la production de milliers d'images reflétant plus fidèlement la réalité, la marque a aidé l'éditeur d'une IA générative (Midjourney) à corriger ces stéréotypes. L'articulation de cette campagne avec l'ADN de la marque qui possède un fort ancrage en banlieue permet à Heetch d'atteindre son objectif : l'application se classe dans le top 14 % des campagnes identifiées pour leur engagement en faveur de la société. Parmi les consommateurs interrogés,

83 % perçoivent la volonté de Heetch d'apporter un changement sociétal positif. On constate ici également que la lutte contre les stéréotypes s'avère très bénéfique pour l'impact commercial de la marque, propulsé dans le top 2 %. « Réduire les biais de représentation de l'IA générative en s'attaquant à un géant de la tech était un pari fou, mais dans la droite ligne du combat lancé avec Heetch en 2023 pour revaloriser la banlieue parisienne. Au-delà de son succès populaire, ce programme a permis à Heetch de poursuivre son ascension, avec 6 points de part de marché en plus sur l'année, le double de l'objectif qui nous était fixé », commente Mathieu Laugier, Directeur Général, BETC.



## ORANGE/MARCEL WoMen's Football

Les données de matchs ont beau montrer qu'il est aussi intéressant et riche en actions que son équivalent masculin, le football féminin souffre de préjugés. Orange l'a démontré en incrustant, grâce à des effets spéciaux, les visages des joueurs de l'équipe de France dans les images de jeu de l'équipe féminine. Une supercherie révélée à la fin du film, dont la qualité créative a été saluée aux Cannes Lions (deux Grands Prix, trois Gold, deux Silver et trois Bronze Lions).

Quentin Delobelle, directeur communication commerciale et création d'Orange France, précise que son entreprise « est l'une des trois sociétés du Cac 40 dirigées par une femme, Christel Heydemann, et qu'elle s'engage pour l'égalité des sexes à travers un certain nombre de programmes ». « Le déchaînement dont fait l'objet le foot féminin sur les réseaux sociaux nous a conduits, en tant que partenaire majeur de l'équipe de France, à penser qu'il y a une injustice à réparer », a-t-il ajouté. Résultat : la campagne surpasse sur tous les critères d'analyse. Elle se classe dans le 1 % des publicités de la base ayant le plus fort impact sociétal, et l'impact média inscrit un nouveau record. Plus remarquable encore, on constate que cet engagement de la marque influe positivement sur l'impact commercial, classé au

top 7 % en matière de persuasion. « Les statistiques prouvent que le football féminin est tout aussi technique que le masculin, nous avons des données qui le confirment. Et les gens s'en font une idée sans avoir jamais regardé un match. Nous nous sommes donc demandé comment montrer le football féminin sous le masque du football masculin », explique Youri Guerassimov, coprésident et Chief Creative Officer de l'agence Marcel. « Notre travail, c'est également de démontrer la dimension de l'impact sociétal, en plus de l'impact business, au client. Si l'on parvient à inciter les responsables marketing et les marques françaises à aller sur ce terrain, on arrivera à faire évoluer les choses », ajoute Pascal Nessim, le second coprésident de Marcel.



## RENAULT/PUBLICIS CONSEIL Plug Inn for Business

Après le succès du lancement de Plug Inn, un dispositif de mise en relation de conducteurs de véhicules électriques et de possesseurs d'une borne de recharge, Renault étend sa couverture territoriale des particuliers aux professionnels. En s'appuyant sur un réseau de stations dans les commerces locaux, la marque au losange fait d'une pierre deux coups : elle facilite le rechargement des voitures électriques tout en redynamisant des territoires plus isolés. La campagne a été distinguée d'un Silver et d'un Bronze aux Cannes Lions. Son impact sociétal de la campagne bat le record de la base de données, les consommateurs y reconnaissent « une vision moderne et progressiste de la société ». La marque, placée dans le top 1 % pour cette initiative, est renforcée et là également, son engagement

et sa capacité de persuasion améliorent significativement l'impact commercial, qui se classe dans le top 9 %. « Avec cette nouvelle version de Plug Inn, les utilisateurs ont pu visiter des lieux plus éloignés, où il y a un maillage de petits commerces. C'est donc un cercle vertueux qui profite à tous, aux conducteurs comme à l'économie locale. C'est aussi très positif pour la marque Renault et cela rejait sur les chiffres des ventes », résume Marcelo Vergara, Worldwide Creative Director Renault chez Publicis Conseil.

## ALLIANZ/OGILVY PARIS Le Revers de la médaille

Parmi les athlètes, 86 % sont victimes de cyberharcèlement. Pour briser le silence, Allianz, partenaire olympique, a donné la parole à son équipe de champions. Les insultes qu'ils ont subies ont été gravées au dos de leurs médailles, qui ont été ensuite exposées dans l'espace public et les écoles. Le Comité international olympique a, par la suite, mis sur pied un certain nombre de mesures pour lutter contre ce fléau. L'impact sociétal est excellent : la marque est identifiée comme proposant une vision moderne et progressiste du monde environnant (top 1 %), selon lequel elle est perçue comme engagée (top 9 %). Cet alignement des missions de l'assureur et des actions qu'il entreprend lui fait battre un nouveau record en matière d'impact média et rejait sur son très bon score de persuasion (top 3 %). « La communication autour des Jeux olympiques est très contrainte par le CIO et se révèle souvent assez lisse. Nous voulions mettre en lumière un sujet qui a une incidence sur les sportifs, mais également sur toute la société. Les athlètes se sont pleinement engagés et nous ont courageusement donné accès à ces messages haineux. Nous savons qu'une marque qui s'investit sur ces thématiques sociétales, avec sincérité et cohérence, trouvera un écho positif chez les consommateurs, qui sont avant tout des citoyens », analyse Matthieu Elkaim, coprésident d'Ogilvy Paris, dont il est aussi le Chief Creative Officer.

Les tests confirment le pouvoir de créativité, qui offre un levier essentiel pour l'évolution des comportements et des représentations. Cette nouvelle série montre aussi qu'en la mettant au service de ces transformations, les consommateurs comprennent la cohérence entre la marque et son message et que, pour chaque campagne analysée, cela se reflète très positivement dans sa capacité à générer de l'impact commercial. Lorsque la créativité œuvre pour le changement, elle se met aussi au service du business des entreprises. En résumé, Creativity for Change is Business !

\* Creativity is Business a démontré à travers près de 80 campagnes testées (parmi un corpus qui en compte plus de 2 700) que celles qui sont jugées créatives génèrent plus de valeur pour les marques.



# Air France va traverser une zone de turbulences pendant les Jeux olympiques

Jean-Yves Guérin

La compagnie va souffrir d'un recul des recettes unitaires de 160 à 180 millions d'euros entre juin et août.



La destination Paris est essentielle pour le groupe Air France-KLM. La compagnie française représente 50 % du trafic de l'aéroport Charles-de-Gaulle à Roissy  
FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO

Les hôteliers et les restaurateurs se plaignaient déjà d'une baisse de fréquentation, depuis le début du mois de juin, à cause des Jeux olympiques à Paris. C'est au tour de la compagnie aérienne nationale Air France de tirer la sonnette d'alarme. « Le trafic au départ et à destination de la capitale française est inférieur à celui attendu et de vers d'autres grandes villes européennes », affirme dans un communiqué de presse le groupe Air France-KLM, qui poursuit : « Un comportement significatif d'évitement de Paris est observé sur les marchés internationaux » qui est attribuable aux JO.

Un constat partagé par tous les acteurs du marché. Selon l'office de tourisme de Paris, il y a eu en juin 10 % d'arrivées en moins dans la Ville Lumière de touristes venant de l'étranger. Le recul devrait monter à 15 % lors des trois premières

semaines de juillet. En outre, les Français réservent moins de vols internationaux que d'habitude au départ de la capitale. La conséquence ? Un impact négatif sur ses recettes unitaires de 160 et 180 millions d'euros pour la période comprise entre juin et août 2024, annonce Air France-KLM. En clair, Air France qui, ironie de l'histoire, est partenaire de Paris 2024, vend moins de billets qu'escompté et à des tarifs plus bas. La preuve que transporter une partie des accrédités aux JO (athlètes, officiels, journalistes) et les spectateurs des épreuves olympiques ne suffit pas à compenser la fuite de touristes qui ne veulent pas se retrouver dans les embouteillages parisiens.

« Le montant de cette baisse des recettes unitaires est significatif et fera reculer d'autant le résultat opérationnel », décrypte Yann Derocles, spécialiste du transport aérien chez Oddo. Le groupe franco-néerlandais plaide le trou d'air

ponctuel pendant la période des JO et indique que la demande reviendra à la normale dès la fin du mois d'août et en septembre. Il n'empêche, on se demande pourquoi Air France et Transavia France sont les seules compagnies à payer les pots cassés. En tout cas à un tel niveau.

À vrai dire, ce recul ne concerne pas que la compagnie nationale. « Nous ne pouvons que confirmer un phénomène d'évitement de Paris pour la période des JO », indique-t-on à la Fnam (Fédération nationale de l'aviation et de ses métiers) qui fédère les transporteurs aériens dans

**« Nous ne pouvons que confirmer un phénomène d'évitement de Paris pour la période des JO »**

Fnam (Fédération nationale de l'aviation et de ses métiers)

l'Hexagone. Mais, à la différence de ses grands concurrents européens (Lufthansa, IAG avec notamment British Airways et Iberia), la destination Paris est essentielle pour le groupe franco-néerlandais : Air France représente 50 % du trafic de l'aéroport Charles-de-Gaulle à Roissy ; Transavia France, 50 % de celui d'Orly.

Aucun de ses compétiteurs n'a une telle présence dans la Ville Lumière. Pour l'instant, néanmoins, pas question pour la compagnie bleu-blanc-rouge de revoir le nombre de ses vols à la baisse. « Cet événement n'a à ce stade aucun impact sur les perspectives du groupe en matière de capacités », affirme Air France-KLM qui, cette année, les a augmentées de 5 %. Concernant Air France, cet été, le transporteur doit retrouver pour la première fois un niveau d'offres équivalent à celui de 2019.

Reste à comprendre pourquoi le groupe n'a pas anticipé cet effet boomer-

ang des Jeux olympiques. Il est connu au moins depuis les JO de Londres en 2012. Virgin Atlantic, la compagnie de Richard Branson basée à l'aéroport de Heathrow à Londres, avait en partie rendu responsable la grande fête mondiale du sport de l'aggravation de ses pertes en 2012. « L'année dernière, nous avons connu une récession à double creux, une économie mondiale constamment mal orientée et des Jeux olympiques, qui, s'ils constituent un événement formidable, ont beaucoup réduit la demande des voyageurs d'affaires », soulignait en 2013 Craig Kreeger, directeur général de cette compagnie britannique.

À la décharge d'Air France, tous les comportements des voyageurs potentiels n'étaient pas prévisibles. Par exemple, qui aurait pu imaginer que beaucoup de Français reporteraient leur départ en vacances en avion après les Jeux olympiques ? ■

## Boeing et Airbus se partagent leur fournisseur Spirit Aero

Véronique Guillermaud

Le géant américain rachète le spécialiste des fuselages et des ailes d'avion pour 4,7 milliards de dollars. L'avionneur européen reprend les activités de production liées à ses programmes pour un dollar symbolique.

L'avenir de Spirit AeroSystems est scellé. Il passe par un rachat, assorti d'un démantèlement, du spécialiste américain des aérostructures (fuselage, ailes d'avions et supports de réacteur). À la manœuvre : ses deux principaux clients, Boeing et Airbus, avec lesquels des négociations séparées ont été menées depuis mars dernier.

L'avionneur américain a annoncé, ce lundi, avoir trouvé un accord définitif avec son sous-traitant en difficulté pour le racheter pour 4,7 milliards de dollars. En incluant la reprise de la dette de Spirit, l'opération est évaluée à 8,3 milliards. Elle sera financée en actions et non en cash comme envisagé auparavant par Boeing, qui veut préserver sa trésorerie après avoir brûlé 4 milliards en cash au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 (et avoir prévu le même niveau au second trimestre). La transaction est soumise au feu vert des autorités de la concurrence.

Elle doit permettre à Boeing de reprendre le contrôle sur les aérostructures, une activité traditionnellement peu rentable dans la chaîne de valeur aéronautique mais cœur de métier. Les

aérostructures constituent en effet « le corps technique » d'un avionneur. Or, Spirit est confronté à des défauts de production et de contrôle qualité à répétition depuis des années, livrant à Boeing des fuselages de 737 Max défectueux, notamment. Le sous-traitant a fait l'objet d'audits répétés de la part de l'agence américaine de la sécurité aérienne (FAA) qui ont révélé des pratiques curieuses, comme l'utilisation de cartes magnétiques et de savon liquide pour respectivement tester et lubrifier un joint de porte.

Par ricochet, les lacunes de Spirit se répercutent sur Boeing qui est lui-même confronté à une crise industrielle inédite. Afin d'assainir son système de production, le constructeur a lancé un plan d'action complet, soumis fin mai à la FAA. En réintégrant Spirit, Boeing va donc réunifier ses activités de production, c'est-à-dire la fabrication des éléments de fuselage et leur assemblage, ce qui doit lui permettre de renforcer la sécurité, la qualité et l'efficacité industrielle.

L'avionneur américain répare une décision stratégique, prise il y a vingt ans, qui s'est avérée désastreuse. Spirit

(6 milliards de chiffre d'affaires, 633 millions de pertes, 15 000 salariés et 11 sites dans le monde) n'est autre que l'ancienne Wichita Division de Boeing, qui avait été cédée, en 2005, au fonds canadien Onex, qui l'avait introduite en Bourse, un an plus tard. Cette décision avait été prise dans le cadre d'une externalisation massive de pans entiers d'avion auprès de grands partenaires, Boeing se recentrant sur le design et l'assemblage final.

### Un accord contraignant

Avant de retourner dans le giron de Boeing, qui a représenté, en 2023, 60 % de son activité, Spirit a dû négocier avec ses autres clients (Lockheed Martin, Northrop Grumman, Bombardier et Rolls-Royce) et, au premier chef, avec Airbus, son deuxième plus important client (23 % de ses ventes). Impensable que Boeing devienne fournisseur d'Airbus, son concurrent direct, ou que ce dernier dépende de lui.

Le constructeur européen a « conclu un accord contraignant avec Spirit portant sur l'acquisition potentielle d'activités majeures liées à Airbus ». Depuis 2018, le sous-traitant américain est en

effet l'unique pourvoyeur des pylônes (fabriqués à Wichita, Kansas) et des ailes de l'A220, qu'il livre depuis son usine de Belfast en Irlande du Nord. Un site que le sous-traitant américain avait racheté à Bombardier en 2019, en même temps que ses unités de fabrication à Casablanca au Maroc et à Dallas aux États-Unis. À l'époque, Bombardier, en proie à de graves difficultés, avait décidé de se recentrer sur l'aviation d'affaires. Il avait cédé son programme CSeries, l'actuel A220, à Airbus en juin 2018.

Huit ans plus tôt, Spirit était monté à bord du programme A350, pour livrer les tronçons de fuselage centraux. Pour se rapprocher de son client européen, il avait construit une usine à Montfort-Bretagne (170 salariés), à côté de Saint-Nazaire. Au fil des années, Spirit a augmenté son activité chez Airbus en livrant des pièces pour l'A330 et l'A320.

L'accord scellé avec Spirit prévoit la reprise par Airbus, pour un dollar symbolique, des activités de production travaillant pour ses programmes. Des activités qui sont toutes en perte : afin de compenser, Spirit a accepté de dé-

dommager Airbus à hauteur de 559 millions. Cela, « sous réserve d'ajustements, notamment en fonction du périmètre final de la transaction » et une fois que le processus de « due diligence » (analyse détaillée, NDLR) aura été achevé. Ce qui devrait prendre six mois avant de « trouver un accord définitif, notamment sur les modalités pratiques » à horizon fin 2024, début 2025, précise un porte-parole d'Airbus. Le « détournement » des activités liées à Airbus s'annonce en effet complexe.

À ce stade, le géant européen n'a pas encore tranché sur ce que deviendront ces activités employant 2700 personnes. Celles de Belfast (1500 salariés) pourraient être transférées sur les sites britanniques de Filton et de Broughton, dédiés aux voilures des autres Airbus. Le constructeur pourrait aussi décider d'apporter ou de répartir les ex-activités de Spirit dans ses filiales spécialisées : Airbus Atlantic en France (13 000 salariés dans cinq pays) et Airbus Aerostructures en Allemagne (8400 salariés). Contrairement à Boeing, Airbus s'est en effet renforcé dans les aérostructures, qu'il a placées « au cœur de son système industriel ». ■



Emmanuel Egloff

**Le nouveau bonus mis en place dans l'Hexagone fait reculer les immatriculations des voitures électriques fabriquées en Chine.**

Pour le groupe Renault, la mode n'est plus à la voiture électrique « made in China ». Sur les six premiers mois de l'année, les ventes de Dacia Spring, le modèle électrique bon marché du groupe au losange, se sont établies à moins de 3 000 unités en France. Sur la même période de l'année précédente, elles dépassaient les 15 000 exemplaires. Cette chute s'explique, pour partie, par les changements, effectifs depuis le début de l'année, dans les critères d'attribution du bonus écologique de 5 000 euros pour l'achat d'une voiture électrique. Désormais, les voitures fabriquées en Chine en sont exclues. « Le nouveau bonus écologique a donc eu un réel impact sur les ventes » de véhicules électriques, expliquait le cabinet Inovev, dans une étude récente.

Car la Dacia Spring n'est pas le seul véhicule concerné. Les immatriculations de la MG4, fabriquée par le géant étatique chinois SAIC, reculent de 27 %. Celles de la Tesla Model 3 produites à Shanghai résistent un peu mieux, mais elles affichent tout de même une baisse de 8 %.

#### La dynamique reste bel et bien là

Les effets sont donc notables. « La part de marché des véhicules électriques importés de Chine en France est tombée à 28 % en janvier 2024, puis 17 % en février, 11 % en mars et 7 % en avril », soulignait Inovev dans son étude sortie début juin. Le mouvement va sans doute s'accélérer avec l'augmentation des droits de douane sur les voitures fabriquées en Chine et importées en Europe, décidée par la Commission européenne et applicable à partir du



Sur les six premiers mois de l'année, les ventes de Dacia Spring, le modèle électrique bon marché de Renault, se sont établies à moins de 3 000 unités en France, contre plus de 15 000 sur la même période en 2023. HESME/BEAM

## En France, le « made in China » s'essouffle dans l'automobile

4 juillet. Ce recul des voitures électriques « made in China » se fait dans un marché français en croissance depuis le début de l'année. Au premier semestre 2024, 914 890 voitures particulières neuves ont été immatriculées en France, ce qui représente une progression de 2,8 % par rapport à la même période de 2023, selon les données publiées lundi par la Plateforme automobile et le cabinet AADATA. La dynamique s'essouffle toutefois, puisque les immatriculations reculent de 4,8 % sur un an en juin, après une première glissade en mai.

Le marché est tiré par le succès des voitures hybrides, dont les ventes s'envolent de 32 % au premier se-

mestre. Toyota, grand spécialiste de ce type de motorisation, en profite pleinement : ses immatriculations bondissent de près de 30 %. En revanche, les hybrides rechargeables font grise mise, avec une baisse de 5,5 %.

Malgré le recul des ventes de véhicules électriques fabriqués en Chine,

la dynamique reste bel et bien là pour les voitures à batterie dans leur ensemble. Elles voient leurs immatriculations progresser de 15 % sur les six premiers mois de l'année. Ce mouvement est soutenu par le « leasing social », ce dispositif d'aide mis en place par le gouvernement pour doper le segment « électrique ».

Mais les concessionnaires attendent surtout de pied ferme les arrivées prochaines de petits véhicules électriques bon marché : Renault 5, Citroën C3, Fiat Panda ou Volkswagen ID.2, autour de 20 000 à 25 000 euros. Ce sont eux qui devraient commencer à démocratiser cette motorisation, de façon durable. ■

## Le rouleau compresseur chinois plus fort que jamais dans le monde

En petite forme en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord, le marché de l'automobile, et en particulier celui des véhicules à nouvelles énergies (100 % électriques et hybrides rechargeables), continue à progresser en Chine : la croissance y est de 3,4 % par an, contre 0,9 % en Europe et 0,7 % en Amérique du Nord. De quoi renforcer les constructeurs chinois, qui fort de cette base domestique, peuvent partir à l'assaut des marchés à l'export. Au point que le titre de champion du monde leur paraît acquis.

D'après le cabinet de conseil AlixPartners, les marques d'origine chinoise - BYD, MG, Chery, Leapmotor, XPeng... - sont susceptibles de capter un tiers du marché automobile mondial d'ici à 2030 toutes motorisations confondues (21 % en 2024) et de totaliser 9 millions de véhicules vendus hors de Chine. Les atouts de ces mastodontes qui se sont fait une spécialité de l'électrique ? Des coûts plus bas : ceux des composants sont inférieurs de 35 % à ceux d'un véhicule électrique européen, en particulier sur la batterie. À cela s'ajoutent des prix agressifs, une mise sur le marché rapide et une approche centrée sur les attentes des clients (confort, équipements de dernières générations), énumère AlixPartners.

En 2030, ces marques représenteront 72 % du marché domestique chinois (37 % en 2020), 39 % du marché au Moyen-Orient et en Afrique (8 % en 2024), 31 % des ventes en Asie du Sud-Est, 12 % en Europe élargie (Russie incluse) sans toutefois parvenir à percer en Amérique du Nord. En Europe, cette montée en puissance devrait rogner la

part de marché des marques européennes, japonaises et coréennes, dont les volumes de vente seraient au mieux stables.

#### « Plus rapides et beaucoup moins chers »

« Contrairement aux idées reçues, les constructeurs chinois ne se contentent pas de copier, ils ont une approche différente des process d'industrialisation, focalisés sur le juste nécessaire, observe Alexandre Marian, managing director chez AlixPartners. Cela leur permet d'être plus rapides, plus agiles et surtout beaucoup moins chers. Ils ont aussi un vrai souci de la satisfaction du client, avec des équipements de dernières générations très recherchés. »

Dans ce contexte, les mesures prises par l'Europe pour freiner l'importation des véhicules électriques chinois ne changeront pas fondamentalement la donne. « Si les nouvelles barrières douanières imposées par l'Union européenne sur les véhicules électriques peuvent ralentir les importations à court terme de véhicules électriques chinois, il est plus probable que cela accélérera la fabrication des produits chinois en Europe - ce que nous avons déjà commencé à voir, avec neuf usines chinoises d'assemblage de véhicules électriques actuellement annoncées ou à l'étude en Europe. La première voiture pourrait sortir dès cette année », rappelle Alexandre Marian. Outre les usines d'assemblage de véhicules, les installations de fournisseurs chinois de batteries et de composants sont aussi programmées en Hongrie (Eve Energy, Sunwoda Electronics, ShuanGuan Driveline) et en Allemagne (CATL). ■

## Transports, hébergement, santé... Nos conseils pour voyager l'esprit tranquille



Le 1<sup>er</sup> magazine de la presse patrimoniale  
1,3 million de lecteurs (source ACPM 2024)

Disponible chez votre marchand de journaux  
ou sur commande Réf. 1219

Frais de port offerts

PAR INTERNET  
www.leparticulier.fr  
rubrique La Boutique

PAR TÉLÉPHONE  
01 55 56 71 11  
du lundi au vendredi de 8h30 à 19h

PAR COURRIER affranchi  
Le Particulier - Service Abonnements  
45 av. du Général-Leclerc 60643 Chantilly Cedex

# Niel veut étendre son empire télécoms en Amérique latine

Ingrid Vergara

Son holding Atlas lance une offre de 4,1 milliards de dollars pour contrôler le capital de l'opérateur Millicom.

Le dossier est en réflexion depuis des semaines, mais cette fois l'offre est officiellement sur la table. Xavier Niel, via son holding Atlas Investissement, a proposé lundi de racheter l'ensemble du capital de l'opérateur télécoms Millicom - dont il est déjà le premier actionnaire, avec 29% - en le valorisant 4,1 milliards d'euros. Sous la marque Tigo, cette société télécoms basée au Luxembourg et cotée à la fois en Suède et au Nasdaq américain est présente dans une petite dizaine de pays d'Amérique latine (Guatemala, Bolivie, Colombie, Costa Rica, Salvador, Honduras, Nicaragua, Panama et Paraguay).

Atlas propose 24 dollars par action en cash, l'offre étant entièrement financée par les fonds dont il dispose et par les banques BNP Paribas, Crédit agricole, JPMorgan, Natixis et Société générale. Ce prix représente une prime de 17,2% sur le cours moyen au Nasdaq des trois derniers mois (à date du 22 mai) et de 37% par rapport à moyenne de 365 jours, fait valoir Atlas

pour espérer rallier le maximum d'actionnaires.

Si l'offre n'a pas encore été examinée par le conseil d'administration, un comité indépendant a cependant émis des réserves sur le niveau de prix proposé par Atlas, qui avait dû reconnaître le 23 mai explorer une offre publique d'achat à la suite d'informations révélées par l'agence Bloomberg. « Une offre à 24 dollars sous-évaluerait de manière significative Millicom au regard des performances financières attendues », écrivent les membres de ce comité, faisant notamment valoir le flux de trésorerie disponible de 550 millions de dollars anticipé par la société pour cette année. Cet avis n'a cependant pas été remis officiellement au conseil, insiste-t-on du côté d'Atlas.

Présent au capital de Millicom depuis novembre 2022, lorsqu'il en a acquis 7%, Xavier Niel est ensuite monté à 20% en février 2023, puis à 29%. Trois de ses proches siègent au conseil d'administration depuis mai 2023 : Thomas Reynaud, le directeur général d'Iliad, Aude Durand, sa directrice générale déléguée et Maxime Lombardini, an-



Sous la marque Tigo, l'opérateur Millicom est présent dans une dizaine de pays d'Amérique latine.

cien CEO d'Iliad qui est devenu président et directeur des opérations de Tigo depuis septembre. « Atlas souhaite continuer à étendre la portée et la capacité des réseaux et des moyens de distribution de Millicom afin d'accroître sa clientèle et de mieux tirer parti de son expertise globale en matière de télécommunications », explique la société dans un communiqué afin d'éclairer le timing de son offre.

## 50 millions d'abonnés

En avalant Millicom, Atlas doublerait pratiquement le nombre de ses clients. Aujourd'hui présent dans neuf pays en Europe, Atlas revendique 50 millions d'abonnés à ses services dans la téléphonie mobile et fixe. Un nombre équivalent au parc de clients mobile de Millicom. Prendre la main sur Tigo lui permettrait de contrôler totalement les décisions stratégiques et de bénéficier

d'avantage de la création de valeur de l'opérateur. « Atlas cherche à soutenir le développement et la croissance rentable du secteur des télécoms par le biais d'investissements ciblés dans des actifs qui offrent des possibilités de création de valeur significative », rappelle l'investisseur industriel.

La situation de Millicom n'a pas été facile, ces dernières années. Lourde- ment endettée, à hauteur de 5,9 milliards de dollars, la société a dû faire face aux conséquences d'une forte poussée de l'inflation sur des marchés très concurrentiels. Dans ce contexte, elle a dégagé un chiffre d'affaires de 5,6 milliards de dollars en 2023. En début d'année, Millicom vantait les premiers résultats du projet Everest, lancé en février 2023, un vaste plan de réduction des coûts mis en œuvre dans toutes ses zones géographiques. Atlas Investissement estime avoir désormais une

visibilité suffisante sur la trajectoire de Millicom pour vouloir passer maintenant à la vitesse supérieure. Signe de cette amélioration, l'action Millicom, cotée au Nasdaq, a augmenté d'environ 36% depuis le début de l'année.

Accroître sa présence sur le continent sud-américain s'inscrit dans la stratégie internationale que mène Xavier Niel depuis plusieurs années. Pierre après pierre, le patron et fondateur de Free poursuit son expansion via différents véhicules d'investissements. Après la Belgique, l'Ukraine ou l'Irlande de ces derniers mois, il est devenu l'actionnaire de référence, avec plus de 20% de l'opérateur Tele2 dans les pays Baltes et nordiques. Après avoir acquis 2,5% de Vodafone en septembre 2022, il a présenté par deux fois des offres au groupe britannique pour fusionner leurs activités sur le marché italien. Sans succès pour le moment. ■

# Wendel s'invite sur les bancs d'un groupe espagnol d'éducation

Claudia Cohen

Il monte au capital de Globeducate, qui abrite une soixantaine d'écoles privées bilingues, de la maternelle au secondaire.

En plein contexte d'instabilités politiques et économiques en France, comme dans de nombreuses démocraties à travers le monde, Wendel se réfugie dans des actifs moins exposés à la conjoncture. La société d'investissement, cotée sur Euronext Paris, met la main sur le groupe d'origine espagnole Globeducate, qui abrite plus d'une soixantaine d'écoles privées bilingues à travers le monde, de la France à l'Inde, en passant par l'Italie ou Chypre, et qui réunit 4 000 professeurs.

« L'éducation privée, de la maternelle au secondaire, représente une valeur stable, dont la croissance n'est pas liée aux cycles

économiques, parfois troublés », confie au Figaro Laurent Mignon, président du directoire de Wendel. « Il y avait peu de dossiers de cette qualité dans ce secteur, qui nous intéresse beaucoup. »

Dans l'Hexagone, où Globeducate détient 11 écoles dont l'EIB Paris ou la British International School, les frais de scolarité au sein de ces établissements s'élèvent à plusieurs milliers d'euros. De quoi s'assurer des revenus récurrents, puisque les enfants inscrits dès la première année de maternelle restent bien souvent jusqu'à leur dernière année de lycée... La durée moyenne d'étude des élèves dans ces écoles est de

huit ans, parfois plus, précise Laurent Mignon.

Dans le détail, il s'agit pour Wendel d'une situation de co-contrôle de Globeducate, aux côtés de la société de capital-investissement Providence Equity Partners, actionnaire du groupe depuis 2017. Dans le cadre de la transaction, qui sera finalisée lors du second semestre 2024, les sociétés détendront chacune 50% du capital du groupe d'éducation privée, sur la base d'une valeur d'entreprise de 2 milliards d'euros. Wendel doit investir 625 millions d'euros en fonds propres. « Il s'agit pour nous d'une diversification de notre portefeuille et d'un investissement de

long terme dans un marché très local, avec la volonté d'accélérer la croissance de Globeducate et son expansion en procédant à des acquisitions d'écoles de premier rang », poursuit-il.

Providence s'est montré très actif sur Globeducate, avec une vingtaine d'acquisitions réalisées au fil des années. « Grâce à ce partenariat avec Providence, Globeducate aura une plus grande capacité pour investir dans les infrastructures ou des technologies comme l'intelligence artificielle », affirme Laurent Mignon. Le groupe d'éducation privée prévoit d'attendre en 2025 un chiffre d'affaires de 440 millions d'euros, dont 80% réalisés en Europe, et un Ebitda de 120 millions d'euros.

Plus globalement, Wendel explique prioriser des « investissements dans des secteurs moins cycliques, mais qui sont liés aux grandes tendances de fond de la société. Des secteurs qui disposent d'un fort potentiel de croissance naturelle. » Cet apport de 620 millions d'euros dans Globeducate, l'un des plus importants de son histoire, est la dernière pierre de son enveloppe d'investissement de 2 milliards d'euros, annoncée en mars 2023. Au-delà de sa volonté de continuer à s'afficher comme un acteur de l'investissement sur le long terme en accompagnant les entreprises, Wendel avait également annoncé il y a un an une nouvelle stratégie de gestion d'actifs privés pour compte de tiers. Dans l'idée de générer des revenus de commission et des flux de revenus plus réguliers... Pour accélérer cette phase de transformation, Wendel finalisait il y a deux mois son rachat d'IK Partners. « D'autres fonds, spécialisés dans différentes typologies, comme les infrastructures, la dette ou le secondaire, nous intéressent », précise Laurent Mignon.

## « Une offre complémentaire »

De son côté, Wendel était déjà présent sur le secteur de la formation professionnelle, avec Crisis Prevention Institute (CPI) aux États-Unis, spécialisée dans la prévention des violences au travail, ou Acams, spécialisée dans la lutte contre le blanchiment d'argent.

Le président du directoire de Wendel observe-t-il, ces dernières années, une nouvelle vague de privatisation de l'éducation ? « Je ne porte pas de jugement là-dessus... Il faut une offre publique de grande qualité apportée par les États, répond le dirigeant. Pour sa part, Globeducate n'est pas une offre de substitution, mais une offre complémentaire qui s'adresse aux familles qui portent une attention particulière à une éducation bilingue pour leurs enfants. »

Depuis la fin de la dernière décennie, de nombreux fonds d'investissement comme Duke Street, Capza ou Civen, attirés par un niveau de profit très élevé et par l'argent public déversé sur l'enseignement supérieur privé lucratif, se bousculent pour acheter des groupes et des écoles privées de commerce, de marketing ou de publicité. « Wendel n'est pas présent sur le segment de l'enseignement supérieur, qui est, à nos yeux, plus sensible à des changements économiques ou à des modes d'apprentissage », explique le dirigeant.

Les différentes cessions réalisées par Wendel au cours des derniers mois devraient également permettre au holding de développer sa nouvelle activité. En mai dernier, Wendel engrangeait par exemple 1,1 milliard d'euros de liquidités, avec la cession de 9% de Bureau Veritas, dont il est actionnaire depuis presque trente ans.

Face à l'incertitude qui s'annonce pour les prochains mois dans de nombreux pays, le holding d'investissement fera preuve d'une « certaine prudence ». « Comme tous les acteurs du secteur financier, nous sommes sensibles à la variation des taux d'intérêt. Nous n'avons heureusement pas besoin de courir après la dette, puisque tous nos refinancements ont été faits et nous disposons par ailleurs de capacités d'investissement significatives », indique Laurent Mignon. Au lendemain du premier tour des élections législatives anticipées dans l'Hexagone, le président du directoire rappelle que le poids des parts d'entreprises détenues par Wendel dans le pays représente « 15 % des revenus de la société. » ■

## LA SÉANCE DU LUNDI 1ER JUILLET

LE CAC													
	SEUR	SEUR	HAUT SEUR	BAS SEUR	SCAP SEUR	SE 12		SEUR	SEUR	HAUT SEUR	BAS SEUR	SCAP SEUR	SE 12
ACCOR	38,19	-0,29	39,3	38,19	0,263	+10,38	LVMH	712	-0,22	732,4	711,4	0,06	-2,94
AIR LIQUIDE	162,62	-0,83	163,58	162,62	0,094	-7,67	MICHELIN	36,1	-0,03	37,01	36,07	0,23	+1,21
AIRBUS	131,64	+2,64	132,7	130,4	0,186	-5,82	ORANGE	9,426	+0,77	9,69	9,426	0,287	-8,52
ARCELOMITTAL SA	21,29	-0,37	21,8	21,24	0,296	-17,08	PERNOD RICARD	126,95	+0,2	130,65	126,95	0,157	+20,53
AXA	21,26	+2,36	21,91	21,23	0,256	+6	PUBLICIS GROUPE SA	97,24	+1,31	99,74	97,24	0,136	+5,76
BNP PARIBAS ACT A	61,67	+3,59	62,96	60,96	0,406	-1,47	RENAULT	48,25	+0,86	49,79	48,1	0,354	30,74
BOUYGUES	30,64	+2,24	31,37	30,64	0,24	-10,2	SAFRAN	20,21	+2,38	20,44	20,11	0,139	26,74
CAPGEMINI	189,7	+2,15	191,95	189,45	0,204	-0,5	SANT GOBAIN	74,5	+2,59	75,88	74,5	0,231	+17,6
CARREFOUR	13,395	+1,48	13,58	13,395	0,346	-19,14	SANOFI	91,85	+2,12	92,29	90,82	0,113	+2,33
CREDIT AGRICOLE	13,1	+2,83	13,53	13,1	0,312	+1,93	SCHNEIDER ELECTRIC	225,35	+0,47	225,85	224	0,143	+23,97
DANONE	57,7	+0,89	58,14	57,5	0,183	-1,67	SOCIETE GENERALE	22,6	+3,1	23,81	22,6	1,159	-5,93
DASSAULT SYSTEMES	24,5	+2,27	25,98	24,5	0,149	-22,01	STELLANTIS NV	18,636	+0,87	19,024	18,572	0,071	-11,87
EDENRED	40,06	+1,65	40,85	39,63	0,388	-26,01	STMICROELECTRONICS	36,245	-1,68	37,775	36,245	0,218	-9,89
ENGIE	13,73	+2,96	14,235	13,67	0,489	-11,75	TELEPERFORMANCE	102,8	+4,54	105,1	100,75	0,449	+22,15
ESSILORLUXOTTICA	201,8	+0,3	204,9	201,1	0,089	-13,12	THALES	152	+1,67	155,9	151,4	0,115	+13,48
EUROFINS SCIENT.	45,95	-1,29	47,73	45,95	0,273	-22,09	TOTALENERGIES	63,61	+2,05	64,4	63,19	0,166	+3,26
HERMES INTL	210,2	-178	219,4	210,2	0,058	+9,55	UNISAL-RODAMCO-WE	74,28	+103	76,78	74,28	0,355	+0,1
KERING	336	-0,74	346,9	336	0,177	-15,79	VEOLIA ENVIRON	28,46	+193	29,37	28,46	0,338	-0,25
L'OREAL	412,25	+0,54	416,95	411,6	0,06	-8,52	VINCI	100,9	+2,56	105,1	100,9	0,197	-11,26
LEGRAND	93,14	+0,54	95,64	93	0,2	-10,2	VIVENDI SE	9,874	+1,21	10,025	9,87	0,188	+2,05

LES DEVISES			L'OR		
MONNAIE	1 EURO=	VEILLE	31/12		
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6109	AUD		
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,4711	CAD		
GIE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8479	GBP		
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	8,3945	HKD		
JAPON	YEN	173,15	JPY		
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9689	CHF		
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,0745	USD		
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,372	TND		
MAROC	DIRHAM	111,03	MAD		
TURQUIE	NOUVEAU LIVRE TURQUE	35,126	TRY		
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	7,8097	CNY		
CHINE	YUAN	89,6575	INR		
INDE	RUPEE	144,66	DZD		
ALGERIE	DINAR ALGERIEN				

Lingot 1kg	69 852€	+16,19%
Lingot 100g	6 986,25€	+16,13%
Lingot 50g	3 504,1€	+16,01%
Lingot 10g	709,72€	+15,92%
Lingot 2,5g	184,36€	+15,21%
20F-NAPOLÉON	435,87€	+16,2%
20F-SUISSE	430,01€	+16,2%
SOVERAIGN	544,98€	+16,2%
KRUGGERAND	2 323,47€	+16,2%
50 PESOS	2 775,42€	+16,2%
10 DOLLARS	1 155,89€	+16,2%
20 DOLLARS	2 270,77€	+16,2%



# Pour Bruxelles, Meta enfreint le DMA avec son offre payante

Chloé Woltier

Le groupe offre un faux choix aux internautes européens sur l'utilisation des données. Il risque une lourde amende.

Après Apple la semaine dernière, c'est au tour de Meta de subir le courroux de la Commission européenne. Tout comme le concepteur de l'iPhone, le groupe derrière Facebook et Instagram est accusé de ne pas respecter le règlement Digital Markets Act (DMA), qui vise à réinsuffler de la concurrence dans l'économie du numérique.

Si les conclusions préliminaires des enquêteurs se confirment, le groupe sera exposé à une amende maximale de 13 milliards de dollars, soit 10 % de ses revenus annuels. Meta a désormais le droit d'accéder au dossier d'instruction et de se défendre auprès de la Commission. « Nous nous réjouissons de poursuivre un dialogue constructif afin de clore cette enquête », a déclaré un porte-parole du groupe. L'investigation devra

être close d'ici à fin mars 2025. Bruxelles reproche au groupe de Mark Zuckerberg l'introduction en Europe en novembre 2023 d'un abonnement payant optionnel à Facebook et Instagram. Ceux qui y souscrivent, pour un minimum de 10 euros par mois, ne voient plus de publicités sur les deux réseaux sociaux.

Cet abonnement a été introduit par Meta pour, à ses yeux, se conformer au DMA. Parmi les nombreuses obligations auxquelles doivent se conformer les plus grandes entreprises du numérique concernées par le texte (les Gafam, TikTok et Booking) se trouve celle de recueillir le consentement de l'internaute avant de combiner les données captées par leurs différents services. Par exemple, Google doit demander cette autorisation avant de rassembler les données d'une même personne obtenues à partir

de son utilisation de YouTube, Maps et Search, et ce dans l'optique de lui montrer les publicités les plus pertinentes. Si l'internaute refuse, l'entreprise doit lui laisser accès au service, « dans une version moins personnalisée, mais équivalente ». « Nous voulons donner aux citoyens les moyens de contrôler leurs propres données et d'opter pour une publicité moins personnalisée », indique la vice-présidente de la Commission Margrethe Vestager.

## « Payer ou consentir »

C'est là que le bât blesse. Pour Meta, cette version alternative est celle de son abonnement payant, où la publicité disparaît. Mais pour la Commission, le choix entre « payer ou consentir » à la combinaison des données (« pay or consent ») n'en est pas vraiment un.

« C'est un choix binaire, qui est une infraction au DMA selon nos conclusions préliminaires », indique le commissaire au Marché intérieur Thierry Breton. Pour Bruxelles, une véritable « version équivalente » se doit d'être gratuite. Meta peut toujours proposer un abonnement à ceux qui ne veulent pas de publicité, mais il doit aussi offrir ce scénario médian pour respecter le DMA.

Si Meta a créé cet abonnement payant en Europe, c'est parce que son modèle d'affaires est menacé par le DMA, mais aussi par le Règlement général de protection des données (RGPD). Plus de 90 % des revenus du géant des réseaux sociaux (130 milliards de dollars en 2023) proviennent en effet de la publicité ciblée, et un quart de cette somme est issu du continent européen. Permettre aux internautes européens de refuser la

captation ou la combinaison de leurs données réduit donc la valeur des publicités affichées durant leur navigation sur Facebook et Instagram.

L'abonnement est alors un moyen de compenser ce manque à gagner. Le groupe américain appuie son raisonnement sur un jugement, daté de juillet 2023, de la Cour de justice de l'Union européenne. Il indique que les plateformes doivent laisser accès à leurs services aux internautes qui refusent la collecte de leurs données, « si nécessaire moyennant une somme appropriée ». « Notre abonnement sans publicité suit l'orientation de la plus haute juridiction européenne », plaide aujourd'hui Meta face à Bruxelles. Les avocats du groupe américain ont désormais huit mois pour convaincre les enquêteurs de la Commission. ■

# Plongée dans l'International Broadcast Center, la tour de contrôle des images des JO

Keren Lentschner

C'est dans ce complexe que transiteront les vidéos des épreuves à destination des télévisions du monde entier.

À J-25 des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, l'effervescence est palpable autour de l'International Broadcast Center (IBC). Situé à une dizaine de kilomètres de Paris, entre les pistes d'atterrissage de l'aéroport du Bourget et les maquettes grandeur nature du Musée de l'air et de l'espace, l'IBC est une ville dans la ville. Un site de 48 000 m<sup>2</sup> où de 8 000 à 10 000 personnes se relaieront 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 pendant les JO. Huit cents bus seront affrétés chaque jour. C'est là, sur trois halls du parc des expositions du Bourget, que les images des compétitions transiteront avant d'être diffusées par 172 chaînes télévisées du monde entier. Pas seulement les épreuves se déroulant à Paris mais aussi celles qui auront lieu à Marseille (voile, football...) ou Tahiti (surf). Soit au total 11 000 heures d'images produites et diffusées pendant plus de deux mois à destination de 237 territoires sur 24 fuseaux horaires distincts.

L'IBC est l'un des centres névralgiques des JO. Il est piloté par l'Olympic Broadcasting Services, une filiale du Comité olympique chargée de produire les images et de les mettre à disposition de tous les médias qui en ont acheté les droits. Le site a nécessité près d'un an de construction. Trois cents conteneurs ont été réceptionnés au Bourget, la plupart des équipements ayant déjà servi lors de précédentes éditions des Olympiades. La proximité des aéroports du Bourget et de Roissy a entraîné certaines contraintes : la portée des grues - qui ont servi à l'installation du site - a été limitée à treize mètres de haut. Il a fallu aussi insonoriser les bâtiments. Enfin, le survol des hélicoptères a été interdit au-dessus du parc des expositions pour ne pas perturber le fonctionnement du site.

L'installation de l'IBC a démarré en janvier dernier. Depuis la semaine dernière, le site est opérationnel. Tout est prévu pour les équipes, logées à proximité, donc une grande partie quittera à peine les lieux pendant les deux mois de Jeux : un supermarché Carrefour, un bureau de poste, un pressing, un espace bien-être, mais aussi des food-trucks, des restaurants, un café de l'enseigne Costa, et un magasin de produits officiels des JO ont ouvert. Les plus chanceux pourront croiser au détour d'un entrepôt des athlètes : comme il restait de la place, le site comprend aussi un site d'entraînement de gymnastique.

L'IBC compte déjà un millier de personnes sur place. Sur les soixante diffuseurs qui disposeront d'espaces privés et de studios sur site (France



L'OBS Tech constitue le centre névralgique de l'International Broadcast Center, cette ville dans la ville qui ne s'endormira jamais durant les JO.

Télévisions, Eurosport, Japan Consortium, FTV...), les plus gros, à l'image de l'américain NBC, sont déjà arrivés. Le temps de rodage leur équipement et leurs studios d'enregistrement.

En coulisses, c'est Orange - partenaire officiel des Jeux olympiques et paralympiques - qui est à la manœuvre pour assurer la connectivité des sites et la transmission des images. « Les images arrivent et repartent du Bourget par satellite ou fibre optique en fonction des diffuseurs », explique Pierre-Louis de Guillebon, directeur d'Orange Events. Devant l'IBC, face à une piste d'atterrissage du Bourget, se dressent quatre satellites XXL. En sous-terrain, ce sont 3168 câbles de fibres optiques qui relient tous les sites des épreuves à l'IBC via deux routes différentes, au cas où un incident surviendrait sur l'une d'entre elles. Il a fallu deux ans pour les produire. Leur mise en place a démarré en janvier dernier. Impossible de visiter la salle où elles se situent. Elle est classée « secret-défense ».

En revanche, après avoir arpenté sur plusieurs centaines de mètres le labyrinthe du hall 2 du parc des expositions, on a un aperçu de l'énorme Meccano que constituent les JO en matière de

diffusion en pénétrant dans l'OBS Tech. Ce centre est la tour de contrôle de l'IBC. Il est situé dans l'un des vastes entrepôts rectangulaires du site. À droite, plusieurs centaines d'écrans constituent une immense mosaïque sur laquelle les équipes pourront contrôler les images de toutes les épreuves. Pour chaque site, plusieurs écrans de contrôle, avec un code par lieu de compétition sous chaque écran (« STA » pour Stade de France). Une fois les images vérifiées, le feu vert est donné aux diffuseurs. Au pic des JO, une trentaine d'événements auront lieu en même temps. Le dispositif permettra d'envoyer simultanément les signaux correspondant à tous ces programmes. Les équipes s'entraînent ces jours-ci avec

des images des JO de Pékin pour se router, en lien avec les diffuseurs.

Un peu plus loin, dans une pièce mitoyenne, seront produits les programmes comportant des commentaires en anglais à destination de 70 diffuseurs originaux notamment d'Afrique, d'Australie ou d'Europe. Des cabines sont prévues pour enregistrer les commentaires des épreuves. « Certains médias ne peuvent être à Paris pendant les JO. Nous leur fournissons donc un produit tout fait, impartial, qui permette à toutes les parties de pouvoir s'enthousiasmer », explique Marie Debecker, directrice Broadcast et Presse de l'IBC.

À gauche, dans une salle où sont déjà installés plusieurs centaines d'ordinateurs, une armée d'étudiants - salariés par le Comité olympique - prendra bientôt place. Ils seront chargés de répertorier les 11 000 heures de programmes à l'aide de mots-clés. Un travail qui permettra d'archiver l'ensemble des épreuves de Paris 2024.

Avec plus d'un millier de caméras disposées sur l'ensemble des sites, comme lors des JO de Tokyo, Paris 2024 révélera du casse-tête. Une partie de la production et de la sélection des images sera assurée sur le lieu de l'épreuve.

Même les réseaux 4G et 5G seront mis à contribution. Des smartphones disposés sur des barges sur la Seine permettront de diffuser les images de la cérémonie d'ouverture. Ce qui permettra d'éviter de mettre de grosses caméras et d'alléger ainsi le dispositif. À Marseille, les kite-surfers, eux, disposeront de petites caméras sur leurs casques dont les images seront aussi envoyées via la 5G.

À l'IBC, la sécurité n'a pas été laissée au hasard. Le risque de cyberattaques a été renforcé par le contexte géopolitique tendu, notamment avec la Russie. « Nous sommes déjà une cible », reconnaît Mario Reis, directeur des télécommunications de l'Olympic Broadcasting Services qui reconnaît que des effectifs « très importants » sont consacrés à la protection du site, en lien avec les équipes de cybersécurité de Paris 2024 et des différents partenaires (Orange, Atos...). Car le pire scénario serait celui d'une interruption de la diffusion des épreuves.

La pression ne devrait pas retomber avant la fin des épreuves des paralympiques. Et jusqu'en décembre. Le parc des expositions du Bourget sera l'un des derniers sites quittés par les équipes de Paris 2024. ■

## 11 000 heures

d'images produites et diffusées en deux mois par 172 chaînes de télévision dans le monde

STEPHANE DE SAKUTINAPP

# MERCI



LA CHAÎNE  
NUMÉRO 1  
DE LA TNT

LEADER  
EN 2023  
ET 2024



# LE FIGARO et vous



Bracelet  
de 1934.

**JOAILLERIE**  
DANS LES COULISSES  
DE LA RENAISSANCE DE RENÉ  
BOIVIN, CRÉATEUR MYTHIQUE  
DU XX<sup>E</sup> SIÈCLE **PAGE 33**

**DISPARITION**  
ISMAIL KADARÉ, GRAND ÉCRIVAIN  
ALBANAIS, POURFENDEUR  
DU TOTALITARISME **PAGE 38**



## Le génie des Bugatti

À Uzès, une exposition  
réunit les œuvres  
de cette famille d'artistes :  
les autos d'Ettore,  
les meubles de Carlo  
et les sculptures  
de Rembrandt. **PAGE 32**



RENÉ BOIVIN, JEAN-JACQUES CECARINI / LE FIGARO - FRANÇOIS BUCHON / LE FIGARO

## À Rome, les cabanes restent un jeu d'enfant

Valérie Segond Rome

De l'œuvre d'art à la proposition d'habitat,  
des projets d'architectes sont à découvrir tout l'été  
dans le jardin Renaissance de la Villa Médicis.

Quand Sam Stourdzé arrive à la Villa Médicis, en 2020, le nouveau directeur cherche un moyen d'ouvrir davantage au public le jardin Renaissance, avec ses longues allées ombragées, ses pins parasols centenaires, ses vestiges romains et son célèbre paon. Car d'ordinaire, le visiteur est contraint de passer par une visite guidée minutée en groupe. Le directeur, qui aime faire dialoguer les arts et les lieux, imagine alors un événement qui donnerait au visiteur l'occasion de déambuler librement dans ce jardin classé.

Ce sera le Festival des cabanes, qui expose chaque été depuis trois ans les lauréats d'un concours d'architecture portant sur de petites structures en bois ou en matériaux biosourcés, allant de l'œuvre d'art à la proposition d'habitat, du simple pavillon invitant à se reposer à l'hébergement, tous en lien avec la nature. Chaque œuvre devant obéir à des critères écologiques bien définis. Pendant les mois d'été, jusqu'au 29 septembre, le festival permet de s'y rafraîchir.

L'idée est de regarder la nature alentour autrement. Ces cabanes sont donc aussi l'occasion d'une nouvelle expérience du jardin Renaissance. La fraîcheur du bois brut contrastant avec la patine des vestiges romains, et la légèreté des structures, avec l'austérité de la lourde bâtisse visible au-delà des jardins. Il faut s'y promener,

ou grimper ou s'y réfugier, et se laisser prendre par la fantaisie en retrouvant son âme d'enfant. Il faut y bavarder, et rendre un écho à ces points de vue inédits. En grimpant sur l'observatoire, surélevé à 10 mètres, la « cabane 7L », conçue par l'Espagnol Marcel Bouzas, invite à la lecture ou la rêverie. Et à porter un autre regard sur les toits de Rome. Mais aussi sur ce pin parasol de 220 ans planté sous la direction d'Ingres, que l'on toise à mi-hauteur. Plus près du sol, un pavillon couvert de bois de bardage, mais ouvert sur le ciel, rappelle ces abris d'observation des oiseaux dans le parc du Marquenterre, en baie de Somme.

### Poésie et fonctionnalité

On voit cette année un gracieux petit temple rond, où se mêlent bois et tissu jaune d'oeuf, par Ane Architecture sur le modèle du Tempietto de Bramante au Janicule. Ou un pavillon directement inspiré de l'architecture romaine classique. Mais certaines structures sont plus fonctionnelles, comme l'abri Fleximob de Lamécol, une solution d'hébergement d'urgence assemblable et pliable en quinze minutes à deux. Ou une cabane sur pilotis, construite par Huttopia, coiffée d'une tente de toile à double toit et d'une terrasse surélevée sur le jardin, et autonome en énergie. Un festival sous le signe de la poésie et de la fonctionnalité en somme. ■

<https://www.villamedici.it/fr/festival-cabanes-2023>

\*L'élégance est une attitude

BARBARA PALVIN

Elegance is an attitude  
**LONGINES**

CONQUEST



De gauche à droite : le fauteuil-trône, la calandre en fer à cheval, emblème des voitures, et le bronze du chien Wurst.

FRANÇOIS DOUGNON / LE FIGARO

## Bugatti, une dynastie d'artistes

Sylvain Reisser

Le mobilier de Carlo, les voitures d'Ettore et les bronzes de Rembrandt Bugatti : jusqu'au 13 octobre, une exposition rend hommage, dans l'Ancien Évêché d'Uzès, aux créations parfois méconnues d'une famille exceptionnelle.

Le talent de la dynastie Bugatti est protéiforme. Si vous en doutiez, il faut courir à Uzès où le palais de l'Ancien Évêché, qui vient de retrouver partiellement son lustre d'antan, accueille une exposition consacrée à cette famille d'origine lombarde. Grâce à deux collectionneurs, le marchand d'art Marc Stammegna et François Melcion, réputé pour avoir œuvré à la réussite du salon Retromobile, avec Marc Nicolosi puis tout seul, la ville du Gard rend hommage à Carlo et à ses fils Ettore et Rembrandt. L'événement mérite le détour : les réunions des œuvres de cette fratrie hors du commun se comptent sur les doigts d'une seule main. Ce qui fascine avec les Bugatti, au-delà de leurs réalisations, devenues des objets de collection que les amateurs s'arrachent, c'est que ces trois personnages sont de pures autodidactes.

L'anticongrisme a toujours régné dans la famille. Le grand-père Bugatti, Giovanni Luigi, sculptait des cheminées monumentales. Son fils, le designer et ébéniste Carlo, né à Milan en 1856, créa des meubles aux parentèles indécises, puisant leur orientalisme au Japon comme dans le monde islamique. Carlo commence à se faire un prénom dans la dernière partie du XIX<sup>e</sup> siècle, imaginant entièrement la chambre londonienne de Cyril Flower, plus connu sous le titre de baron Battersea. Ses talents s'expriment également dans le domaine de l'argenterie et des instruments de musique à cordes. Mais ce sont ses meubles en bois qui font sa réputation. En 1900, il remporte la médaille d'argent à l'Exposition universelle de Paris. À celle de Turin, deux ans après, apparaît sa fameuse chaise Cobra, en référence à ses courbes qui renvoient au serpent.

Ce mobilier fait partie de la « chambre escargot » récompensée par un diplôme d'honneur à Turin. L'exposition d'Uzès en présente une des quatre encore existantes. Elle côtoie le fauteuil-trône daté de 1900, le bureau de dame asymétrique réalisé en bois tendu de parchemin ivoire et contenant, comme souvent chez Carlo, un décor de libellules, mais aussi un bureau en bois exotique ayant appartenu à Alain Delon. L'acteur français nourrissait une adoration pour Bugatti. N'a-t-il pas été ambassadeur

de la marque française lors de sa résurrection par l'Italien Romano Artioli au début des années 1990. En 2016, la légende du cinéma français avait tourné une page en dispersant chez Christie's douze bronzes sculptés par Rembrandt Bugatti, dont il avait été l'un des tout premiers collectionneurs. « Certaines de ses anciennes œuvres sont aujourd'hui à Uzès », nous assure Marc Stammegna. Encore largement méconnu chez nous, le plus jeune fils de Carlo (1884) a laissé une trace indélébile dans les milieux artistiques, notamment dans l'univers des sculptures animalières. « C'est en accompagnant le prince Paul Troubetzkoy, un ami de son père, dans son cabanon de chasse reclus dans la montagne, qu'il s'ent-

che des animaux, au point de les préférer aux humains », raconte Marc. Il n'a que 16 ans lorsqu'il réalise un troupeau de vaches en terre glaise qui pose les bases de sa signature inimitable.

### Saisir le mouvement et les expressions des bêtes

À Paris, où il a suivi ses parents qui s'y sont établis à partir de 1904, il fait la connaissance d'Adrien-Aurélien Hébrard, qui devient son fondateur attiré et son mécène. Non content d'avoir signé un contrat d'exclusivité avec le jeune Bugatti, Hébrard a l'idée lumineuse de consigner dans des registres le poids et les mensurations de toutes les pièces. Il fait acheter les bronzes par

les plus grands de ce monde, mais l'artiste ne touche qu'une infime partie des revenus. Ettore subvient aux besoins de son frère en lui envoyant régulièrement de l'argent. Les versements se réduisent avec la guerre et Ettore prend ses distances avec son frère qui cache de moins en moins son amour pour sa propre femme. Rembrandt passe ses journées au Jardin des Plantes à observer les animaux, principalement sauvages. Le résultat ne connaît pas d'équivalent : les œuvres réussissent à saisir le mouvement et les expressions des bêtes. Elles semblent comme animées, prêtes à bondir. Les visiteurs du palais de l'Ancien Évêché peuvent s'en rendre compte. Que ce soit le Puma mâle, les deux

léopards marchant en file indienne, les éléphants, les gazelles cherchant à s'apprivoiser, ou encore la femme nue se coiffant assise, chaque réalisation donne l'impression d'être touchée par la grâce. Plus tard, toujours dans sa quête d'excellence et de réalisme, il s'établit à Anvers, réputé pour disposer du plus grand zoo d'Europe. La Première Guerre mondiale le fait revenir en France où il est engagé par la Croix-Rouge. Il ne cache pas son dégoût des horreurs de la guerre. Au début de l'année 1916, des pensées noires l'envahissent. Le 8 janvier, il se suicide. Après avoir bu « comme un évier », écrira-t-il à son frère aîné, il ouvre le gaz dans son appartement du quartier Montparnasse, à Paris.

### Un style induit par la technique

La troisième partie de l'exposition est consacrée aux automobiles d'Ettore, le plus connu des Bugatti. Après un passage à l'Académie des beaux-arts de Milan, il était prédisposé à suivre les traces familiales. Au grand dam de son père Carlo, Ettore préfère les ateliers automobiles aux salons d'artistes. Après avoir travaillé chez de Dietrich & Cie puis chez Mathis et chez Deutz, il se fixe définitivement en Alsace en 1909, à Dorsheim, près de Molsheim, où son fidèle lieutenant Ernest Friderich lui a trouvé une propriété. Ni artiste, ni ingénieur, Ettore invente un style induit par la technique. Il est l'équivalent d'Enzo Ferrari avant-guerre. Ses modèles s'installent au sommet de la production automobile. Son vocabulaire esthétique se nourrit de références aux réalisations de son père et de son frère. Des détails de style comme ses fiacres inspirés des attelages suggèrent sa passion du cheval. Les neuf modèles exposés à Uzès et bénéficiant d'une histoire limpide, du Type 23 de 1922 au Type 57 cabriolet Stelvio de 1936, en passant par le Type 56, une voiturette électrique de 1932, et le Type 43 de 1930 ayant appartenu au roi Léopold de Belgique, racontent à peine trente ans de production. Star de l'exposition, le Type 35 célèbre ses 100 ans. C'est à l'occasion du Grand Prix de Lyon d'août 1924 qu'est apparu cette voiture de Grand Prix. Simple et légère, elle incarne l'esprit Bugatti. À partir du début des années 1930, Ettore prend du recul, cédant les rênes de l'entreprise à son fils Jean qui cède dans un accident de la route le 11 août 1939. Ettore ne s'en remettra jamais. Remarqué au manège de Genève par Delucce et vivant principalement à Paris, il meurt le 21 août 1947 des suites d'une attaque cérébrale. Son entreprise ne lui survit pas. Incapable de se renouveler, elle est cédée à la filiale française d'Hispano-Suiza. Un hommage à l'artiste Monticelli ne voit deux cents ans complète l'exposition d'Uzès. ■

Infos pratiques : du mercredi au dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 heures. Tarifs : 9 €, 7 € réduit, gratuit moins de 18 ans.

## La Tourbillon, toujours aussi unique

Il va certainement falloir inventer de nouveaux superlatifs pour qualifier la dernière Bugatti revendiquant une puissance de 1800 chevaux et une vitesse de pointe de 445 km/h. Alliage de sportivité, de luxe et d'élégance, ce nouveau véhicule, le premier développé entièrement sous la bannière de la firme croate Rimac, repousse un peu plus loin les frontières du sensationnel. Résultat de beaucoup de débats, cette nouvelle voiture innove sur bien des points. Si elle se place dans la lignée de ses devancières - Veyron et Chiron - en restant fidèle au concept de berline, elle renonce au W16 gavage de turbos, au profit de la technologie hybride rechargeable, mais aussi aux noms d'anciens pilotes de la marque pour une dénomination renvoyant au summum de l'horlogerie. Avant même le début de la production en 2026, la série de 250 unités est déjà épuisée, malgré un ticket d'entrée de 4,56 millions d'euros, hors options.

À ceux qui reprochent une évolution de style trop mesurée, les designers tranchent en comparant la Bugatti à la Porsche 911 et au smartphone Apple,



BUGATTI AUTOMOBILES

des icônes qui ont toujours privilégié les petits ajustements aux grands chambardements. Si l'on retrouve les codes immuables de la marque, les lignes apparaissent plus tendues et les portes s'ouvrent en ailes de mouette. Autour d'une base de pare-brise et d'une voiture abaissées respectivement de 45 et 33 mm, la gestion des flux d'air et du refroidissement a fait l'objet de développements particuliers. Quant au poids, il n'excède pas 1995 kg grâce au recours à des matériaux légers.

### Le plein d'émotions

Le cœur de la Tourbillon, c'est sa mécanique d'exception. À la place du W16, les ingénieurs Bugatti ont opté pour un V16 atmosphérique de 8,3 litres développé avec Cosworth et affichant une puissance de 1000 ch et un couple de 900 Nm. Il est associé à trois moteurs électriques de 250 kW chacun, deux à l'avant et un à l'arrière. Ces derniers sont alimentés par une batterie en T de 25 kWh (système 800 V) autorisant

une autonomie électrique de l'ordre de 60 km, ce qui permet à la prochaine Bugatti de répondre aux prochaines législations interdisant le centre des grandes villes aux véhicules thermiques. Selon les règles en vigueur, les émissions de CO<sub>2</sub> sont comparables à celles d'une banale citadine : à peine 120 g/km. Par contre, avec 1800 ch à l'appel du pied droit, les performances sont d'un autre niveau. Les accélérations vont entraîner les occupants dans un tourbillon d'émotions : les 100 km/h en moins de 2 secondes ; les 200 km/h en moins de 5 secondes et les 400 km/h en moins de 25 secondes. Conçu comme une œuvre d'art, le traitement de l'habitacle va révéler tous les sens. Bugatti innove avec une instrumentation développée par des horlogers suisses et inspirée d'une montre à complication. Autre pièce d'orfèvrerie, la console centrale mixe le cristal et l'aluminium. Enfin, les sièges baquets sont fixes, à part le réglage des dossiers, et la position de conduite se définit à partir du volant et du pédaalier réglables électriquement. ■ S. R.

**ÉCOUTEZ TOUTE L'ACTUALITÉ DES JEUNES TALENTS AVEC THIERRY HILLERITEAU**

"Nouvelle génération", chaque mardi à 20h dans le Journal du Classique avec **LE FIGARO**





# Joaillier cherche archives

Élodie Baërd

Afin de redorer ce nom illustre du XX<sup>e</sup> siècle, apprécié des collectionneurs mais méconnu du grand public, les propriétaires de la maison René Boivin travaillent à un ouvrage de référence. Et sont en quête de nouveaux bijoux et documents.

Il se réunissent parfois dans ce petit bureau anonyme de la rue de la Paix. De la fenêtre, en penchant la tête, on aperçoit les devantures des grands joailliers et, au fond, la colonne Vendôme. Ici, l'historienne Juliet Weir-de La Rochefoucauld et le spécialiste de bijoux anciens Olivier Baroin retrouvent le président du comité Boivin, Thomas Torroni-Levene. En dehors de ces sessions parisiennes, le trio travaille principalement à Genève où se situe leur caveau d'Ali Baba, c'est-à-dire les archives de la maison René Boivin. Le nom et le fond de ce merveilleux joaillier du XX<sup>e</sup> siècle ont été rachetés en 2019 par le grand-père Torroni. « Un marchand de pierres précieuses et de bijoux anciens, connu comme le loup blanc dans le milieu de la joaillerie, précise Olivier Baroin. La précédente propriétaire, Nathalie Hocq Choay (ex-Cartier et Poiray, NDLR), a gardé la marque pendant une vingtaine d'années, et a reçu beaucoup de sollicitations de rachat. Soucieuse de l'avenir de cette institution, elle a choisi son acheteur. »

Si les Torroni se réjouissent d'avoir remporté la mise, ils ont surtout eu la bonne surprise de mettre la main sur des archives beaucoup plus vastes qu'espéré. « Il y avait quelques bijoux, mais aussi 25 000 dessins et études, des plâtres, des maquettes, des livres de comptes, des inventaires de stocks, des carnets de commandes, des milliers de correspondances... », liste Thomas Torroni-Levene, qui travaille pour l'entreprise familiale de négoce et a, par ailleurs, pris à bras-le-corps depuis quatre ans le « chantier » Boivin. Il épluche patiemment les documents récupérés. Il traque aussi les témoignages de personnes encore vivantes ayant eu à faire, de près ou de loin (artisans, descendants, clients...), aux dirigeants de la marque au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Enfin, avis aux amateurs, ils cherchent chez les particuliers des bijoux qui pourraient être certifiés et photographiés pour figurer dans le futur livre, qui se veut une référence, en préparation avec Juliet Weir-de La Rochefoucauld.

## Une vision artistique

Jusqu'à ce que les Torroni en deviennent les dépositaires, pour une raison inexplicable (ou au moins inexploquée), ces archives sont restées inexploitées, voire inconnues (certains avertis doutaient même de leur existence). En conséquence, les expertises de bijoux anciens attribués à Boivin reposaient sur « des faisceaux d'indices » comme disent les professionnels et des documents très parcellaires. Beaucoup de bagues, brosses et bracelets – la plupart du temps non signés – ont donc été certifiés de façon erronée, faisant finalement flancher sa cote. Voilà donc aujourd'hui le premier chantier de Thomas Torroni-Levene : « Mener des expertises rigoureuses et complètes, rassurer le marché et remettre la marque sur son piédestal », dit-il.

Fondée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par Jules-René Boivin, la maison a la particularité de s'être imposée grâce à des femmes, à contre-courant de la domination masculine qui régnait alors autour de la place Vendôme. Jeanne Boivin, sœur de Paul Poiray et jeune veuve du fondateur, prend avec brio le relais de son mari et se révèle une femme d'affaires - et de goût - avisée, bien-



1



2



3

tôt secondée par sa fille Germaine. « Elle crée, avec ses dessinatrices (Suzanne Belperron, dans les années 1930, puis Juliette Moutard jusqu'en 1970), des bijoux de femmes aux caractéristiques bien différentes de celles de ses concurrents, écrit l'experte Évelyne Possémé, dans le catalogue de la mémorable exposition du Musée des arts déco à Paris, « Bijoux Art déco et avant-garde » (2009) dont elle était la commissaire. Admiratrice de l'Art nouveau, elle a fait siennes les caractéristiques développées en son temps par René Lalique : importance de l'architecture, bijoux en volume. La géométrie ou le machinisme ne l'ont jamais inspirée, même si elle se sentait plus proche du mouvement moderne que des joailliers de la place Vendôme. (...) Massifs, ses bracelets et ses bagues sont des sculptures qui s'inscrivent dans l'espace. Ses matières, le cristal de roche ou l'agate, sont taillées à la perfection, sans arêtes vives et tranchées, mais avec des arrondis sensuels et voluptueux. »

Avec ses associations de matières et de couleurs audacieuses, et sa vision artistique du bijou, Boivin attire l'élite européenne et internationale (en particulier américaine), comptant parmi ses clients des personnalités politiques et culturelles, de l'impératrice du Vietnam à Marc Chagall, de la socialite Millicent Rogers (notre photo) à Louise de Villemorin, de Cecil Beaton à Jean d'Ormesson, de Paul Iribé à Diana Vreeland. « En plongeant dans les archives, on constate une audace et une modernité inaltérées, mais aussi une continuité dans la création même après Suzanne Belperron et Juliette Moutard, avec les créatrices Marie-Christine de Lamaze puis Marie-Caroline de Brosses (dans les années 1970-1980), Ghislaine d'Entremont et la dernière en date, de 1989 à 1999, Sylvie Vilain », raconte Olivier Baroin. Certains modèles emblématiques, comme le bracelet Selle chinoise, les broches Feuille persane ou Étoile de mer, les bagues Toit ou Quatre corps, ont traversé le siècle sans prendre une ride.

Ces trésors seront donc bientôt répertoriés dans un beau livre aux textes écrits par Juliet Weir-de La Rochefoucauld, qui paraîtra l'année prochaine. La fine équipe cherche aussi « des photos d'époque pour apporter une vision incarnée des bijoux ». La collection patrimoniale en cours d'acquisition fera également l'objet d'une grande exposition parisiennne en 2026. Et après ? Il n'est pas exclu qu'une petite production, très haut de gamme, soit relancée. Mais seulement quand les chantiers actuels auront été menés à bien. ■



L'héritière américaine Millicent Rogers (ci-contre) en 1939, portant la fameuse broche Étoile de mer de René Boivin.

1. Bague de 1915, en or et émail bleu, diamant de 5 carats, ayant appartenu à Nicole Groult, sœur de Jeanne Boivin, en vente chez Tajan la semaine dernière.

2. Clips d'oreilles à décor de feuillage pavés de perles, diamants et émeraudes, dessin de Suzanne Belperron pour René Boivin, vendus à Drouot en avril 2023.

3. Bague Toit en platine et rubis de 1932, dessin de Suzanne Belperron pour René Boivin, vendue à Drouot en avril 2022.

4. Broche Lion en or, saphirs, diamants, émeraudes et rubis, de 1977, vendue par Christie's l'an dernier pour plus de 770 000 €.



4

“ LA CONQUÊTE DE L'OUEST  
COMME VOUS NE L'AVEZ JAMAIS VUE ”

LE PARISIEN

KEVIN COSTNER

FESTIVAL DE CANNES  
SÉLECTION OFFICIELLE 2024  
HORS COMPÉTITION

UN FILM DE  
KEVIN COSTNER

**HORIZON**

UNE SAGA AMÉRICAINE

**AU CINÉMA LE 3 JUILLET**

JOHN BAIRD & KEVIN COSTNER ET MARK KASDAN  
Avec KEVIN COSTNER

BFM TV. LE FIGARO. MATCH. Le Point. L'EQUIPE. TFI+. RTL.



# Matisse et Bonnard, unis dans la lumière des peintres à la Fondation Maeght

Valérie Duponchelle Envoyée spéciale à Saint-Paul-de-Vence

Confrontation, dans ce temple de l'art moderne, du créateur de « La Danse » et du portraitiste de « Marthe au bain ». Avec en filigrane l'amitié qui les liait à cette dynastie naissante de galeristes et visionnaires de l'art.

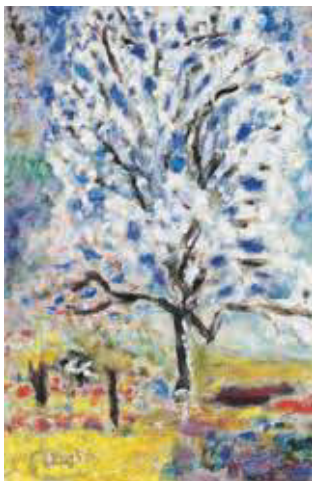
Une carte postale sage d'un bateau amarré à Amsterdam, datée du 13 août 1925. L'eau est stagnante, l'ordre, naturel, le noir et blanc tire vers le sépia. C'est déjà un tableau. « Vive la Peinture ! Amitiés, Matisse », écrit au verso, d'une écriture ferme, celui qui fut le chef de file du fauvisme (1869-1954) à « Monsieur P. Bonnard, artiste peintre à Vernonnet, près de Vernon », celui qui fut le plus « japonard » des nabis (1867-1947). Ce pourrait être la devise de l'exposition « Amitiés, Bonnard-Matisse », qui scrute, en plus de 300 œuvres dont un grand nombre jaillies de collections privées, l'amitié des deux peintres à partir de leur rencontre chez le marchand Ambroise Vollard, en 1906. Elle marque les 60 ans de la Fondation Maeght, cet été, et son agrandissement dans le secret de son soubassement, grâce au projet de l'architecte napolitain Silvio d'Ascia et au mécénat de Dassault Histoire et Patrimoine (Le groupe Dassault est propriétaire du « Figaro »). Comme le Städel Museum de Francfort en 2017, elle confronte les deux peintres qu'animent la même passion et la même recherche. Mais comme elle se tient à la Fondation Maeght, ce palais idéal de l'art moderne signé de l'architecte catalan Josep Lluís Sert et inauguré par André Malraux le 28 juillet 1964 à Saint-Paul-de-Vence, elle aurait pu s'appeler « Amitiés, Bonnard, Matisse, Maeght ».

Car, malgré les ans et les querelles qui ont marqué ce lieu merveilleux, il y règne cet esprit propre aux artistes qui semble abolir les frontières, comme si une bourrasque venue d'ailleurs balayait le tout de sa puissance novatrice. Les liens intenses qui ont uni ces trois destins tissent une histoire particulière qui imprègne le lieu, oasis magique où Giacometti a sa cour, Miro, son labyrinthe, Braque, son vitrail bleu, Ubac, son Chemin de croix en ardoise taillée. « Bonnard passa les dernières années de sa vie avec ma famille. Veuf depuis 1942, il venait déjeuner ou dîner plusieurs fois par semaine et piquait avec nous sur les îles de Lérins, au large de Cannes », écrit aujourd'hui Adrien Maeght, 94 ans, dont les films uniques montrent un Bonnard décharné, alien émergeant de l'eau dans un maillot de bain démesurément large.

## « Grand saut vers l'art moderne »

Il a raconté dans son autobiographie, *Dans la lumière des peintres*, écrite avec Patrice Trapier en 2017, l'incroyable odyssée de ses parents, Aimé Maeght, né en 1906 à Hazebrouck, fils d'un cheminot du Nord tué lors des premiers combats de 1914, et Marguerite, fille d'une lignée prospère d'épiciers cannois. Ils sont devenus par leur audace, leur allant et leur intuition des acteurs de premier plan de l'histoire de l'art moderne.

Parce que le hasard a voulu qu'elle vende au débotté et à l'instinct des tableaux du nabi Henri Lebasque, Marguerite Maeght découvre son don du commerce et se retrouve en 1940 sur les hauteurs du Cannet devant la maison d'un peintre dont elle



L'Amandier en fleurs, de Pierre Bonnard, 1946, et Le Buisson, d'Henri Matisse, 1951.

ignore tout. « Comment ce grand peintre, Pierre Bonnard, a-t-il pu faire confiance à cette jeune femme surgie de nulle part ? », raconte son fils. Il confiera plus tard avoir été fort amusé par cette apparition d'un être drôle, pas très grand, très en vie, accompagné de son jeune garçon et d'une carriole. »

Marthe, son modèle absolu et sa muse jalouse, n'est pas là. « Bonnard est alors âgé de 73 ans. Il est grand et sec, il a fière allure avec sa fine moustache, ses lunettes rondes à monture métallique. » Elle convainc le peintre. Il lui confie une petite nature morte qu'il la laisse d'abord dubitative mais qu'elle vend promptement au prix fixé par l'artiste. Sa présence, brune, pétillante, et

son visage ovale qui inspira tant Matisse irradie dans l'exposition.

Au rude hiver 1942, synonyme de privations et de famine, Bonnard, veuf de 75 ans, prend l'habitude de descendre retrouver les jeunes Maeght à la villa La Chance, dont la roseraie a été transformée en potager. « Lui qui n'avait jamais eu d'enfant parlait longuement avec mon père. Pour ma part, n'ayant pas vraiment eu de grand-père, j'appréciais sa présence. » se souvient Adrien Maeght, qui bénéficia de ses lumières pour ses versions latines. « Il s'était formé entre Pierre Bonnard et moi une sorte d'amitié très curieuse qui dépassait l'amitié de deux hommes avec une telle

différence d'âge », expliquera en son temps Aimé Maeght (1906-1981). « Pour moi, Bonnard est "le peintre". À travers les longues conversations que j'ai eues avec lui, c'est lui qui a été à la base de mon évolution et de l'ouverture de mon esprit à l'art vivant. Bonnard est arrivé à un moment de ma vie où je voulais faire ce grand saut vers l'art moderne », témoigna le pionnier de Saint-Paul-de-Vence qui accompagna Bonnard en 1944 à Paris pour sauver son atelier de la cité des Fusains, à Montmartre, miraculeusement retrouvé intact grâce au fatras de l'atelier voisin.

« Bonnard est-il un grand peintre ? », s'interroge acide le grand critique

Christian Zervos dans les *Cahiers d'art*, en 1947, jugeant ce dernier à l'aune des impressionnistes, « dépourvu de nerf et faiblement original ». En 1948, un an après la mort de Bonnard, Matisse écrit directement sur son exemplaire : « Oui, je certifie que Pierre Bonnard est un grand peintre pour aujourd'hui et sûrement pour l'avenir. » Et signe ses propos comme une œuvre ou un verdict. Cette page ouvre l'exposition où les autoportraits au trait vif, moqueur, de Matisse, incroyablement vivants, font face aux autoportraits fuyants, minuscules, dans la pénombre, presque douloureux, de Bonnard. « Je l'ai connu toute la vie, ce peintre rare et courageux, et comme il le disait lui-même il se trouve entre l'impressionnisme et le fauvisme, car il ne voulait pas qu'on lui donne un rôle qu'il ne méritait pas », écrit-il à Zervos. La confrontation des deux mondes prouve qu'il avait raison en écrivant : « Tous les bons fruits se valent. » À Vence, Matisse devient l'ami des Maeght, qui ont dû quitter Cannes suite à l'arrestation de Jean Moulin, ami d'Aimé. Une amitié plus professionnelle, plus sévère, mais tonique.

À la Libération, Matisse, sans galerie ni marchand attiré, encourage Aimé Maeght à s'installer à Paris. L'inauguration de la première Galerie Maeght a lieu le 6 décembre 1945 avec des dessins de Matisse réalisés pendant la guerre. C'est un succès d'estime. « J'ai trouvé près de Matisse un esprit qui était le contrepoint de celui de Bonnard. On l'appelait Herr Professor, il savait expliquer, dominer les raisons de sa création ; Bonnard, lui, ne le savait pas, il se laissait porter par son intuition. Matisse, c'est un art d'apparente facilité, il dépouille pour ne garder que l'essentiel », dit Aimé Maeght. Pour les 60 ans de la Fondation Maeght, les héritiers Matisse, Bonnard et Maeght étaient réunis dans le Labyrinthe Miro. ■

Jusqu'au 6 octobre à la Fondation Maeght, 623, chemin des Gardettes, Saint-Paul-de-Vence (06).  
Tél. : 04 93 32 81 63. [www.fondation-maeght.com](http://www.fondation-maeght.com)

## Des Arcs-sur-Argens à Draguignan, les amis à jamais de Marguerite Maeght

Éric Biétry-Rivière  
Envoyé spécial  
aux Arcs-sur-Argens (Var)

Une sainte protectrice, des amis artistes et un monde d'art pour l'éternité... C'est à 4 kilomètres du village médiéval des Arcs-sur-Argens (Var), dans une chapelle du XIII<sup>e</sup> siècle aujourd'hui incluse dans un domaine viticole, que les valeurs et les passions du couple Maeght se lisent peut-être au plus intime. Ces

soutiens de quelques-uns des plus grands plasticiens de l'après-guerre peuvent reposer en paix à Saint-Paul-de-Vence. Ils s'en sont donné ici ses moyens.

Inconsolable après la mort de leur deuxième fils, Bernard, emporté par une leucémie à l'âge de 11 ans en 1953, Marguerite, en bonne chrétienne provençale, avait notamment cherché réconfort auprès de sainte Roseline, une sœur chartreuse du Moyen Âge canonisée au XIX<sup>e</sup>. En 1962, après avoir cru mourir durant un voyage aux États-Unis, elle s'était encore recommandée à cette religieuse, à

laquelle on attribue de nombreux miracles régénérants - notamment celui de faire tomber la pluie, si l'on en croit le pèlerinage local annuel toujours en vigueur.

Six ans plus tard son vœu était exaucé : naissait Jules, premier et unique petit-fils. Alors, à la manière de ce qu'il était coutume de se faire sous l'Ancien Régime chez les nobles, Marguerite s'engagea à financer intégralement la restauration de la chapelle dédiée. Et, pour son décor intérieur, elle fit appel aux amis. Lesquels acceptèrent de collaborer librement, trop heureux de pouvoir rendre la pareille par leurs créations à leurs marchands si dévoués.



Portrait de Marguerite Maeght, d'Alberto Giacometti, 1961.

### Piété populaire

Diego Giacometti a conçu deux bas-reliefs, des pièces uniques dans sa production. Dans un style curieusement néo-égyptien le premier figure le miracle des roses (la fleur métaphorisant le don nécessaire aux pauvres). Également, pour une niche reliquaire, il a modelé une paire de vantaux à poignées florales. Autrement, on admire sur place, devant l'autel, pareillement coulé dans le bronze, un imposant lutrin à motifs végétaux. Il renvoie à la couronne d'épines des chrétiens peints tout autour. Les vitraux, eux, sont abstraits. Ceux de Bazaine filent le jour d'un bleu accordé aux fonds lapis-lazuli des scènes peintes. Ceux d'Ubac, dans le chœur, teintent l'air du rouge de la Passion. Quelques années après leur installation, Chagall est venu parachever l'ensemble en couvrant le mur droit de la plus vaste de ses mosaïques intérieures. On y découvre, dans une même atmosphère pastel bleu-rose, une société d'anges pique-niqueurs, réminiscence des repas joyeux pris en plein air à Saint-Paul-de-Vence.

Pas d'avant-gardisme tapageur donc de part et d'autre de ces travées. L'esthé-

tique nouvelle du tournant des années 1970 s'harmonise ici idéalement avec les expressions traditionnelles de la. Au contact des ajouts récents le caractère sacré du retable central, daté du début du XVII<sup>e</sup>, et aussi celui de la dépouille de Roseline exposée en permanence dans sa chaise vitrée semblent même renforcés. Les Maeght avaient intitulé leur revue d'art *Derrière le miroir*. Et, de fait, dans cette chapelle, entre fidèles du cru et touristes internationaux, on s'y croit bel est bien. Douze kilomètres plus au nord, à Draguignan, le Musée des beaux-arts propose pour sa première exposition importante depuis sa réouverture, en novembre dernier, des esquisses, documents et témoignages relatifs à cette modernisation artistique bien comprise d'un lieu cultuel ancien. Venu de Washington un portrait de sainte Roseline par Nicolas Mignard (1606-1668) cotoie celui de Marguerite Maeght par Alberto Giacometti (prêt de la Fondation). ■

Jusqu'au 22 septembre au Musée des beaux-arts, 9, rue de la République, Draguignan (83).

Catalogue Le Passage, 108 p., 15 €.

Tél. : 04 98 10 26 85. [mba-draguignan.fr](http://mba-draguignan.fr)

LE FIGARO Billetterie



THÉÂTRE  
LOISIRS  
HUMOUR

Tous vos spectacles sur [billetterie.lefigaro.fr](http://billetterie.lefigaro.fr)



# Le jonglage se rêve en discipline olympique

Ariane Bavelier

La quatrième édition de Jogging, un festival dédié, vient de s'achever à Paris. Une réunion internationale de virtuoses, entre sport et art.

**D**imanche dernier ils étaient là, à Paris, Carreau du Temple, en clôture du Festival Jogging, pour s'affronter. Quatre champions émérites de jonglage : Spencer Androli, champion général des États-Unis pour les années 2017, 2021 et 2022 ; celui de Norvège pour l'année 2019, Eivind Dragsjø ; celui d'Allemagne pour l'année 2017, Christian Hauschild ; et celui des États-Unis pour les années 2013 et 2015, Jonah Botvinick-Greenhouse. Ce championnat n'a lieu qu'une fois tous les quatre ans, d'ordinaire à Las Vegas, et Jason Garfield, fondateur et président de la Fédération mondiale de jonglage, a fait le voyage depuis Seattle pour veiller personnellement sur son bon déroulement.

En son honneur, une « convention » de jongleurs émérites s'était tenue quelques jours plus tôt au Théâtre Firmin Gémier d'Antony (Hauts-de-Seine). Jason Garfield est un grand gaillard, taillé comme une armoire à glace. Il l'assure : jusqu'aux années 2010, le jonglage « était tenu pour un art de cirque. Cette situation me frustrait depuis l'enfance. J'ai eu le sentiment qu'il aurait une plus large audience s'il était défendu comme un sport et diffusé à la télévision ».

Trouver une chaîne qui accepte de retransmettre a été le plus facile : le jon-

glage est hautement spectaculaire et ESPN a eu tôt fait de se déclarer sponsor et média des épreuves. La vraie difficulté a été de mettre au point des règles selon lesquelles arbitrer. « Il en existe d'artistiques. J'en voulais d'autres moins subjectives », dit l'Américain. Faire son chemin dans les modalités imposées est compliqué pour qui n'a pas pratiqué. Un peu comme pour la gymnastique, où il faut passer au sol, aux barres, au cheval et à la poutre, le jongleur doit envoyer en l'air balles, massues et anneaux. Séparément. Pas moins de cinq. Il doit également choisir d'enchaîner entre dix et vingt mouvements parmi la centaine officiellement répertoriés, rien que pour les balles.

Un premier jury se concentre sur l'exécution, tandis qu'un deuxième attribue un score avec calcul des diverses pénalités pour les erreurs telles que les chutes, les figures incomplètes, les collisions et les mouvements corporels superflus. Un troisième, enfin, évalue l'adéquation de la musique avec la chorégraphie. Chaque prestation dure à peine quatre minutes. « L'art et le sport se partagent ce même mot de "performance" », dit Sandrina Martins, directrice du Carreau du Temple, qui a pensé Jogging.

Dix à quinze nationalités se rejoignent pour cette compétition. Le jonglage, dit-on, est une discipline méditative. C'est aussi une discipline têtue : « L'at-



Lors de la clôture de Jogging, à Paris. « L'art et le sport se partagent ce même mot de "performance" », remarque Sandrina Martins, la directrice du Carreau du Temple, qui a pensé le festival de jonglage. LE CARREAU DU TEMPLE

trait des JO nous a poussés à accepter une démonstration à Paris. Nous espérons qu'une délégation du Copo viendrait nous voir. À défaut, je filme tout pour pouvoir lui envoyer », confie Garfield.

## « Une fête permanente »

Le tournage a d'ailleurs commencé au Théâtre d'Antony. Une vingtaine de jongleurs étaient venus à ce prologue, organisé en marge de la convention européenne, qui a lieu chaque année depuis 1970. « La prochaine aura lieu au Portugal et rassemblera 5000 à 6000 personnes. De telles conventions sont le lieu et le moment où l'on dialogue et échange ses trucs », ajoute Vincent

Berhaut, directeur de la Maison des jonglages.

Sur le plateau, un garçon montre comment envoyer une balle depuis son front, en se cambrant assez pour avoir de l'élan, puis comment la réceptionner avec ses dents. De son côté, un Finlandais de 13 ans, taillé comme Fifi Brindacier, s'entraîne à envoyer en l'air six massues et à faire un demi-tour tandis qu'elles retombent. « Je l'entraîne en visioconférence une fois par semaine », dit Garfield.

Il a fait venir sur place Adolfo Esteban, le dieu des sept à huit balles, qu'il envoie pour des ballets aériens hallucinants, mais qui reste en dehors du

championnat du monde, car il se sent maladroit aux massues et aux anneaux. « Notre volonté, ce serait d'être présents aux JO de Los Angeles, au moins pour des démonstrations », déclare le président.

Fée des olympiades culturelles françaises, la danseuse et chorégraphe Dominique Hervieu se dit pour : « La mise en jeu du corps couplée à l'imagination des hommes n'a pas de limite dans l'invention. C'est une fête permanente, et c'est ce qui me passionne. Pourquoi avoir envie de tourner sur la tête ? Pourquoi avoir envie de lancer sept balles en même temps ? C'est un mystère, il nous enchante, nous distrait du tragique de l'existence. C'est la part la plus belle de l'humanité. » ■

## Un drôle de « Cid »

Nathalie Simon Envoyée spéciale à Grignan (Drôme)

Pour les Fêtes nocturnes de Grignan Jean Bellorini offre une belle variation de la célèbre pièce de Corneille.

**D**es martinets piaillent. Ils attirent l'attention des spectateurs qui s'installent dans les gradins montés devant le château de madame de Sévigné, sur les hauteurs de Grignan (Drôme). Sa façade de style Renaissance s'offre aux derniers rayons du soleil. Des effluves de jasmin s'échappent des vieux murs de la ville. « Il y a une brise très légère », souffle l'Infante, Karyll Elgrichi. Une moto traverse la ville. « Et tout à coup, c'est une averse qui tombe. » Le plateau circulaire est recouvert d'une voile en plastique blanc qui s'élèvera plus tard vers le ciel. Mais ce soir de juin, les nuages sont en grève. « Attention de ne pas faire de bruit avec les bouteilles d'eau ! », lance une voix féminine. Compte tenu d'un pic de chaleur, des dizaines ont été distribuées au public.

Dès le début de la représentation, ce dernier est pris à partie. Cernés par une maquette de bateau et la sculpture d'une Vierge à l'enfant, les comédiens présentent les personnages du Cid de Corneille. Outre les amoureux mythiques, Chimène et Rodrigue, Cindy Almeida de Brito et François Deblock, Léonor, la gouvernante de l'Infante, irrésistible Federico Vanni aux faux airs de Paolo Conte. Une « tempête s'annonce, les vagues se déchènent », mais comme sur le Titanic, les musiciens, Clément Griffault et Benoît Prisset continuent à jouer. Enlacés, Chimène et Rodrigue continuent, eux, de danser. Le pire et le rire sont à venir.

L'ensemble de la pièce est traversé par un esprit facétieux. Il est bien question d'amour impossible, d'honneur et de dilemme corneilien. Les fameuses tirades sont dites d'une voix claire. Mais à peine la tragédie, voire l'ennui inhérent au Cid original, pointe-t-il que Jean Bellorini sonne l'heure

de la récréation. Surveillant d'un soir, complice de ses ouailles, il fait surgir de la légèreté. « Rodrigue, c'est papa ! » « On n'est pas dans un concert, ton père s'appelle Don Diègue, pas Mick Jagger ! » Carmen est éplorée, mais pas larmoyante. Les pères plus compréhensifs envers leur progéniture que pressés de voir le sang couler.

## Émerveillement assuré

Récemment, dans *Le Suicidé* de Nicolaï Erdman monté par Jean Bellorini, François Deblock empruntait la silhouette filiforme de Lucky Luke. Cheveux en l'air comme le Petit Prince, sous ses traits fins comme une lame d'épée, Rodrigue a du cœur et surtout le sens de l'humour. Prompt à s'enflammer pour la belle Chimène, il sautille en pantalon jaune assorti à celui de la costumière, Macha Makeïeff. Galope comme un fou sur un cheval de bois et de retour de la guerre, entonne *Je ne suis pas un héros*, la chanson de Daniel Balavoine. Petits et grands sont en joie.

Intimidé par ses prédécesseurs – Jean Vilard qui a mis en scène *Le Cid* en 1951 avec Gérard Philipe à Avignon, et Roger Planchon, autre directeur du Théâtre national populaire auquel il a succédé en 2020 –, Jean Bellorini propose une *Histoire d'un Cid* d'après Pierre Corneille. Soit une « variation » pensée pour cette 37<sup>e</sup> édition des Fêtes nocturnes (jusqu'au 24 août). L'habile metteur en scène a imaginé un « bac à sable » où sa troupe joue à sa guise.

Au texte qu'il trahit avec talent il a ajouté des mots de Lamartine, de Victor Hugo et de Valère Novarina. On taira la scénographie de Véronique Chazal pour garder l'effet de surprise. Émerveillement assuré. Commencée dans les lumières prometteuses de l'été, la pièce s'achève sur un « cortège d'étoiles ». ■

LOUVRE

**CHEFS-D'ŒUVRE DE LA COLLECTION TORLONIA**

Exposition au Louvre  
26 juin – 11 novembre 2024

Réservez sur [louvre.fr](http://louvre.fr)  
Adhère sur [amisdulouvre.fr](http://amisdulouvre.fr)

Grand mécène  
**BVLGARI** **Deloitte** **LE FIGARO** **Le Point** **AD**

# « Les Douze Derniers Jours de Federer » : jeu, set et larmes

Nicolas Vollaire

Prime Video a suivi la fin de carrière du plus grand joueur de tennis de l'histoire à travers un documentaire intense en émotion.



Roger Federer et Rafael Nadal, lors de la Laver Cup, le 23 septembre 2022, à Londres.

Dans le monde feutré de la petite balle jaune, il existe un avant et un après 23 septembre 2022. L'avant, c'est le tennis lorsque Roger Federer jouait encore. Un sport que le Suisse a élevé au rang d'art, où l'élégance côtoyait à chaque tournoi la quasi-perfection : « Roger, c'est le barychmion des courts. Il est probablement le plus grand joueur de l'histoire », déclare John McEnroe dans le documentaire. Parole d'artiste. Car l'après septembre 2022, c'est le tennis sans « Rodgeur ». Un sport qui doit se reconstruire avec une nouvelle génération, un Djokovic déclinant et un Nadal inconsolable.

Le joueur espagnol, devenu son grand ami au fil du temps, tient une place aussi importante dans le film de Prime Video que celle qu'il a occupée

dans la carrière de son rival attitré. Il est d'ailleurs l'un des premiers prévenus de la retraite du maestro suisse quelques jours avant l'annonce officielle. Federer lui a demandé de jouer leur dernier match ensemble, en double, lors de la Laver Cup le 23 septembre. Tout juste devenu papa, Nadal n'hésite cependant pas une seconde à dire oui à son ami. Puis, c'est entouré de son épouse, Mirka, de ses filles, Charlene et Myla, et de ses fils, Leo et Lennox, que Roger enregistre l'annonce fatidique dans son bureau, juste devant la vitrine abritant ses huit trophées remportés à Wimbledon. La voix s'effrite un peu, hésite parfois. Le temps de reprendre son souffle et d'achever son annonce par ces mots forts : « Le tennis va me manquer, je vais devoir en faire mon deuil. Mais je veux dire à ce sport que je l'aime et que je ne le quitterai jamais. »

Le lendemain, les caméras du documentaire ne perdent rien des réactions du clan Federer réuni dans le bureau de son agent Tony Godick, à Zurich. Rares en confessions, Robert et Lynette Federer, les parents de Roger, ont le visage fermé. « C'est un jour très émouvant... », avoue la mère du champion.

« Le tennis va me manquer, je vais devoir en faire mon deuil. Mais je veux dire à ce sport que je l'aime et que je ne le quitterai jamais »

Roger Federer

Collé à sa femme, Mirka, Roger observe avec émotion le monde découvrir la nouvelle de son départ. Tête baissée, yeux rougis, celui qui montrait si rarement ses émotions sur le court tombe en pleurs dans les bras de Mirka. Le film de

Prime Video n'en est pas encore à la moitié qu'il a déjà fait couler autant de larmes que Titanic et Forrest Gump réunis. Et ce n'est pas fini. La seconde partie du documentaire relate l'ultime préparation physique du joueur de 41 ans, désormais lâché par son corps. En cet automne 2022, le maestro veut faire bonne figure pour son ballet final. Direction Londres pour la Laver Cup, une compétition opposant les joueurs européens au reste du monde. Plongée unique dans les coulisses du show avec un Federer accueillant, en hôte parfait, les participants à la fête : Nadal, Murray, Djokovic, Tsitsipas, puis Borg et McEnroe, les capitaines des deux équipes. L'humeur est badine, le « chambra-ge » partout. Mais l'émotion affleure à chaque heure qui rapproche du dernier match. Là, devant 10 000 spectateurs, Federer et Nadal livrent une admirable

prestation contre les cogneurs américains Frances Tiafoe et Jack Sock qui finiront par avoir raison des deux légendes après plus de deux heures de jeu. Voilà, c'est fini. Roger Federer vient de livrer son ultime récital et la pression retombe. Il cède à l'émotion, tout comme sa famille, les joueurs et les spectateurs. Et surtout son copain Rafa avec lequel il finit main dans la main, versant des sanglots si longs que le tennis entier semblait en deuil à cet instant. « J'avais tenu jusque-là mais, à la fin, voir Mirka et Rafa en larmes m'a fait craquer. Et j'ai pleuré, pleuré, pleuré sans m'arrêter... », confesse avec sincérité le plus grand joueur que le monde ait connu. ■

« Les Douze Derniers Jours de Federer »  
Sur Prime Video  
Notre avis : ●●●●

## L'homme qui n'aimait pas l'Europe

Benjamin Puech

Le documentaire « Hongrie, quand la démocratie vacille » livre un portrait au vitriol du véhément premier ministre populiste Viktor Orban.

D eux camps visiblement irréconciliables. D'un côté des Hongrois, parfois âgés, en partie issus des régions rurales, qui voient en lui le sauveur des « valeurs » du pays, le garant de la sécurité face à l'immigration. Lorsqu'on les interroge sur les qualités de Viktor Orban, en place depuis quatorze ans, ils répondent : « Il a su rétablir l'ordre. » Face à eux, des jeunes inquiets qui désespèrent de constater le contrôle de la presse et un rejet des minorités, et dépeignent le premier ministre en affreux populiste. Le documentaire Quand la démocratie vacille explore entre autres cette fracture de la société, en suivant des journalistes et des militants opposés au pouvoir. Ils

décryptent le système de gouvernance mis en place par Orban. Et sa rhétorique. Après les législatives à nouveau remportées en 2022, son parti, le Fidesz, a gagné les élections européennes du mois de juin en faisant campagne sur les dangers de la guerre en Ukraine. D'une même voix, les présentateurs de télévision ont considéré que l'Europe risquait d'« entraîner » la Hongrie dans la guerre contre la Russie. Les ténors du Fidesz sont allés jusqu'à affirmer que l'UE souhaitait imposer une « conscription forcée » pour envoyer les jeunes au combat... Avant d'agiter le chiffon rouge du conflit avec Poutine (dont il semble proche), Viktor Orban réservait ses flèches à l'immigration incontrôlée. « Ils viennent ici, mais ne veulent pas vivre

comme nous », répétait-il alors. En 2015, des clôtures grillagées et barbelées longues de 175 km ont été érigées le long de la frontière avec la Serbie. Double jeu Le documentaire ne donne pas de chiffres, ne cherche pas à documenter les dérives imputées à Orban. Pas plus qu'il ne livre, et on peut le regretter, une analyse sociopolitique de la Hongrie. La réalisatrice américaine Connie Field, auteur de documentaires consacrés à la lutte pour les droits civiques aux États-Unis ou à l'Apartheid sud-africain, préfère suivre les contestataires aux prises avec la politique d'Orban. Une journaliste forcée de travailler pour un média en ligne après la reprise

en main de la presse. Une députée écologiste qui accuse le Fidesz d'avoir redessiné les circonscriptions électorales pour mieux assurer ses chances de victoire. Une militante qui a fini à l'hôpital après s'être fait malmené lors d'une manifestation. Ils dénoncent une corruption du pouvoir à travers des travaux d'infrastructure, ainsi que le double jeu d'Orban avec l'Union européenne. « La Hongrie est le pays d'Europe centrale et de l'Est qui a reçu le plus de subventions dans les années 2010. Le gouvernement a pu s'attribuer le mérite de ces résultats », observe Dora Györfi, enseignante et chercheuse en économie politique. Le bruyant duel entre Budapest et Bruxelles constitue la partie la plus saisissante de ce film, qui prouve

aussi que l'on peut réaliser un documentaire politique en gardant une certaine ambition esthétique. Viktor Orban s'est progressivement érigé en chantre d'une Europe « illibérale ». « Les valeurs libérales aujourd'hui incarnent la corruption, le sexe et la violence », clame-t-il ainsi avec un sens de la nuance et une obstination politique qui ont fini par lui valoir un gel de plusieurs milliards accordés par l'UE. Dont son pays vient de récupérer la présidence du Conseil jusqu'à la fin de l'année... ■

« Hongrie, quand la démocratie vacille »  
À 20h55, sur Arte  
Notre avis : ●●●●

### MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

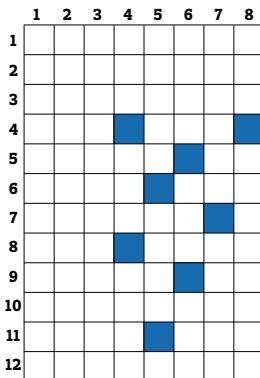
#### PROBLÈME N° 6646

##### HORIZONTALEMENT

1. Abattues avec peine. - 2. Laisseront la peau grasse. - 3. Les valeurs paysannes. - 4. Vieil anti-vol. La nôtre est numérique. - 5. Flétan outre-Québécois. Conducteur de ligne. - 6. Encore descendu. Bois du vin. - 7. Filer précipitamment (Se). - 8. Pour le moins déplacé. Refus insolent. - 9. Corde assurant le maintien du chargement d'une charrette. Morceau de valise. - 10. Rhombes hier. - 11. Sa mort réjouit les anticaristes. De la musique en Algérie, de l'audiovisuel en Italie. - 12. Il vous fait passer pour voir.

##### VERTICALEMENT

1. Son travail est très moutonnier (deux mots). - 2. Elles nous coulent les yeux de la tête. - 3. Amatrices de mots croisés. - 4. Fit le vide. Hors de zone. Provoqua le feu ou l'ennui. - 5. En jaune lors de son tour de France 2019. Une perte pour l'humanité. - 6. Rond mais pas en état de rouler. Juron qui ne dit pas son nom. Opposé à la force. - 7. Personnalise le papier. Episode funeste. - 8. Sur la rose. Opérer la liaison avec le chef.



#### SOLUTION DU PROBLÈME N° 6645

##### HORIZONTALEMENT

1. Dépendant. - 2. Egarerai. - 3. Pardonner. - 4. Alto. End. - 5. Rea. Asie. - 6. Gant. - 7. Eleis. QR. - 8. Mead. Nu. - 9. Embêtés. - 10. Nul. Enta. - 11. Trepaner. - 12. Sesamies.

##### VERTICALEMENT

1. Départements. - 2. Égale. Lemure. - 3. Partageables. - 4. Ordo. Aide. Pa. - 5. Neo. Ans. Team. - 6. Ernest. Nenni. - 7. Nanni. Quetée. - 8. Tiedeur. Sars.

#### LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION



### BRIDGE

Par Philippe Cronier www.lebridgeur.com

#### PROBLÈME N° 3384 : Mano a mano

♠ R643  
♥ V10  
♦ 109  
♣ RDV83

Contrat : Sud joue 5 Carreaux.

#### La séquence (N-S vuln) :

Sud	Ouest	Nord	Est
1♠	1♠	2♣	2♠
3♥	3♠	4♦	3♠
5♦			

Entame : 9 de ♣ pour le Valet et le 5 d'Est. Vous donnez quatre tours d'atout en écartant deux ♣ du mort (Ouest défaussant un ♠ puis le 4 de ♣).

#### SOLUTION DU PROBLÈME N° 3383 : Pas de coupe prématurée

Contrat : Sud joue 4 Cœurs.

Entame : 10 de ♠. Vous êtes en TPP, maximisez vos chances de faire 12 levées.

Vous pourriez être tenté de jouer ♠ tout de suite pour essayer de voler la levée. Mais si votre ruse échoue, vous ne ferez que onze levées. Ce serait dommage car vous avez de réelles chances de réaliser douze pils en jouant « technique ». Descendez en main à l'atout, défaussez les deux petits ♠ du mort sur Roi-Dame de ♠ et, la clé du coup, rejouez le Roi de ♠. Surtout, ne coupez pas une carte mineure, ce serait prématuré. De deux choses l'une : - Si le détenteur de l'As de ♠ ne possède plus d'atout, vous pourrez couper deux fois au mort en communiquant par la coupe ♠. - S'il rejoue atout, faites la levée du 10 et présentez le Valet de ♠ pour une expasse à la Dame. Douze levées si elle réussit, onze levées si elle rate. Teils que sont les jeux, le contrat de 4 Cœurs gagné avec deux levées supplémentaires vous rapporte une excellente note. Méritée.

♠ V1065432  
♥ 1053  
♦ A  
♣ 108  
♠ 97  
♥ 2  
♦ 109832  
♣ A9764  
♠ A8  
♥ 76  
♦ V75  
♣ RD532  
♠ R  
♥ RDV984  
♦ RD64  
♣ V

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

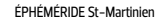
RONDE DES MOTS :  
LIGNE 1 : GRENAT, ALLER, REMPLI, UNIFORME, GREDIN, BOMBER.  
LIGNE 2 : NETTES, LEVÉE, PRÉLUIRE, DÉFAUT, BLUFFE.

+ De pages  
+ D'auteurs  
+ De jeu  
+ De fun

Abonnez-vous à  
**BRIDGERAMA+**  
sur [www.bridge-eshop.com](http://www.bridge-eshop.com)







Soleil : Lever 05h52 - Coucher 21h57 - Dernier croissant de Lune

**22.49 C** dans l'air. Magazine.

**21.10 Qui a écrit la Bible ?**  
Documentaire. Fra. 2021. Réal. : Nathalie Laville. 1h20. La découverte des manuscrits de la mer Morte en 1947 et les progrès de la science permettent de lever le voile sur l'un des plus grands mystères de l'Histoire.

**22.30 Jésus a-t-il vraiment eu des enfants ?** Documentaire.

**22.20 Hitler et l'Allemagne :**  
Une attraction fatale. Documentaire.

SFR 468	Orange 345
Free 904	Bouygues 305

Par téléphone : **3201** 08 00 32 01 00

**LIVE 24/24**

**CANAL+**

Sur **L'APPLI**  
**GRATUITE**  
La Chaîne Météo

[illegible]

Françoise Dargent

L'écrivain albanais, réfugié politique en France en 1990, laisse une œuvre au souffle épique puissant, mêlant l'analyse politique tranchante aux légendes d'hier. Il est décédé lundi à l'âge de 88 ans.

« Si tu fais confiance à la littérature, rien qu'à la littérature, elle sera ta protection céleste. Il ne peut rien t'arriver. » Jusqu'en 1990, l'année où il demanda l'asile politique en France, Ismail Kadaré a réussi à faire sien cette devise usant allègrement de la métaphore dans ses nombreux livres très critiques envers les régimes totalitaires alors que son propre pays, l'Albanie, était sous la férule d'un dictateur. L'écrivain, est décédé hier matin à l'âge de 88 ans d'une crise cardiaque, a précisé l'hôpital de Tirana où il avait été emmené en urgence. L'homme incarne pendant longtemps le paradoxe d'être un écrivain à la fois reconnu et persécuté. Si ses livres étaient publiés en Albanie, ils étaient souvent aussitôt interdits par le régime ou au mieux mutilés. Lui se réjouissait quand même de ce fait, arguant que ces ouvrages n'en avaient que plus de valeur pour ses compatriotes, qui se hâtaient de se les procurer.

Lauréat de plusieurs prix prestigieux dont le Man Booker International Prize (2005) et le prix Princesse des Asturies (2009), l'auteur était également pressenti régulièrement pour recevoir le prix Nobel de littérature. En France, il était depuis 1996 membre associé de l'Académie des sciences morales et politiques, promu commandeur de la Légion d'honneur en 2015. Il était de fait l'écrivain albanais le plus connu au monde, ayant contribué par les lettres à faire parler de ce petit pays étouffé pendant près d'un demi-siècle par le dictateur Enver Hodja.

Ismail Kadaré est né en 1936 à Gjirokastrë, perle du sud de l'Albanie, qui fut également quelques années plus tôt la ville de naissance du dictateur. Son père était postier, et le jeune garçon manifeste très tôt de l'intérêt pour Shakespeare et les tragédies grecs. Enfant, puis adolescent, il expérimente tous les avatars du communisme, d'abord à la mode russe, puis chinoise et enfin albanaise lorsque son pays se fâche successivement avec les deux grandes puissances tutélaires. À 17 ans, l'étudiant de l'université de Tirana est remarqué pour ses vers. On l'envoie à l'Institut Gorki, à Moscou, pépinière d'auteurs et de critiques. Il s'y plaît en tant qu'étudiant, mais déclarera par la suite avoir été malheureux comme écrivain.

**« Si vous pouvez, grâce à la littérature, ne pas prendre au sérieux le régime, vous êtes sauvés »**

Ismail Kadaré

De fait, son premier recueil de poèmes est publié par un éditeur russe, ses textes intouchés, mais assortis d'une préface qui dénonce l'influence néfaste de l'Occident. Le jeune Kadaré accepte cette publication. Là, s'enracine cette dualité qui le marque de longues années durant. Il est durement critiqué, mais toléré par un régime qui voit en lui un faire-valoir à envoyer de temps à autre en Occident. Longtemps, il s'accommode de cet état jusqu'au jour où il ne supporte plus les compromissions et reste à Paris avec sa femme et ses deux filles.

En attendant, en 1960, le jeune étudiant rentre chez lui, en Albanie. « Si vous pouvez, grâce à la littérature, ne pas prendre au sérieux le régime, vous êtes sauvés », déclarait-il au *Nouvel Observateur* en 2005. De fait dès le début, il s'ingénia à écorner celui de l'Albanie. Après *Jours de beuverie*, l'histoire de deux petits malfrats indifférents à la cause socialiste, ouvrage aussitôt jugé décadent, il publie en 1963 ce qui est considéré comme son premier roman. *Le Général de l'armée morte* connaît un grand succès dans son pays. On y suit les tentatives infructueuses d'un officier italien



Ismail Kadaré, en octobre 2023, à Tirana.

## ISMAIL KADARÉ

### La littérature pour pays

#### CHRONO

**1936** Naissance à Gjirokastrë (Albanie)

**1963** Publie son premier roman, *Le Général de l'armée morte*

**1967** Est envoyé en « rééducation » à la campagne par le régime albanais

**1981** Publie *Le Palais des rêves*

**1990** Demande l'asile politique à la France

**1996** Membre associé de l'Académie des sciences morales et politiques

**2009** Prix Princesse des Asturies

**Janvier 2022** Publie *Disputes au sommet* (Fayard)

**1er juillet 2024** Mort à Tirana (Albanie)

Lorsque le régime finit par chuter, il retourne dans le pays des Aigles, y revenant plusieurs fois par an, même si son domicile reste établi à Paris. En France, il continue de publier avec la même régularité, fidèle à Fayard, la maison de son éditeur d'origine, Claude Durand (1938-2015). C'est aussi en France qu'il entreprend la tâche herculéenne de réviser toute son œuvre, élaguant ou complétant des ouvrages qu'il avait « autocensurés ».

**« Dans un pareil duel entre un tyran et un poète, c'est toujours, on le sait, le poète qui l'emporte, même, si pour un temps, il peut paraître vaincu »**

Ismail Kadaré

À la chute de la dictature, ses nouveaux romans s'allègent, se font plus courts. Les microromans remplacent les sagas, mais la critique ne se cache plus forcément sous la forme symbolique et l'Albanie est toujours au cœur de ses écrits. À la fin des années 1990, il s'engage pour la cause des Albanais au Kosovo. Virulent contre la Serbie, il

multiplie les interviews et les prises de parole publiques.

Le calme revient ensuite, bercé par la régularité des publications. Après *La Poupee*, en 2015, dans lequel il évoque la figure de sa mère. En 2017, *Mattinées au Café Rostand*, du nom de son QG parisien, se présente comme un recueil de textes composites écrits au cours de la décennie précédente, vécue entre la France et l'Albanie, avec laquelle il avait fini par faire la paix. En octobre dernier, Fayard rééditait, dans une version revue et corrigée, *Avril brisé*, roman de 1982 sur la loi ancestrale du Kanun, droit coutumier albanais. Deux ans avant, la collection « Bouquins » (Robert Laffont) avait aussi réédité astucieusement deux de ses œuvres, *Le Crépuscule des dieux de la steppe* et le diptyque *Le Temps des querelles*, consacré en partie aux dissensions entre la petite Albanie et ses puissants voisins communistes, la Chine et l'URSS, au temps de la guerre froide. Une manière de faire découvrir aux lecteurs français la version originale du texte, qui fut caiviardé par le régime albanais à sa sortie, en 1973. Cela reste la meilleure peinture du quotidien d'une dictature par celui qui s'est décrit comme « un écrivain normal dans un pays dément ». ■



Lauréat de plusieurs prix prestigieux, le romancier (ici, en avril 1987, à Paris) était régulièrement pressenti pour le prix Nobel de littérature.

SOPHIE BASSOULS/BRIDGEMAN IMAGES